



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 6 juillet 2011 (14.07)
(OR. en)**

12562/11

**PESC 912
FIN 503
PE 316**

NOTE POINT "I/A"

du: Comité politique et de sécurité

au: Comité des représentants permanents/Conseil

Objet: Principaux aspects et choix fondamentaux de la PESC (point 43 (section G) de l'accord interinstitutionnel du 17 mai 2006) - 2010

- Rapport annuel de la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité au Parlement européen
-

1. Le point 43 (section G) de l'accord interinstitutionnel (AII) du 17 mai 2006 prévoit ce qui suit:
"Une fois par an, la Présidence du Conseil consultera le Parlement européen sur un document prévisionnel du Conseil, transmis au plus tard le 15 juin de l'année en question, qui présente les principaux aspects et les choix fondamentaux de la PESC, y compris leurs implications financières pour le budget général de l'Union européenne, ainsi qu'une évaluation des mesures lancées au cours de l'année n-1."
2. Le Comité politique et de sécurité a examiné le projet de rapport figurant en annexe lors de ses réunions des 1^{er} et 5 juillet 2011.
3. Eu égard à ce qui précède, le Coreper est invité à approuver le projet de rapport et à le transmettre au Conseil pour approbation.

**PRINCIPAUX ASPECTS ET CHOIX FONDAMENTAUX DE LA PESC
(POINT 43 (SECTION G) DE L'ACCORD INTERINSTITUTIONNEL
DU 17 MAI 2006) - 2010**

INTRODUCTION	4
PREMIÈRE PARTIE: PERSPECTIVES POUR 2012.....	4
DEUXIÈME PARTIE: REGARD RÉTROSPECTIF SUR L'ANNÉE 2010.....	11
Rétrospective 2010	11
A. Activités par région	14
Le Proche-Orient et le voisinage méridional	14
Russie, Partenariat oriental et Asie centrale	18
Fédération de Russie	18
Partenariat oriental	20
Asie centrale.....	22
Balkans occidentaux	23
Asie.....	26
Afrique.....	30
Amériques.....	34
B. Répondre aux menaces et aux défis planétaires.....	38
Non-prolifération et désarmement.....	38
Armes de destruction massives et leurs vecteurs.....	39
Armes conventionnelles: armes légères et de petit calibre (ALPC), mines antipersonnel (MAT) et débris de guerre explosifs	42
Terrorisme.....	43
Sécurité énergétique.....	44
Changement climatique et sécurité internationale.....	45
C. Contribuer à un ordre multilatéral plus efficace	46
Nations unies	46
OSCE.....	47
Conseil de l'Europe.....	48
D. Droits de l'homme, démocratie, État de droit :.....	49

E.	Davantage d'efficacité, de capacités et de cohérence.....	56
	Davantage de capacités	56
	Capacités civiles	56
	Capacités militaires.....	56
	Mutualisation et partage	57
	Enseignements tirés et bonnes pratiques dans le domaine de la PSDC civile.....	58
	Formation et exercices	59
	Davantage d'efficacité	60
	Opérations et missions	60
	Outils	
	Coopération avec les partenaires	66
	Davantage de cohérence.....	69
	Approche globale.....	69
	Développement des capacités civiles et militaires de l'UE au-delà de 2010	70
	Synergies civilo-militaires en matière de renforcement des capacités	70
	ANNEXE 1:ACTES JURIDIQUES PESC 2010.....	72
	ANNEXE II: MAIN APPEARANCES IN THE EUROPEAN PARLIAMENT IN THE FIELD OF CFSP/ESDP IN 2010	84
	ANNEXE III: CFSP budget 2010 - commitment appropriations	87
	ANNEXE IV: 2010 overview of HR / VP declarations on behalf of the EU, HR / VP Statements, Statements by the HR / VP Spokesperson and Local Statements.....	91

INTRODUCTION

Le présent document décrit les mesures et les activités engagées en 2010 dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et offre une évaluation de leur mise en œuvre à ce jour. Il expose en outre les points de vue et les principaux choix qui orienteront la politique étrangère de l'UE dans les prochains mois. Le présent rapport est fondé sur le point 43 de l'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et la bonne gestion financière de 2006. Il témoigne en outre de la volonté de la Haute Représentante de nouer avec le Parlement européen un dialogue global sur la politique étrangère de l'Union européenne, comme elle l'a répété dans sa déclaration de juillet 2010 sur la responsabilité politique.

PREMIÈRE PARTIE: PERSPECTIVES POUR 2012

L'année 2010, qui a vu l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne et la création du Service européen pour l'action extérieure, a marqué un tournant pour la politique étrangère européenne. Ces changements ont constitué l'aboutissement d'une décennie de débats internes concernant la réforme des institutions européennes. Parallèlement, l'année 2010 nous a fourni plusieurs occasions de nous rappeler pourquoi nous avons besoin d'une politique étrangère européenne. Dans un environnement international plus intégré et plus mondialisé que jamais, nous sommes confrontés à des menaces de plus en plus variées et liées: prolifération, terrorisme, criminalité organisée, conflits régionaux, perturbation de l'approvisionnement énergétique et effets des changements climatiques sur la sécurité. Notre politique étrangère doit s'adapter à cette évolution et mieux faire face à ces menaces à la source, c'est-à-dire, souvent, dans des régions du monde instables et éloignées. Pour créer les conditions d'un changement durable, il s'impose de plus en plus d'adopter une approche globale, tirant parti de tous les instruments à notre disposition dans les domaines de la diplomatie, de la PSDC, du développement et des échanges commerciaux. La mise en œuvre d'une stratégie des droits de l'homme redynamisée sera un élément important à cet égard.

C'est précisément à cet effet que le Service européen pour l'action extérieure a été conçu. Il permet de mettre en commun des compétences en matière diplomatique, de gestion des crises et de développement. Les bases essentielles ont déjà été jetées: le SEAE est opérationnel et la procédure de nomination de ses instances dirigeantes est terminée. Il convient toutefois de ne pas sous-estimer les défis à relever pour créer ce service; par ailleurs, pendant ce temps, le reste du monde ne va pas s'arrêter et nous attendre. Il faut doter ce service des ressources nécessaires pour qu'il puisse jouer le rôle pour lequel il a été conçu.

Au premier rang des priorités figurent les transformations qui ont lieu en ce moment même au Proche-Orient et en Afrique du Nord. Elles sont sans aucun doute historiques. Peu nombreux sont ceux qui avaient prédit la rapidité et l'ampleur des changements qui ont touché la Tunisie, l'Égypte et d'autres pays de la région. Même si, dans des pays tels que la Libye et la Syrie, de tragiques violences se poursuivent, le "printemps arabe" a, dans l'ensemble, ouvert la possibilité d'une vie meilleure et d'une dignité retrouvée, d'un renforcement du respect des droits de l'homme, du pluralisme, de l'État de droit et de la justice sociale, ainsi que d'une plus grande prospérité. C'est une occasion unique, pour la génération actuelle, d'appuyer la mise en place autour de notre continent d'un voisinage démocratique, plus stable et plus libre. Si nous réagissons d'une façon adéquate, nous pouvons influencer le cours des événements, tout en reconnaissant pleinement qu'il revient aux populations locales de prendre leur destin en main.

Si l'Union européenne peut apporter conseil et assistance, elle doit aussi être à l'écoute des souhaits des populations et admettre que c'est à elles seules qu'il appartient de décider de leur avenir. Cependant, notre influence peut être décisive. Il convient d'établir des partenariats fondés sur quatre éléments: la transformation démocratique et le renforcement des institutions, la protection des droits de l'homme, les liens avec la population, y compris la société civile, et la promotion d'une croissance et d'un développement économique durables. Il faudra en outre nouer des relations personnelles solides avec les personnes qui dirigent le processus de changement. La Haute Représentante a agi rapidement à cet égard, puisqu'elle a effectué une visite en Égypte, en Tunisie et dans d'autres pays de la région, afin d'affirmer clairement le soutien de l'UE.

L'UE a déjà apporté une aide considérable, dans le domaine humanitaire, en vue du renforcement des institutions et pour l'organisation des élections. Dans les années à venir, nous continuerons sur cette lancée. Il faudra pour cela soutenir la croissance inclusive et la justice sociale, notamment grâce au concours de la Banque européenne d'investissement et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Il faudra améliorer l'accès aux marchés, de sorte que les liens commerciaux puissent se multiplier dans toute la région méditerranéenne. Il faudra également disposer de ressources financières adéquates et mieux ciblées. Il faudra par ailleurs améliorer la mobilité et faire en sorte qu'il soit plus facile, en particulier pour les jeunes, de se rendre dans l'Union européenne pour acquérir une expérience, tout en veillant à gérer les migrations et à coopérer dans la lutte contre l'immigration illégale. À plus long terme, notre ambition devrait être de créer des zones de libre-échange approfondi et complet dans toute la région.

Les pays de la région devront faire l'objet d'approches différenciées en fonction de la situation et des aspirations de chacun. Toutefois, si certains désirent aller plus loin et plus vite dans l'introduction des réformes, l'UE répondra en conséquence. L'Union pour la Méditerranée a un rôle important à jouer en tant que cadre mais il convient de lui insuffler une dynamique nouvelle pour qu'elle puisse donner sa pleine mesure.

Compte tenu des changements qui se produisent dans le monde arabe, il est plus urgent que jamais de faire avancer le processus de paix au Proche-Orient. Notre objectif demeure de parvenir à un règlement durable et juste du conflit israélo-palestinien, qui verrait coexister, dans la paix et la sécurité, l'État d'Israël et un État palestinien indépendant, démocratique, d'un seul tenant, souverain et viable. Nous devons faire en sorte que les événements récents nous rapprochent de ce but plutôt que de nous en éloigner. En collaboration avec ses partenaires du Quatuor, l'Union européenne a joué un rôle moteur, au cours des derniers mois, pour rapprocher les parties prenantes. Nous continuerons à nous y employer. Parallèlement à cette activité diplomatique, l'Union européenne demeure prête à intensifier son soutien à la population palestinienne dans les domaines politique et financier et en ce qui concerne le renforcement des institutions.

D'autres régions voisines connaîtront également de profonds changements dans les mois à venir. L'Union européenne continuera de jouer un rôle central dans les Balkans occidentaux. La perspective européenne devrait continuer de servir de source d'inspiration évidente pour renforcer l'intégration politique, à mesure que les blessures causées par le conflit des années 1990 s'effacent des mémoires. Même si c'est aux pays eux-mêmes qu'il appartient, en dernier ressort, de réaliser les efforts considérables leur permettant de se conformer aux critères européens, l'UE continuera d'apporter son soutien. Le dialogue instauré en 2010 entre Belgrade et Pristina est une réelle opportunité de changer la dynamique, en favorisant la coopération, en enregistrant des progrès sur la voie d'un rapprochement avec l'Europe et en améliorant la vie des citoyens. L'UE continuera de faciliter ce dialogue. En Bosnie-et-Herzégovine, la Haute Représentante n'a pas ménagé ses efforts conformément à la nouvelle stratégie de l'UE pour mettre un terme à l'impasse politique.

Dans notre voisinage oriental, la résolution dont l'UE fera preuve pour promouvoir la sécurité, la démocratie et la prospérité continuera de jouer un rôle crucial. Le tableau dans la région est contrasté. L'évolution de la situation dans la République de Moldavie au cours de l'année écoulée a été encourageante. En Transnistrie, bien que les signaux soient ambigus, l'UE s'efforcera de renforcer son rôle au sein du format "5+2" et prônera la reprise des pourparlers formels en vue d'un règlement. En revanche, après l'élection présidentielle tenue en Biélorussie en décembre dernier, l'UE n'a eu d'autre choix que d'apporter une réponse très ferme. Par ailleurs, six ans après la révolution orange en Ukraine, les progrès vers l'établissement d'une société plus ouverte et plus démocratique restent irréguliers. L'année 2011 est l'occasion de réfléchir au partenariat oriental, deux ans après son lancement, et d'évaluer comment poursuivre notre action le plus efficacement possible. La Synergie de la mer Noire prônée par l'UE a un rôle important à jouer mais doit se voir imprimer un nouvel élan pour pouvoir donner toute sa mesure.

L'UE continue de jouer un rôle très actif en Géorgie, notamment grâce à la mission d'observation de l'UE et en tant que coprésident des pourparlers de Genève sur les régions sécessionnistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie. Nous pourrions jouer un rôle accru en ce qui concerne la situation au Nagorno-Karabakh.

Pour rechercher des solutions à ces questions et à d'autres problèmes qui se posent dans notre voisinage oriental, ainsi que sur la scène internationale, un partenariat stratégique fort avec la Russie reste essentiel. Notre coopération avec la Russie doit reposer sur des principes: elle doit être articulée autour de la poursuite d'intérêts communs tout en restant ferme sur les valeurs de l'UE et en permettant d'aborder nos divergences de manière efficace.

À plus grande échelle, l'ordre mondial évolue à une vitesse sans précédent. La mondialisation et les effets de la crise économique et financière accélèrent le glissement du poids politique et économique au profit des nouvelles puissances émergentes, en Asie, en Amérique latine et ailleurs. Ces pays joueront un rôle de plus en plus décisif dans les questions d'envergure planétaire, notamment la croissance économique, les échanges, le changement climatique et la sécurité. Le processus de modernisation et de réforme de l'architecture des institutions internationales, par exemple les Nations unies et le Fonds monétaire international, en vue de tenir compte de ces réalités, est déjà bien avancé. L'année dernière, l'UE, sous la conduite de la Haute Représentante, a déployé des efforts considérables pour que la participation de l'UE aux travaux de l'ONU soit plus importante. À la suite de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies de la résolution 65/276, l'UE tirera pleinement parti des nouvelles possibilités.

Ces dix dernières années, l'Union européenne a établi des partenariats stratégiques avec les pays qui imprimeront leur marque sur le 21^{ème} siècle: les États-Unis, la Russie, la Chine, le Brésil et l'Inde, ainsi que le Japon, le Mexique, l'Afrique du Sud, la République de Corée, etc. L'une des priorités de la Haute Représentante est de renforcer l'efficacité de ces partenariats. À l'automne 2010, le Conseil européen a lancé un processus de réflexion, sous la conduite de la Haute Représentante, sur la façon de tirer parti des dispositions du traité de Lisbonne dans cette perspective. Ces efforts se poursuivront en 2011. Nous aurons aussi, cette année, plusieurs occasions de mettre en œuvre les conclusions, notamment lors des sommets avec la Chine et l'Inde. Nous devons en profiter pour mettre en commun nos objectifs en ce qui concerne les questions économiques et politiques. Ces derniers mois, par exemple, notre programme de partenariat avec l'Inde en matière de sécurité s'est étoffé, notamment grâce au renforcement des contacts en matière de lutte contre le terrorisme et entre les états-majors.

Le dossier nucléaire iranien reste un grave sujet de préoccupation pour l'Union européenne et pour l'ensemble de la communauté internationale. Avec les six pays le plus directement concernés, nous maintiendrons notre double approche, qui fait pression sur l'Iran pour que ce pays respecte les exigences fixées par le Conseil de sécurité de l'ONU et l'Agence internationale de l'énergie atomique et reprenne de véritables négociations, tout en lui proposant d'importantes mesures pour l'encourager à renforcer la confiance dans le caractère pacifique de son programme nucléaire par le biais de la négociation. Depuis 2007, les sanctions ont déjà eu des effets notables. Si l'Iran persiste dans cette voie, cette pression s'accroîtra, mais la porte restera ouverte à un vrai dialogue. La Haute Représentante et la Chine, la France, l'Allemagne, la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis ont conduit et continueront de conduire les efforts déployés pour convaincre les dirigeants iraniens qu'ils doivent engager des discussions constructives.

Les défis auxquels sont confrontés l'Afghanistan et le Pakistan sont énormes. L'UE continuera de soutenir le gouvernement élu d'Afghanistan et le renforcement de la stabilité après des décennies où les Afghans ont été abandonnés à leur sort et le pays a été en proie à des conflits. L'UE est résolue à œuvrer sur le long terme, en aidant nos partenaires de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) ainsi que la communauté internationale dans son ensemble et en fournissant une assistance dans les régions où nous sommes le plus susceptibles d'obtenir des résultats, y compris par l'intermédiaire de la mission de formation EUPOL. Nous sommes par ailleurs résolus à continuer de soutenir la mise en place d'un gouvernement solide, stable et démocratique au Pakistan, à même de promouvoir la croissance économique et de combattre l'extrémisme.

Le continent africain révèle un tableau contrasté. Après des années de croissance faible et de défaillance du pouvoir, des améliorations réelles sont constatées dans de nombreux pays africains. Il est encourageant que l'Union africaine s'emploie à jouer un rôle plus déterminant pour trouver des solutions aux problèmes régionaux. Pourtant, certains défis restent à relever, notamment au Soudan, où la création d'un nouvel État dans le sud fait monter la tension, surtout à Abyei. L'UE est prête à apporter son aide dans le cadre du processus de transition. Toutefois, de nombreuses régions du continent, notamment la Somalie et le Sahel restent en proie à des conflits et à des violences politiques. La situation au Zimbabwe demeure également fragile. La piraterie est un grave sujet de préoccupation dans des pays de plus en plus nombreux à travers le monde. L'Union européenne continuera d'agir dans ce domaine, dans le cadre du partenariat mis en place ces dernières années avec l'Union africaine ainsi que des missions civiles et militaires déployées dans la région.

Il est essentiel de consolider notre politique de sécurité et de défense commune pour relever la plupart de ces défis ainsi que pour remédier à l'insécurité d'une façon mieux intégrée et plus globale tout au long du déroulement des conflits. À l'heure où les dépenses publiques sont soumises à d'intenses pressions, l'exploitation efficace des ressources sera un facteur décisif. Mais ces contraintes peuvent aussi nous inciter à consolider encore la PSDC en intensifiant la mise en commun et le partage des principales capacités militaires, en améliorant les capacités permettant de planifier et de mener des missions et des opérations et en renforçant l'intégration des missions et opérations civiles et militaires. Les États membres, tirant parti des opportunités offertes par le traité de Lisbonne, ont récemment lancé une série d'initiatives dans ce domaine. Les travaux consacrés à la future PSDC continueront tout au long de l'année 2011, sur la base, notamment, du bilan tiré de l'expérience acquise. Parallèlement, nos missions PSDC continuent de jouer un rôle important dans le monde, que ce soit pour parer aux risques que fait peser la piraterie au large de la Somalie ou pour instaurer l'État de droit au Kosovo. Elles nous permettent en outre d'apprendre par la pratique, de sorte que l'UE acquiert un nouveau savoir-faire dans des domaines tels que le renforcement des capacités maritimes régionales et la réforme du secteur de la sécurité. La prévention des conflits est également un volet important; le dixième anniversaire du programme de Göteborg fournit une occasion de réfléchir aux efforts de plus en plus soutenus que l'UE déploie dans ce domaine et aux orientations pour l'avenir.

Ces questions ne peuvent être résolues isolément et résistent aux solutions simples. Cela est d'autant plus vrai que nous vivons dans un monde moderne interconnecté, où la technologie et les marchés mettent les personnes en contact à une vitesse sans précédent. Dès lors, des problèmes tels que la cybersécurité, la sécurité énergétique et les implications des changements climatiques dans le domaine de la sécurité figurent maintenant au premier rang des préoccupations à l'échelon international. Pour l'Union, construire dans ce contexte une politique étrangère collective solide, à la fois cohérente et capable de réagir rapidement pour influencer le cours des événements, constitue un défi supplémentaire.

Or, pour ce qui concerne la politique étrangère de l'Europe, nous n'avons guère le choix.

Nous sommes actifs à l'étranger parce que nos intérêts l'exigent au niveau intérieur, qu'il s'agisse des questions de sécurité et de prospérité ou des valeurs sur lesquelles nous avons construit l'Union européenne. En outre, nous agissons collectivement, avec la pleine participation de tous les États membres, parce que les défis auxquels nous faisons face sont trop complexes pour être relevés unilatéralement et que, grâce à cette collaboration, nous pouvons peser de tout notre poids. Les événements qui se déroulent dans le voisinage méridional ont rendu manifestes ces réalités fondamentales. Au cours de l'année à venir et de celles qui suivront, l'Union européenne continuera de mettre en place une politique étrangère qui tienne compte des différences et de la diversité au sein de notre Union tout en tirant parti de l'unité, de la cohérence et de la continuité nécessaires pour mener une action efficace et développera encore la vision stratégique de l'UE dans le domaine des relations extérieures.

DEUXIÈME PARTIE: REGARD RÉTROSPECTIF SUR L'ANNÉE 2010

Rétrospective 2010

Le poste de haut représentant¹ de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (HR) est la pierre angulaire du système établi par le traité de Lisbonne dans le domaine des relations extérieures et constitue une innovation clé dans la conduite de la politique étrangère de l'Union en 2010. Dans le domaine de la PESC, le haut représentant exerce les fonctions précédemment assurées par la présidence semestrielle tournante, le haut représentant et le membre de la Commission chargé des relations extérieures. Il conduit la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union, préside les sessions du Conseil des affaires étrangères et, en sa qualité de premier vice-président de la Commission, assure en outre la cohérence de l'action extérieure de l'Union. Au cours de l'année 2010, haute représentante a présidé quatorze sessions du Conseil des affaires étrangères dont deux en formation des ministres de la défense et deux en formation des ministres chargés du développement.

¹ Lors de leur réunion informelle du 19 novembre 2009, les chefs d'État ou de gouvernement de l'UE ont nommé Madame Catherine Ashton au poste de haut représentant, avant l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne le 1^{er} décembre 2009. Le 4 décembre 2009, le Conseil européen a adopté la décision formelle portant nomination du haut représentant.

Au premier rang des priorités de l'UE en matière de politique étrangère pour 2010 figuraient les trois priorités suivantes.

La première était la création du **service européen pour l'action extérieure**, qui a constitué une réalisation institutionnelle de premier plan. Ce service a pour rôle de soutenir l'action menée par la Haute Représentante dans le cadre de son vaste mandat extérieur, notamment conduire la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE. Le personnel du SEAE vient de la Commission européenne, du Secrétariat général du Conseil et des services diplomatiques des États membres de l'UE. Ses membres sont affectés à Bruxelles ou dans l'une des 137 délégations à travers le monde et coopèrent étroitement avec la Commission et les États membres. Le SEAE a pour mission d'être une plateforme intégrée pour la diffusion des valeurs communes et la représentation des intérêts communs de l'Union dans le monde. Lors de son audition de confirmation devant le Parlement européen, le 11 janvier 2010, la Haute Représentante a confirmé que la création du SEAE était sa priorité absolue et indiqué qu'il s'agissait d'une occasion unique de mettre sur pied une structure réunissant tous les éléments de l'action de l'UE - politique, économique et militaire - afin de mettre en œuvre une stratégie cohérente en matière de politique extérieure.

Le SEAE a officiellement vu le jour le 1^{er} décembre 2010, au terme d'intenses travaux préparatoires pendant toute l'année qui a précédé. Dès le début de l'année 2010, un groupe de haut niveau a été créé pour assister la Haute Représentante dans la mise en place du SEAE. Lors de la session du Conseil des affaires générales du 25 mars, la Haute Représentante a présenté une proposition de décision du Conseil relative à la création du service européen d'action extérieure. Cette proposition a fait l'objet de modifications lors de la session du Conseil des affaires étrangères du 26 avril. Des consultations formelles ont ensuite eu lieu dans le cadre d'un "quadrilogue" entre la Haute Représentante, la Commission européenne, la présidence espagnole du Conseil et le Parlement européen. Le 21 juin, les quatre parties ont conclu à Madrid un accord qui a ensuite été approuvé par le Parlement européen, lors d'un vote intervenu le 8 juillet², et par le collège des membres de la Commission le 20 juillet. Compte tenu de l'approbation de la Commission européenne et de la consultation du Parlement européen, le Conseil des affaires générales a officiellement adopté la décision du Conseil le 26 juillet. Pendant l'année 2010, période de transition jusqu'à la mise en place du SEAE, les présidences espagnole et belge du Conseil ont apporté leur soutien actif à la Haute Représentante dans ses nouvelles tâches.

² Le Parlement européen a adopté, le 8 juillet 2010, une résolution sur le service européen pour l'action extérieure (SEAE) (P7_TA(2010)0280).

Le 25 octobre 2010, la Haute Représentante a nommé M. Pierre Vimont à la fonction de Secrétaire général exécutif et M. David O'Sullivan à celle de Directeur général administratif du SEAE.

Le 29 octobre, elle a complété son équipe de direction en nommant Madame Helga Schmid au poste de secrétaire général adjoint pour les questions politiques et M. Maciej Popowski à celui de secrétaire général adjoint pour les questions interinstitutionnelles.

La Haute Représentante et les nouvelles structures institutionnelles ont été mises à l'épreuve dès le début de l'année 2010 avec le tremblement de terre survenu en Haïti³, auquel l'Union a réagi de manière forte, tant sur le plan politique qu'humanitaire. La Haute Représentante a effectué de nombreux déplacements. On compte parmi ceux-ci une importante visite au Proche-Orient, en mars 2010, au cours de laquelle elle a été la première personnalité politique à entrer à Gaza en provenance d'Israël depuis juin 2007, ainsi que plusieurs déplacements dans les Balkans et des voyages en Inde (juin 2010), en Géorgie et au Kazakhstan (juillet 2010), ainsi qu'en Chine (septembre 2010).

La deuxième priorité était le **voisinage européen**. La plus grande réalisation de l'UE à ce jour a été son élargissement à l'Europe centrale et orientale. Tout au long de l'année 2010, l'Union a œuvré à poursuivre ce processus et aidé les pays des Balkans occidentaux dans la réalisation de leur perspective européenne. Pendant cette même période, elle a continué de nouer le dialogue avec les pays de son voisinage oriental et méridional et montré qu'elle a la capacité de contribuer à apporter la stabilité et le développement dans ces deux régions. Une révision de grande ampleur de la politique européenne de voisinage a été lancée en 2010 par la Haute Représentante et la Commission.

La troisième priorité était la coopération avec les **partenaires stratégiques** de l'UE. Dans un monde où les problèmes concernent l'ensemble de la planète et où le centre de gravité du pouvoir se déplace, l'UE continue d'investir dans les partenariats avec ses partenaires "établis", comme les États-Unis, la Russie, le Japon et le Canada, tout en s'attachant également à développer ses relations avec les puissances émergentes ou ayant émergé, telles que la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud et la République de Corée. L'action menée n'a pas seulement concerné les relations bilatérales, qui sont d'une très grande importance, mais également les questions de portée mondiale, telles que le processus de paix au Proche-Orient et la prolifération nucléaire.

³ Le Parlement européen a adopté, le 10 février 2010, une résolution sur le séisme en Haïti (P7_TA-PROV(2010)0015).

A. Activités par région

Le Proche-Orient et le voisinage méridional

L'année 2010 n'a connu aucune avancée majeure vers la résolution du **conflit israélo-arabe**⁴⁵⁶. Des négociations, tout d'abord indirectes puis directes, entre Israéliens et Palestiniens ont eu lieu grâce aux bons offices des États-Unis. Cependant, ces discussions ont été interrompues à la fin du mois de septembre en raison de la fin du moratoire israélien sur les implantations de colonies. La Haute Représentante s'est à nouveau rendue en territoire palestinien occupé et en Israël (en juillet et en septembre) afin de rappeler les parties à leur engagement à mener des négociations. Dans ses conclusions du Conseil de décembre 2010, l'UE a appelé à réaliser d'urgence des progrès pour parvenir à une solution du conflit qui soit fondée sur la coexistence de deux États. L'UE a regretté la non-reconduction du moratoire, lancé une nouvelle fois un appel aux parties pour qu'elles s'abstiennent d'actes de provocation et de violences unilatéraux, présenté sa position sur la question essentielle du statut final et souligné l'importance d'une coordination renforcée au sein du Quatuor. Rappelant la déclaration de Berlin, l'UE a de nouveau indiqué qu'elle était disposée, le moment venu, à reconnaître un État palestinien. L'UE a demandé à diverses reprises aux ravisseurs du soldat israélien Gilad Shalit de le relâcher sans délai.

⁴ Le Parlement européen a adopté, le 10 mars 2010, une résolution sur la mise en œuvre des recommandations du rapport Goldstone sur Israël et la Palestine (P7_TA(2010)0054).

⁵ Le Parlement européen a adopté, le 11 mars 2010, une résolution sur Gilad Shalit (P7_TA(2010)0066).

⁶ Le Parlement européen a adopté, le 17 juin 2010, une résolution sur l'opération militaire israélienne contre la flottille humanitaire et le blocus de Gaza (P7_TA(2010)0235).

L'UE a encore de sérieuses préoccupations en ce qui concerne la poursuite des activités de colonisation, la situation à Jérusalem-Est et le régime d'accès pour entrer à Gaza et en sortir. L'UE a continué à réaffirmer que les colonies sont illégales au regard du droit international, qu'elles constituent un obstacle à la paix et mettent en péril une solution du conflit fondée sur la coexistence de deux États. En exprimant la préoccupation que lui inspire la situation à Jérusalem-Est, l'UE a également rappelé qu'elle n'avait jamais reconnu son annexion. Pour ce qui est de Gaza, en dépit de quelques progrès réalisés à la suite de la décision du gouvernement israélien de relâcher le bouclage, notamment en facilitant certaines exportations de Gaza vers l'UE, l'UE a continué d'indiquer que de nouveaux efforts et des mesures supplémentaires étaient nécessaires afin de parvenir à un changement fondamental de politique qui permettrait le redressement économique à Gaza tout en répondant aux préoccupations légitimes d'Israël en matière de sécurité. Elle a proposé un ensemble complet de mesures pour Gaza, principalement axé sur l'amélioration de l'infrastructure des points de passage, la fourniture d'équipements aux services de l'Autorité palestinienne chargés du contrôle des frontières ainsi que la formation du personnel de ces services. Elle a rappelé l'importance du soutien du secteur privé. Le processus de réconciliation entre les Palestiniens n'a pas avancé.

L'UE a continué de concourir à la mise en place d'un **appareil d'État palestinien** conformément au plan sur deux ans du premier ministre, M. Fayyad, qui a donné de bons résultats dans la préparation de l'Autorité palestinienne à la création d'un État dans un proche avenir.

L'UE et **Israël** ont maintenu des relations bilatérales fortes et un dialogue politique ouvert dans le cadre du plan d'action actuel. Le climat politique en **Égypte** a été marqué, en 2010, par la tenue d'élections législatives fortement controversées qui ont été entachées d'irrégularités et d'un trucage des résultats. Lors de sa session d'avril 2010, le Conseil d'association UE-Égypte a rappelé sa détermination à promouvoir les relations bilatérales sur la base d'une mise en œuvre intégrale du plan d'action dans le cadre de la PEV. À la fin de l'année, le dialogue était au point mort.

Après une période de relative stabilité, la situation politique au Liban s'est polarisée, au cours du second semestre, autour de l'enquête menée par le tribunal spécial pour le Liban sur l'assassinat du premier ministre Rafik Hariri. Lors de la session du Conseil d'association de juin 2010, l'UE s'est déclarée prête à coopérer plus étroitement avec le gouvernement du **Liban** dans la mise en œuvre de son programme de réformes de décembre 2009.

En juillet 2010 se sont engagés des travaux sur un nouveau plan d'action UE-Tunisie, marquant la volonté de la Tunisie d'approfondir ses relations avec l'UE et l'ensemble de ses institutions. Au cours de la deuxième moitié du mois de décembre 2010 ont commencé les manifestations de la population tunisienne contre le régime du président Ben Ali. La répression exercée par le gouvernement n'a pas mis fin aux manifestations et la contestation s'est étendue à plusieurs villes où les manifestants réclamaient des réformes et le départ de Ben Ali, présageant les mouvements plus larges de protestation qu'a connus le monde arabe.

Pour ce qui est de la **Libye**⁷, en raison des tensions entre les forces de progrès et les conservateurs, l'avenir du pays était, à la fin de l'année, imprévisible.

L'UE a poursuivi ses efforts afin de trouver une solution au **problème du nucléaire iranien**⁸, avec la participation active de la Haute Représentante, tant par la voie des pressions qu'en nouant le contact (cf. infra sous B.1 - Non-prolifération et désarmement).

Au mois de mars, l'UE a dépêché une équipe d'évaluation chargée de suivre les élections législatives en **Iraq**⁹ et de rendre compte de leur déroulement. La base des futures relations entre l'UE et l'Iraq a été élargie par la signature d'un protocole d'accord en matière de coopération énergétique en janvier 2010, le paraphe d'un projet d'accord de partenariat et de coopération au printemps 2010 et l'adoption du tout premier document de stratégie pluriannuel concernant l'aide à l'Iraq. L'UE continue d'apporter son aide à l'Iraq en matière d'État de droit dans le cadre de la mission EUJUST LEX Iraq.

Le **Yémen**¹⁰, qui était déjà l'un des pays les plus pauvres du monde arabe et, en pratique, un État en voie de déliquescence, continue de connaître des troubles internes. L'UE a poursuivi l'approche globale adoptée en 2009 et s'est engagée dans le processus multilatéral intitulé "les amis du Yémen". Une délégation à part entière de l'UE a été mise en place à Sanaa en janvier 2010.

⁷ Le Parlement européen a adopté, le 17 juin 2010, une résolution sur les exécutions en Libye (P7_TA(2010)0246).

⁸ Le Parlement européen a adopté, le 8 septembre 2010, une résolution sur la situation des droits de l'homme en Iran, en particulier les cas de Sakineh Mohammadi-Ashtiani et de Zahra Bahrami (P7_TA(2010)0310).

⁹ Le Parlement européen a adopté, le 25 novembre 2010, une résolution sur l'Iraq: la peine de mort (dont le cas de Tarek Aziz) et les attentats contre les communautés chrétiennes (P7_TA-PROV(2010)0448).

¹⁰ Le Parlement européen a adopté, le 10 février 2010, une résolution sur la situation au Yémen (P7_TA(2010)0017).

Lors de la réunion UE-**Conseil de coopération du Golfe** en juin 2010, présidée pour la première fois par la Haute Représentante, les ministres ont adopté un nouveau programme d'action commun visant à renforcer la coopération dans des domaines allant de l'économie à l'environnement en passant par l'éducation.

À la suite de l'adoption d'un document commun sur le statut avancé entre l'UE et le **Maroc** en 2008, les négociations portant sur le premier projet de plan d'action UE-Maroc ont démarré en décembre 2010.

En juin 2010, l'UE et l'**Algérie** ont tenu leur cinquième Conseil d'association, sur la base de l'accord d'association de 2005, dans le cadre duquel les deux parties sont convenues d'œuvrer de manière plus ambitieuse et plus déterminée au renforcement de leurs relations.

Lors de sa neuvième session, le Conseil d'association UE-**Jordanie**¹¹ a annoncé un accord politique sur un partenariat "avancé" ainsi que la conclusion des négociations techniques sur le nouveau plan d'action UE-Jordanie dans le cadre de la PEV. Ce nouveau plan d'action témoigne du caractère ambitieux du partenariat entre l'UE et la Jordanie ainsi que de la profonde convergence de vues concernant l'engagement mutuel que les parties ont pris de consolider leur intégration, le rythme à imprimer aux réformes ainsi que leur portée, de même que le soutien que l'UE doit continuer de fournir pour réduire certains des obstacles qui entravent encore le renforcement des relations.

L'UE a poursuivi ses contacts avec la Syrie¹² et cherché à réaliser des progrès en ce qui concerne la signature de l'accord de coopération, mais aucune décision n'a été prise par Damas à cet égard. L'UE a continué à déplorer que la Syrie ne coopère pas avec l'AIEA pour résoudre les questions restant en suspens à propos du site probablement nucléaire de Dair Alzour.

¹¹ Le Parlement européen a adopté, le 9 septembre 2010, une résolution sur la situation du Jourdain et en particulier de la zone correspondant au cours inférieur du fleuve (P7_TA(2010)0314).

¹² Le Parlement européen a adopté, le 9 septembre 2010, une résolution sur les droits de l'homme en Syrie, et en particulier le cas de Haytham al-Maleh (P7_TA(2010)0316).

Le **Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée**¹³ a été mis en place à Barcelone, avec le cofinancement de la Commission. Malgré l'impasse politique de la question israélo-arabe, qui a conduit à un report du sommet, il reste des pistes à exploiter pour garantir la poursuite des travaux de l'Union pour la Méditerranée au niveau pratique. Le Secrétariat se concentrera sur les six priorités définies en 2008 lors du sommet de Paris, à savoir: l'environnement et l'eau, les affaires sociales et civiles dont la protection civile, l'énergie y compris les énergies renouvelables, les transports et le développement urbain, la coordination du financement des projets et le développement des entreprises ainsi que l'enseignement supérieur et la recherche.

Russie, Partenariat oriental et Asie centrale

Fédération de Russie

Les relations entre **l'UE et la Russie** ont connu un certain nombre d'évolutions positives en 2010. Parmi celles-ci figurent le lancement officiel du partenariat pour la modernisation, le processus visant à la conclusion des négociations bilatérales relatives à l'adhésion de la Russie à l'OMC, l'accord sur l'approche à adopter concernant un éventuel futur accord d'exemption de visa et les deux sommets¹⁴ qui se sont déroulés dans une ambiance particulièrement constructive. Plus de 30 réunions formelles se sont tenues à différents niveaux dans le cadre du dialogue politique en 2010. L'UE a continué à œuvrer à l'intégration de la Russie, qui est l'un de ses partenaires stratégiques, dans le système international fondé sur des règles. Elle a poursuivi le dialogue avec la Russie sur les nombreuses questions internationales qui constituent des priorités de la PESC, comme l'Iran, le Moyen-Orient élargi, l'Afghanistan et les conflits qui sévissent depuis longtemps dans leur voisinage commun, consciente de l'intérêt que présente la réalisation de progrès dans ces domaines. L'UE a également continué à coopérer avec la Russie sur des questions de dimension mondiale telles que le changement climatique, le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive, la criminalité organisée, les trafics en tous genres et la sécurité énergétique.

¹³ Le Parlement européen a adopté, le 20 mai 2010, une résolution sur l'Union pour la Méditerranée (P7_TA-PROV(2010)0192).

¹⁴ Le Parlement européen a adopté, le 17 juin 2010, une résolution sur les conclusions du sommet UE-Russie (31 mai - 1^{er} juin 2010) (P7_TA(2010)0234).

En 2010, la modernisation s'est profilée de plus en plus comme le thème central du mandat du président Medvedev. À cet égard, la Russie a trouvé dans l'UE son partenaire naturel. Les travaux relatifs au **partenariat pour la modernisation** entre l'UE et la Russie ont progressé en 2010, témoignant de la forte interdépendance qui unit ces deux parties et de leur intérêt mutuel à coopérer plus étroitement.

Les négociations en vue de la conclusion d'un nouvel **accord UE-Russie** se sont poursuivies, cinq séries de négociations ayant eu lieu en 2010. L'objectif fixé est de conclure un accord stratégique qui fournira un cadre global aux relations entre l'UE et la Russie pour le proche avenir et contribuera au développement du potentiel qu'elles recèlent. Il devrait offrir une base juridique renforcée et prévoir des engagements juridiquement contraignants couvrant l'ensemble des principaux domaines de la relation, tels qu'ils figurent dans les quatre espaces communs UE-Russie et dans les feuilles de route correspondantes. L'UE a continué à insister sur le fait qu'il est important que des progrès équilibrés soient accomplis dans tous les domaines de la négociation, notamment pour ce qui est de la nécessité de prévoir des dispositions substantielles sur le commerce et les investissements.

En ce qui concerne la **sécurité extérieure**, sur la base de l'expérience positive qu'a constitué la contribution de la Russie à l'opération militaire EUFOR Tchad/RCA et la coordination avec l'opération EUNAVFOR Atalanta, des entretiens exploratoires informels sur un accord-cadre pour la participation de la Russie aux opérations de gestion de crises menées par l'UE ont été lancés en 2010. Le 1^{er} juin 2010, l'UE et la Russie ont signé un accord sur la sécurité.

Les droits de l'homme, la démocratie, l'État de droit et l'évolution de la situation intérieure en Russie ont continué de susciter des inquiétudes en 2010. La situation dans le Caucase du Nord et celle des défenseurs des droits de l'homme comme Oleg Orlov¹⁵ sont particulièrement préoccupantes. L'UE a continué à évoquer ces questions lors des réunions qu'elle a tenues avec la Russie dans le cadre du dialogue politique, y compris au cours des sommets. Deux séries de rencontres dans le cadre des consultations UE-Russie en matière de droits de l'homme ont eu lieu en 2010. Elles ont permis à l'UE d'exposer ses préoccupations de manière plus détaillée, notamment en ce qui concerne des dossiers individuels et les meurtres de journalistes et de défenseurs des droits de l'homme.

¹⁵ Le Parlement européen a adopté, le 21 octobre 2010, une résolution sur la situation des droits de l'homme dans le Caucase du Nord (Fédération de Russie) et l'enquête pénale menée à l'encontre d'Oleg Orlov (P7_TA(2010)0390).

Partenariat oriental

Avec l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, 2010 a également été une année de réflexion sur le **Partenariat oriental**, dans le cadre des préparations de la révision de la Politique européenne de voisinage.

Bien que les aspects de la PESC aient été jusqu'à présent relativement absents du Partenariat oriental, le lien entre ce dernier et la politique étrangère dans son ensemble se resserre. Les programmes portant sur le volet bilatéral du Partenariat visent à soutenir les réformes essentielles et les mesures de confiance, qui constituent des conditions préalables au règlement des conflits. Des travaux relatifs à de telles mesures ont été entrepris dans le cadre du processus de Genève sur les conflits géorgiens¹⁶¹⁷ et menés activement en ce qui concerne la région de Transnistrie en République de Moldavie. Le gouvernement de la République de Moldavie souligne en outre constamment, à propos du conflit en Transnistrie, que les réformes entreprises avec l'aide de l'UE contribueront à rendre la Moldavie plus attrayante pour la population de la région séparatiste.

Les négociations menées avec l'**Ukraine**¹⁸¹⁹²⁰ sur un nouvel accord d'association, comprenant comme partie intégrante une zone de libre-échange approfondi et complet, ont continué à enregistrer des progrès. L'UE demeure persuadée qu'elles pourraient être conclues d'ici la fin de 2011 si l'Ukraine fait preuve de la volonté politique nécessaire pour régler les questions en suspens. La Haute Représentante a assisté à la cérémonie d'investiture du président Ianoukovitch en février 2010 et le président du Conseil européen, M. Van Rompuy, s'est rendu à Kiev en juillet 2010. **Si 2010 a vu le retour de la stabilité politique et économique en Ukraine, on craint toutefois que celle-ci ait été acquise au prix d'une tendance à la dégradation dans le domaine de la démocratisation. Cette question a continué de figurer au premier rang des priorités abordées dans le cadre des échanges entre l'UE et l'Ukraine.**

¹⁶ Le Parlement européen a adopté, le 14 décembre 2010, une résolution sur l'accord entre l'Union européenne et la Géorgie visant à faciliter la délivrance des visas (P7_TA(2010)0464).

¹⁷ Le Parlement européen a adopté, le 14 décembre 2010, une résolution sur l'accord entre l'Union européenne et la Géorgie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier (P7_TA(2010)0472).

¹⁸ Le Parlement européen a adopté, le 25 février 2010, une résolution sur la situation en Ukraine (P7_TA(2010)0035).

¹⁹ Le Parlement européen a adopté, le 18 mai 2010, une résolution sur l'assistance macrofinancière à l'Ukraine (P7_TA(2010)0169).

²⁰ Le Parlement européen a adopté, le 25 novembre 2010, une résolution sur l'Ukraine (P7_TA(2010)0444).

Les négociations avec la **Moldavie**²¹²² sur un nouvel accord d'association ont été lancées en janvier 2010 et ont progressé à un rythme satisfaisant tout au long de l'année. Le soutien de l'UE au processus de réforme dans le pays a été maintenu. Parallèlement, la participation de l'Union aux efforts visant à régler le conflit en Transnistrie est restée intense, avec toutefois peu de résultats tangibles. Le 22 février 2010, le Conseil des affaires étrangères a adopté des conclusions sur la République de Moldavie, ainsi qu'une décision prorogant les mesures restrictives à l'encontre des dirigeants de la région moldave de Transnistrie, tout en suspendant dans le même temps leur mise en œuvre jusqu'en septembre 2010. À cette occasion, le Conseil a déploré qu'aucun progrès substantiel n'ait été réalisé sur la voie d'un règlement politique du conflit en Transnistrie.

L'action de l'UE dans le **Caucase du Sud**²³ est restée soutenue tout au long de 2010 et a été marquée par une réunion de la Haute Représentante avec le président géorgien, le 25 mars 2010, ainsi qu'avec le président arménien, le 27 mai 2010. Le 17 juin 2010, l'accord visant à faciliter la délivrance des visas entre l'UE et la Géorgie a été signé, de même qu'un accord de réadmission, le 22 novembre 2010. Les travaux se sont également poursuivis en vue de renforcer les relations contractuelles avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, en se fondant sur les principes de la participation ouverte à tous, de la différenciation et de la conditionnalité. En mai 2010, le Conseil a autorisé l'ouverture de négociations sur des accords d'association avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Dans ses conclusions du 14 juin 2010, le Conseil s'est réjoui à la perspective du lancement de négociations sur des futurs accords d'association, qui porteront également sur l'établissement de zones de libre-échange approfondi et complet lorsque ces pays rempliront les conditions requises. Les négociations avec chacun de ces pays ont été engagées en juillet 2010 et progressent depuis lors à un rythme satisfaisant. Le déploiement de la mission d'observation de l'UE (EUMM) en Géorgie s'est poursuivi.

²¹ Le Parlement européen a adopté, le 21 octobre 2010, une résolution sur les réformes mises en œuvre et sur l'évolution de la situation en République de Moldavie (P7_TA(2010)0385).

²² Le Parlement européen a adopté, le 24 novembre 2010, une résolution sur le protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et la République de Moldavie (P7_TA(2010)0428).

²³ Le Parlement européen a adopté le 20 mai 2010, une résolution sur la nécessité d'une stratégie de l'Union européenne en faveur du Caucase du Sud (P7_TA(2010)0193).

L'évolution de la situation intérieure en **Biélorussie**²⁴ a permis à l'UE de renforcer progressivement ses relations avec ce pays jusqu'à ce que les événements de la fin 2010 modifient profondément les perspectives. Le 25 octobre 2010, le Conseil a adopté des conclusions réaffirmant que l'UE est disposée à approfondir ses relations et à apporter un soutien, à condition que des évolutions positives soient enregistrées en ce qui concerne la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit. Le Conseil est resté préoccupé par la situation concernant la démocratie et les droits de l'homme dans le pays, ce qui a empêché l'UE de lever complètement les mesures restrictives à l'encontre de certains fonctionnaires de Biélorussie. La tendance positive a été interrompue par l'élection présidentielle organisée dans le pays le 19 décembre et la répression violente à laquelle se sont livrées les autorités. La réaction de l'UE a été ferme: le 20 décembre, la Haute Représentante a publié une déclaration critique, suivie le 23 décembre par une déclaration conjointe de la Haute Représentante et de la Secrétaire d'État des États-Unis, Hillary Clinton, sur la situation post-électorale en Biélorussie.

Asie centrale

Tout au long de l'année 2010, l'UE a poursuivi la mise en œuvre de sa stratégie pour un nouveau partenariat avec l'Asie centrale, y compris en ce qui concerne le dialogue politique et la coopération technique. En avril 2010, une conférence ministérielle UE-Asie centrale a mis l'accent sur les menaces et défis communs, tels que le terrorisme, la traite des êtres humains et le trafic de stupéfiants, la non-prolifération et la sécurité énergétique. Plusieurs autres réunions politiques de haut niveau ont également eu lieu au cours de l'année. En juin 2010, dans leur deuxième rapport conjoint sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la stratégie pour un nouveau partenariat avec l'Asie centrale, soumis au Conseil européen, le Conseil et la Commission ont indiqué que cette mise en œuvre était bien engagée et qu'il convenait de s'attacher avec davantage de détermination à améliorer la visibilité des efforts déployés par l'UE dans la région et à intensifier la coopération sur les questions politiques. De nombreux contacts ont eu lieu entre le RSUE pour l'Asie centrale et les pays de la région ainsi qu'avec des tiers au sujet de la situation dans la région.

²⁴ Le Parlement européen a adopté, le 10 mars 2010, une résolution sur la situation de la société civile et des minorités nationales au Belarus (P7_TA(2010)0055).

L'UE est restée préoccupée par la **situation des droits de l'homme** en Asie centrale et cette question a été soulevée dans toutes les réunions de haut niveau tenues avec l'ensemble des pays concernés. Conformément à sa stratégie pour un nouveau partenariat avec l'Asie centrale, l'UE a établi des dialogues en matière de droits de l'homme avec tous les pays de la région.

Des consultations ont ainsi eu lieu avec les pays d'Asie centrale tout au long de l'année 2010. En ce qui concerne l'**Ouzbékistan**, après avoir fait le point de la situation, le 25 octobre 2010, le Conseil a adopté des conclusions dans lesquelles il s'est réjoui de la coopération constructive que l'UE et l'Ouzbékistan ont nouée dans un certain nombre de domaines tout en se déclarant vivement préoccupé par la situation des droits de l'homme dans le pays.

L'UE a coopéré étroitement avec les Nations unies, l'OSCE et d'autres acteurs internationaux pour aider le Kirghizstan à faire face à la crise politique en avril et aux troubles survenus en juin 2010. Une série de déclarations publiques émanant de la Haute Représentante et de la présidence ont témoigné de l'action de l'UE, dans le cadre de laquelle le RSUE a joué un rôle important.

Balkans occidentaux

La question des Balkans occidentaux a continué de figurer au premier rang des priorités de l'UE tout au long de 2010. La Haute Représentante s'est rendue à Sarajevo, à Pristina et à Belgrade en février 2010 afin d'encourager le dialogue politique et la réalisation de progrès sur la voie qui mène à l'UE. Le président du Conseil européen, M. Herman Van Rompuy, s'est rendu dans la région pour apporter un message général de soutien à la perspective européenne de ces pays.

Trois importantes missions PSDC, la mission de police de l'UE et l'EUFOR ALTHEA en Bosnie-Herzégovine, ainsi que la mission "État de droit" menée par l'UE au Kosovo (EULEX Kosovo), sont déployées dans la région et apportent une contribution importante à la stabilité, à la réforme du secteur de la sécurité et à l'État de droit.

Le 8 novembre 2010, le Conseil a décidé de lever l'obligation de visa pour les citoyens de l'Albanie et de la Bosnie-Herzégovine²⁵, avec effet au 15 décembre. En décembre, le Conseil a pris note de l'intention de la Commission d'engager avec le Kosovo un dialogue sur la libéralisation du régime des visas une fois toutes les conditions remplies et, préalablement au lancement de ce dialogue, de communiquer au Conseil les résultats de son évaluation du respect de ces conditions.

²⁵ Le 7 octobre 2010, le Parlement européen a adopté une résolution fixant la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures des États membres (y compris sur la libéralisation du régime des visas pour l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine) (P7 TA-PROV(2010)0349).

Le **processus de stabilisation et d'association** (PSA) a continué de servir de cadre politique global aux relations et aux négociations avec les pays des Balkans occidentaux. Le Conseil a réaffirmé en 2010, comme cela avait été confirmé une nouvelle fois lors de la réunion à haut niveau sur les Balkans occidentaux, qui s'était tenue à Sarajevo le 2 juin 2010, son attachement sans équivoque à la perspective européenne des pays des Balkans occidentaux, qui demeure essentielle pour la stabilité, la réconciliation et l'avenir de la région. Le Conseil a également réaffirmé la nécessité du respect d'une conditionnalité équitable et rigoureuse, dans le cadre du processus de stabilisation et d'association, et conformément au consensus renouvelé sur l'élargissement approuvé par le Conseil européen les 14 et 15 décembre 2006.

L'UE a rappelé l'importance que revêtent la **coopération régionale et les relations de bon voisinage** dans le processus de rapprochement de l'UE. Bien que des progrès notables aient été accomplis en 2010, un certain nombre de difficultés subsistent, pour tous les pays. Il leur faut notamment mener un dialogue politique constructif, consolider l'État de droit y compris en garantissant la liberté d'expression, lutter contre la corruption et la criminalité organisée, veiller à l'efficacité et à l'indépendance du pouvoir judiciaire et améliorer les capacités administratives, mais également examiner et résoudre les questions bilatérales en suspens. Le Processus de coopération en Europe du Sud-Est (SEEC) a joué un rôle positif à cet égard.

Le Conseil de coopération régionale (CCR) a continué à renforcer la coopération dans la région sur un certain nombre de questions importantes.

En 2010, les négociations d'adhésion avec la **Croatie** ont beaucoup progressé et sont entrées dans leur phase finale. Le Conseil a encouragé la Croatie à résoudre l'ensemble des questions bilatérales non encore réglées, en particulier les différends frontaliers, en gardant à l'esprit l'importance que revêtent les relations de bon voisinage.

À la suite de la demande d'adhésion que la **Serbie** a présentée à l'UE en 2009, le 25 octobre 2010, le Conseil a demandé à la Commission d'élaborer un avis.

L'accord de stabilisation et d'association (ASA) entre l'UE et le **Monténégro** est entré en vigueur le 1^{er} mai 2010. Le Conseil européen a accordé le statut de pays candidat au Monténégro le 16 décembre 2010.

La mise en œuvre des accords intérimaires entre l'UE et la Bosnie-Herzégovine et entre l'UE et la Serbie (ce dernier étant entré en vigueur le 1^{er} février 2010) s'est poursuivie, en attendant l'achèvement de toutes les procédures nécessaires à l'entrée en vigueur des ASA.

Pour ce qui est de la **Bosnie-Herzégovine**²⁶, le Conseil, en décembre 2010 et à la suite des élections du 3 octobre, a à nouveau appelé les dirigeants du pays à engager un dialogue politique constructif afin de développer une vision commune pour l'avenir du pays et d'ancrer le programme de l'UE au cœur du programme de ses gouvernements. La mission de police de l'UE en Bosnie-Herzégovine a poursuivi ses activités. L'EUFOR ALTHEA a continué de fonctionner efficacement et la situation en matière de sécurité est restée globalement calme et stable. **Au Kosovo**²⁷, l'UE maintient une présence forte, par l'intermédiaire de son représentant spécial (RSUE Kosovo) et de la mission "État de droit" de l'UE au Kosovo (EULEX Kosovo), encourageant le respect des droits de l'homme, la protection des minorités et la préservation du patrimoine culturel et religieux. En 2010, l'action du RSUE a notamment consisté à apporter un soutien au processus politique et à contribuer à la coopération et la stabilité régionales. La mission "État de droit" menée par l'UE au Kosovo (EULEX Kosovo) a continué à être un facteur important de stabilité.

En décembre 2010 le Conseil a réaffirmé que l'UE était prête à favoriser le **dialogue entre Belgrade et Pristina**, ce dont l'Assemblée générale des Nations unies s'est félicitée dans sa résolution A/RES/64/298, afin de favoriser la coopération, d'avancer sur le chemin menant à l'UE et d'améliorer les conditions de vie des populations. Ce dialogue serait en soi un facteur de paix, de sécurité et de stabilité dans la région. Le Conseil s'est félicité de la volonté de Pristina et de Belgrade d'œuvrer sur cette base et leur a demandé d'agir dans un esprit constructif.

En décembre 2010, le Conseil a fortement encouragé les partis politiques en **Albanie**²⁸ à sortir de l'impasse politique existante (qui perdure depuis les élections de juin 2009) en établissant un dialogue politique constructif et soutenu en vue de faire avancer les réformes requises par l'UE, et notamment d'assurer le bon fonctionnement du Parlement.

²⁶ Le 17 juin 2010, le Parlement européen a adopté une résolution sur la Bosnie-Herzégovine (P7 TA-PROV(2010)0238).

²⁷ Le 8 juillet 2010, le Parlement européen a adopté une résolution sur le Kosovo (P7 TA-PROV(2010)0281).

²⁸ Le 8 juillet 2010, le Parlement européen a adopté une résolution sur l'Albanie (P7 TA-PROV(2010)0282).

Dans l'**ancienne République yougoslave de Macédoine** (ARYM), le gouvernement de coalition constitué en 2008 a continué de fonctionner et est resté stable. Dans ses conclusions de décembre 2010, le Conseil a noté que la Commission avait recommandé d'ouvrir les négociations d'adhésion avec ce pays et il a déclaré qu'il était prêt à revenir sur cette question sous la prochaine présidence.

Il est essentiel de maintenir de bonnes relations de voisinage et de trouver, sous l'égide des Nations unies, une solution au problème de la dénomination du pays, qui soit négociée et mutuellement acceptée.

Asie

Alors que le rôle de la **Chine**²⁹ au niveau régional et sur la scène internationale a continué de s'accroître, l'UE a encouragé le pays à apporter sa contribution à la promotion de la stabilité régionale et à jouer un rôle actif pour rechercher des solutions aux crises régionales et s'attaquer aux problèmes mondiaux. Au cours du premier semestre, l'accent a été mis sur la consolidation des relations bilatérales entre l'UE et la Chine dans le cadre de l'après-Lisbonne. La visite du collègue des membres de la Commission en Chine, en mai, et le premier dialogue stratégique entre le conseiller d'État M. Dai Bingguo et la Haute Représentante, en septembre (également en Chine), ont contribué à renforcer la compréhension mutuelle. Dans le cadre de l'évaluation par l'UE des relations qu'elle entretient avec ses partenaires stratégiques, le Conseil européen est convenu, le 16 septembre, que l'Europe devait défendre ses intérêts et ses valeurs vis-à-vis de la Chine de manière plus résolue et dans un esprit de réciprocité et de bénéfice mutuel. Ces éléments ont constitué la toile de fond du 13^{ème} sommet UE-Chine qui s'est tenu à Bruxelles le 6 octobre. L'UE est préoccupée par la détérioration de la situation en matière de droits de l'homme en Chine. La réaction de la Chine à la décision d'attribuer le prix Nobel de la paix au dissident chinois emprisonné Liu Xiaobo³⁰ a eu des répercussions sur les relations bilatérales à la fin de 2010.

Dans le cadre de l'évaluation actuelle des partenariats stratégiques de l'UE, la Haute Représentante a présenté un premier rapport d'étape sur le partenariat stratégique avec la Chine au Conseil européen de décembre 2010. Ces discussions, ainsi que les contacts permanents à haut niveau entre les deux parties, contribueront à la préparation du 14^{ème} sommet UE-Chine.

²⁹ Le 25 novembre 2010, le Parlement européen a adopté une résolution sur la situation au Tibet: projets visant à imposer le chinois comme principale langue d'enseignement (P7 TA-PROV(2010)0449).

³⁰ Le 22 janvier 2010, le Parlement européen a adopté une résolution sur les violations des droits de l'homme en Chine, notamment le cas de Liu Xiaobo (P7 TA-PROV(2010)0006).

Le **sommet UE-Japon**, qui s'est tenu le 28 avril 2010, a été couronné de succès. Au cours de l'année 2010, l'UE et le Japon ont coopéré au sein des équipes provinciales de reconstruction actives en Afghanistan, et ont décidé de continuer à examiner les possibilités de coopération en vue de renforcer la capacité de police en Afghanistan, ainsi que d'organiser un séminaire sur le renforcement des capacités au Tadjikistan afin d'améliorer les capacités de gestion des frontières. Le Japon a fait part, pour la première fois, de son souhait d'apporter une contribution en termes de personnel civil aux missions civiles menées dans le cadre de la PSDC. Il y a eu une interaction fructueuse entre les unités de la EU NAVFOR ATALANTA et la force maritime d'autodéfense du Japon. L'UE et le Japon ont également coordonné le soutien qu'ils apportent au projet de création d'un centre de formation régional à Djibouti et aux activités des centres de partage des informations prévus au Yémen, au Kenya et en Tanzanie.

Lors du **sommet UE-République de Corée**, qui s'est tenu le 6 octobre 2010, l'UE a signé un accord de libre-échange avec la Corée du Sud et a renforcé ses relations avec Séoul en mettant en place un partenariat stratégique. Au cours de l'année 2010, l'UE a publié des déclarations par lesquelles elle condamnait les actions menées par la République populaire démocratique de Corée (RPDC) à l'encontre de la République de Corée, qui ont entraîné des pertes de vies humaines.

En **Afghanistan**³¹, le processus de transition qui vise à transférer progressivement les responsabilités au gouvernement afghan a débuté en 2010 avec les conférences de Londres et de Kaboul et le sommet de l'OTAN à Lisbonne. L'assistance civile et la coopération régionale ont également été renforcées. Pour la première fois à Kaboul, un chef de délégation exerçant en même temps la fonction de RSUE a été nommé pour renforcer la présence de l'UE sur le terrain, comme prévu dans le plan d'action. L'UE a également déployé une équipe d'évaluation des élections pour les élections législatives de 2010 en Afghanistan. La mission de police de l'UE en Afghanistan (EUPOL Afghanistan) a continué de contribuer à garantir paix et sécurité à la population afghane, dans une société fondée sur l'État de droit.

³¹ Le 16 décembre 2010, le Parlement européen a adopté une résolution sur une nouvelle stratégie en Afghanistan (P7 TA-PROV(2010)0490).

L'UE a tenu son deuxième sommet ad hoc avec le **Pakistan**³² le 4 juin 2010. Pour renforcer le dialogue stratégique, l'UE et le Pakistan sont convenus d'élaborer un plan quinquennal destiné à renforcer les relations entre les deux parties, définissant les objectifs précis des actions à mener en commun. L'UE a réagi rapidement face aux inondations survenues au Pakistan au cours de l'été 2010. Ces inondations, qui comptent parmi les plus dévastatrices de l'histoire du pays, ont touché plus de 20 millions de personnes. Le Conseil européen du 16 septembre 2010 est convenu de mettre en place un train complet de mesures à court, moyen et long terme dans les domaines humanitaire, du développement et du commerce. La Haute Représentante et le ministre des affaires étrangères du Pakistan ont organisé conjointement une réunion ministérielle du groupe des Amis du Pakistan démocratique le 15 octobre 2010, à Bruxelles. Dans le communiqué conjoint publié à l'issue cette rencontre, le Pakistan s'est engagé à mettre en œuvre des réformes économiques et institutionnelles.

La mise en œuvre du plan pour le renforcement de l'action de l'UE en Afghanistan et au Pakistan a débuté en 2010, dans le contexte d'une intensification des conflits dans les deux pays.

En 2010, les relations entre l'UE et l'**Inde** ont été dominées par des efforts résolus visant à renforcer la dimension politique et stratégique du partenariat stratégique dont l'ampleur reste insuffisante. La première visite de la Haute Représentante en Inde, en juin, a constitué une étape importante à cet égard. Le 11^{ème} sommet UE-Inde s'est tenu en décembre 2010, sous la présidence conjointe des présidents MM. Van Rompuy et Barroso. L'adoption par l'UE et l'Inde d'une déclaration conjointe sur le terrorisme international à l'issue de ce sommet a marqué une étape décisive sur la voie du renforcement des relations politiques et stratégiques entre les deux parties, de même que le fait que les parties se soient accordés pour axer à l'avenir les actions concrètes de coopération en matière de sécurité sur les domaines de la lutte contre le terrorisme, de la cybersécurité et de la lutte contre la piraterie. Au cours de ces différentes rencontres, les crises régionales en Asie du Sud, ainsi que d'autres questions mondiales d'intérêt commun, ont également été examinées. En 2010 a également eu lieu une nouvelle réunion du dialogue UE-Inde dans le domaine des droits de l'homme (au cours de laquelle une liste de vingt éminents défenseurs des droits de l'homme dont la situation est suivie de près par l'UE a été transmise aux autorités indiennes); par ailleurs, les chefs de mission de l'UE ont effectué leur désormais traditionnelle visite annuelle au Cachemire.

³² Le 20 mai 2010, le Parlement européen a adopté une résolution sur la liberté religieuse au Pakistan (P7 TA-PROV(2010)0194).

La question des droits de l'homme a continué d'occuper une place importante dans les relations entre l'UE et le **Sri Lanka** en 2010: l'UE a retiré ses concessions commerciales au titre du régime SPG+ en août en raison de l'absence de feuille de route prévoyant le respect par le pays de ses obligations internationales. L'UE a toutefois laissé la porte ouverte à la possibilité de reprendre le dialogue avec Colombo, en commençant par certaines questions sectorielles présentant un intérêt mutuel.

L'UE a confirmé son approche combinée à l'égard de la **Birmanie/du Myanmar**. Elle a maintenu les mesures restrictives en place, tout en continuant à fournir une aide humanitaire et une assistance au développement. Le dialogue et les contacts avec les autorités se sont poursuivis au sein de l'ASEM et de l'ASEAN. L'UE a continué à soutenir les efforts déployés par les Nations unies. Conformément aux conclusions du Conseil du 26 avril 2010, l'UE a poursuivi ses efforts pour dialoguer avec les autorités de la Birmanie/du Myanmar ainsi qu'avec les membres de l'opposition et les partis ethniques, y compris Daw Aung San Suu Kvi, sur les processus politiques du pays. L'UE a déploré que les autorités n'aient pas pris les mesures nécessaires pour garantir un processus électoral libre, régulier et ouvert à tous, lors des élections du 7 novembre. L'UE est toujours animée de la volonté de contribuer à une transition pacifique vers un système de gouvernement légitime et civil et d'essayer d'obtenir la libération de tous les prisonniers politiques.

L'UE a poursuivi son dialogue politique avec l'**ASEAN** au niveau ministériel à l'occasion d'une réunion qui a eu lieu en mai 2010. Au cours de cette réunion, les parties ont réaffirmé l'importance stratégique que revêtent la coopération et les relations entre l'UE et l'ASEAN. À cette occasion, les ministres se sont félicités des progrès qui ont été accomplis dans la modification du Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est (TAC) en vue de permettre à l'UE d'adhérer au traité, et se sont réjouis à la perspective de l'adhésion de l'UE au TAC. L'UE a aussi accompli des progrès considérables dans les négociations portant sur un APC avec plusieurs pays de l'ASEAN, en particulier le Viêt Nam et les Philippines³³. Des accords avec ces deux pays ont été paraphés. Tout en continuant de poursuivre l'objectif stratégique que représente une zone de libre-échange (ZLE) interrégionale, l'UE a continué à négocier des accords bilatéraux de libre-échange avec les pays de l'ASEAN intéressés et est convenue de lancer des négociations avec la Malaisie³⁴ et Singapour.

³³ Le 22 janvier 2010, le Parlement européen a adopté une résolution sur les Philippines (P7 TA-PROV(2010)0007).

³⁴ Le 16 décembre 2010, le Parlement européen a adopté une résolution sur la situation en Malaisie: la pratique de la bastonnade (P7 TA-PROV(2010)0494).

Le huitième **sommet de l'ASEM** (rencontre Asie-Europe) s'est tenu à Bruxelles les 4 et 5 octobre 2010, et a réuni 46 chefs d'État ou de gouvernement, ainsi que le président du Conseil européen, le président de la Commission européenne et le secrétaire général de l'ASEAN, pour traiter de questions telles que l'amélioration de la gouvernance économique, le développement durable, les défis mondiaux, les problèmes régionaux, les relations entre les peuples d'Asie et d'Europe, et l'avenir de l'ASEM. Outre la traditionnelle déclaration de la présidence, une déclaration sur une gouvernance mondiale plus efficace a également été publiée à l'issue du sommet, ce qui a contribué à attirer l'attention sur ce thème à la veille du sommet du G20 de Séoul.

Afrique

En 2010, l'UE a continué à développer ses relations stratégiques avec l'Union africaine (UA) et les organisations régionales africaines. La **stratégie commune UE-Afrique** est restée le principal cadre d'action transcontinental. Son deuxième plan d'action (2011-2013) a été adopté lors du troisième sommet³⁵ Afrique-UE organisé en novembre 2010. Plusieurs autres réunions importantes se sont tenues au cours de l'année 2010, en particulier la troisième réunion consultative commune entre le COPS de l'UE et le CPS de l'UA.

En ce qui concerne le partenariat pour la paix et la sécurité, des progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre de l'architecture africaine de paix et de sécurité. Le tout premier cycle de formation continental, visant à évaluer la capacité de l'UA à planifier, gérer et mener une opération de soutien de la paix dirigée par l'UA, s'est achevé avec succès.

Parmi les principales réalisations dans le domaine de la gouvernance démocratique et des droits de l'homme figurent le lancement de la plateforme UE-Afrique pour le dialogue sur la gouvernance, le soutien financier de l'UE au fonds d'assistance électorale de l'UA, une meilleure coordination entre les missions d'observation électorale de l'UE et de l'UA, l'organisation de séminaires de la société civile sur les droits de l'homme, un dialogue semestriel UE-UA sur les droits de l'homme et un soutien aux structures du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs.

³⁵ Le 15 décembre 2010, le Parlement européen a adopté une résolution sur l'avenir du partenariat stratégique UE-Afrique à la suite du troisième sommet UE-Afrique (P7 TA-PROV(2010)0482).

Au cours de l'année 2010, de nouvelles mesures ont été prises pour renforcer le partenariat stratégique de l'UE avec l'**Afrique du Sud**. Le troisième sommet annuel Afrique du Sud-Union européenne a eu lieu le 28 septembre 2010, offrant l'occasion de dialoguer avec l'Afrique du Sud, qui constitue un acteur de premier plan en Afrique, susceptible de jouer le rôle de "passerelle", notamment sur le changement climatique et la mise en place d'un système multilatéral efficace. Parmi les autres rencontres importantes de l'année ont figuré la réunion de dialogue politique au niveau ministériel qui s'est tenue à Bruxelles le 11 mai 2010, co-présidée par la Haute Représentante et le ministre sud-africain des relations internationales et de la coopération, ainsi que la visite de la Haute Représentante en Afrique du Sud en octobre.

Dans la région du **Sahel**, les problèmes de sécurité et de développement, qui sont étroitement liés entre eux, ont perduré. Les trafics se sont poursuivis et le nombre d'attentats, d'enlèvements et d'assassinats de citoyens européens par Al-Qaida au Maghreb islamique a augmenté en 2010. Les menaces pesant sur la sécurité au niveau transfrontière, associées à des tensions internes persistantes, à la fragilité et aux faibles capacités des États, à l'absence de perspectives en matière d'éducation et d'emploi, en particulier pour les jeunes, ont entravé les efforts de développement. Cette situation a conduit l'UE à élaborer une stratégie pour la sécurité et le développement dans la région du Sahel. S'appuyant sur les efforts actuellement déployés au niveau national, bilatéral et multilatéral, l'UE œuvrera en étroite coopération avec les autorités des pays de la région, la société civile et les instances régionales et internationales, notamment l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Le contexte politique et la situation en matière de sécurité en **Guinée-Bissau** ont continué de se détériorer: après la mutinerie militaire en avril, vivement condamnée par l'UE, des personnes impliquées dans des activités anticonstitutionnelles et d'autres activités illégales ont été nommés à des postes militaires clés, ce qu'à également fermement dénoncé la Haute Représentante de l'UE. Compte tenu de ces événements regrettables, l'UE a décidé de mettre un terme à sa mission PSDC EU SSR GUINEA-BISSAU et d'envisager la possibilité d'engager une procédure au titre de l'article 96 de l'accord de Cotonou et de prendre des sanctions.

En **Guinée**, la situation politique s'est améliorée, les premières élections libres et transparentes depuis l'indépendance du pays s'étant achevées pacifiquement et le nouveau président ayant pris ses fonctions en décembre. Ce scrutin a marqué une étape importante dans le processus de démocratisation et d'instauration de l'État de droit en Guinée. L'UE a maintenu un certain nombre de mesures: des mesures prises en application de l'article 96, des mesures restrictives, y compris des sanctions, un embargo sur les armes, ainsi qu'un gel des avoirs à l'encontre des membres du régime militaire au pouvoir et des personnes qui leur sont associées.

En **Côte d'Ivoire**³⁶, les résultats du second tour de l'élection présidentielle qui s'est déroulé le 28 novembre, bien que reconnus par la communauté internationale, n'ont pas été acceptés par le président sortant. Il en a résulté une crise majeure. L'UE a soutenu sans réserve l'action des Nations unies ainsi que le rôle moteur joué par l'Afrique et sa maîtrise du processus, et en particulier les efforts déployés par la CEDEAO et l'Union africaine. L'UE a prononcé des sanctions contre le président sortant et d'autres personnes impliquées dans des actes illégaux, violents et antidémocratiques et, en décembre 2010, a étendu la liste correspondante à la fois aux personnes et aux entités concernées.

L'UE a joué un rôle majeur dans la **Corne de l'Afrique** en 2010, l'adoption de conclusions du Conseil en juin témoignant de son attachement durable à cette région. Dans ces conclusions, le Conseil a invité la Haute Représentante et la Commission à formuler des propositions en vue d'une stratégie globale de l'UE dans ses relations avec la Corne de l'Afrique.

En 2010, l'UE a intensifié ses efforts pour lutter contre la **piraterie** au large des côtes de la Somalie en adoptant une approche globale qui s'articule autour de l'opération PSDC EU NAVFOR Atalanta et de la lutte contre les causes profondes de la piraterie en **Somalie** (voir la partie relative aux opérations figurant plus loin, au chapitre E, "Davantage d'efficacité, de capacités et de cohérence").

En Somalie, l'UE a joué un rôle actif dans la recherche d'une solution pacifique et durable à la crise somalienne dans le cadre de l'accord de Djibouti, en coordination étroite avec les Nations unies et l'UA. L'UE s'est dite plus que jamais déterminée à privilégier, à l'égard de la situation en Somalie, une approche globale comprenant des aspects politiques, humanitaires, de sécurité et de développement. Elle a lancé une mission PSDC visant à former les forces de sécurité somaliennes (EUTM Somalia).

³⁶ Le 16 décembre 2010, le Parlement européen a adopté une résolution sur la situation en Côte d'Ivoire (P7 TA-PROV(2010)0492).

Au Soudan, l'année 2010 a été dominée par les élections du mois d'avril ainsi que, en particulier, par les préparatifs du référendum sur l'autodétermination du Sud-Soudan de janvier 2011. L'UE a surveillé le déroulement des élections ainsi que les préparatifs du référendum, y compris les opérations d'inscription des électeurs. L'UE a continué d'apporter son soutien au groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'UA sur le Soudan, qui a fourni une aide importante aux parties à l'accord de paix global au cours des négociations qu'elles ont menées sur les questions en suspens et sur les questions relatives à l'après-référendum. Au cours de l'année 2010, le RSUE a mis l'accent sur la mise en œuvre de l'Accord de paix global (APG) au Soudan, notamment sur la tenue d'élections générales en avril et sur les préparatifs du référendum sur l'autodétermination du Sud-Soudan de janvier 2011, ainsi que sur les négociations de Doha relatives à la conclusion d'un accord de paix durable et global pour le Darfour.

À Madagascar³⁷, après que le gouvernement a été renversé illégalement en 2009, le Conseil a décidé, en juin, d'adopter des mesures en application de l'article 96 de l'accord de Cotonou, ce qui a eu une incidence sur l'aide octroyée par l'UE. Ces mesures sont venues compléter celles précédemment mises en place par l'UA. L'UE a soutenu les efforts de médiation de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

Dans la région des **Grands Lacs**, les relations entre la République démocratique du Congo (RDC)^{38 39} et le Rwanda ont continué de s'améliorer. Le processus de paix en cours dans l'est de la RDC demeure un dossier complexe aux niveaux politique et militaire, et la situation en matière de droits de l'homme et de bonne gouvernance dans le pays reste préoccupante. L'UE continue de s'investir dans la réforme du secteur de la sécurité avec deux missions PSDC déployées sur place, l'EUSEC RD Congo et l'EUPOL RD Congo, dont les mandats ont été renouvelés et harmonisés. Le RSUE Grands Lacs a continué à assurer le suivi des processus politiques régionaux dans la région des Grands Lacs (Goma, Nairobi, Juba et Burundi), ainsi que des mécanismes prévus après l'aboutissement du processus de paix. De plus, le RSUE a joué un rôle actif en ce qui concerne des sujets de préoccupation importants pour l'UE, à savoir la lutte contre la violence sexuelle en RDC, la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles et la lutte contre la diaspora des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). Le RSUE a formulé, sur place, des orientations politiques à l'intention des deux missions PSDC présentes en RDC (EUPOL et EUSEC).

³⁷ Le 11 février 2011, le Parlement européen a adopté une résolution sur la situation à Madagascar (P7 TA-PROV(2010)0032).

³⁸ Le 17 juin 2010, le Parlement européen a adopté une résolution sur la situation en République démocratique du Congo: le cas de Floribert Chebeya Bahizire (P7 TA-PROV(2010)0244).

³⁹ Le 7 octobre 2010, le Parlement européen a adopté une résolution sur les défaillances dans le domaine de la protection des droits de l'homme et de la justice en République démocratique du Congo (P7 TA-PROV(2010)0350).

Des progrès ont également été observés dans le processus de paix au **Burundi**. Le mouvement rebelle FNL a déposé les armes, a été démobilisé et s'est transformé en parti politique. Le cycle électoral de 2010 (élections présidentielle, législatives et locales) s'est déroulé sans heurts, ainsi que la mission d'observation électorale de l'UE l'a confirmé.

Amériques

Tout au long de l'année 2010, le partenariat stratégique entre l'UE et les **États-Unis** s'est encore renforcé. La Haute Représentante et la Secrétaire d'État, M^{me} Clinton, ont eu des contacts fréquents et étroits, en particulier à la suite du séisme qui a touché Haïti en janvier et dans le cadre de la mobilisation de l'aide internationale en faveur du Pakistan après les inondations catastrophiques survenues dans le pays à la mi-2010.

Le **sommet UE-États-Unis**⁴⁰, qui s'est tenu à Lisbonne le 20 novembre 2010, a mis l'accent sur l'emploi et la croissance, les défis mondiaux, la sécurité de nos citoyens et la politique étrangère. Lors de ce sommet, les parties ont souligné que la cybersécurité représentait un défi majeur pour la sécurité et constituait un domaine de coopération essentiel pour l'UE et les États-Unis, et elles ont créé un groupe de travail UE-USA sur ce thème. L'attention a été attirée sur l'importance que revêt le Conseil économique transatlantique, qui s'est réuni le 17 décembre 2010, et sur le rôle qu'il joue dans la stimulation du commerce et la création d'emplois. Lors de ce sommet, les parties ont également demandé que, dans le cadre du dialogue UE-États-Unis en matière de développement, un nouveau plan de travail soit élaboré pour renforcer la coopération en matière d'efficacité de l'aide, dans la perspective du quatrième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui se tiendra à Busan en novembre 2011. Ce sommet a été précédé d'une réunion au niveau ministériel du Conseil de l'énergie UE/États-Unis, coprésidée par la Haute Représentante/Vice-présidente et la Secrétaire d'État, M^{me} Clinton.

Le **programme nucléaire iranien** est resté un grave sujet de préoccupation pour l'UE comme pour les États-Unis. Les discussions menées entre l'Iran et la Chine, la France, l'Allemagne, la Russie, le Royaume-Uni, les États-Unis et la Haute Représentante de l'UE se sont accompagnées de consultations étroites entre l'UE et les États-Unis, et tant la première que les seconds ont soutenu sans réserve l'adoption de la résolution 1929 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui a élargi l'éventail de mesures restrictives à l'encontre de l'Iran.

⁴⁰ Le 11 novembre 2010, le Parlement européen a adopté une résolution sur le prochain sommet UE-États-Unis et sur la réunion du Conseil économique transatlantique (**P7 TA-PROV(2010)0396**).

La coopération entre l'UE et les États-Unis, qui s'est étendue à un nombre croissant d'**opérations de gestion de crise**, y compris l'EUTM Somalia, l'EUNAVFOR Atalanta et la mission "État de droit" menée par l'UE au Kosovo (EULEX Kosovo), a notamment donné lieu au détachement de personnel par les États-Unis. En Afghanistan, les efforts ont essentiellement porté sur la coopération entre la mission EUPOL et le Commandement de la transition conjointe de la sécurité en Afghanistan (CSTC-A), la mission de formation dirigée par les États-Unis, désormais associée à la nouvelle mission OTAN de formation en Afghanistan (NTM-A). L'UE et les États-Unis ont conclu, le 18 novembre, un accord sur la coopération en matière de recherche dans le domaine de la sécurité. La coopération entre l'UE et les États-Unis a également porté sur des formations et des exercices. En juin, les États-Unis ont observé la conduite de MILEX 10, le cinquième exercice militaire de l'UE.

L'UE et les États-Unis ont poursuivi leur coopération étroite en matière de **lutte contre le terrorisme**, y compris à travers l'accord sur le programme de surveillance du financement du terrorisme. En outre, des négociations relatives à un accord sur les dossiers passagers ont été engagées sur la base de mandats adoptés en décembre.

Le sommet UE-**Canada**⁴¹ qui s'est tenu à Bruxelles en mai 2010 a permis de mener des discussions sur un large éventail de questions, y compris la révision du programme de travail bilatéral, l'accent étant mis sur les négociations en cours en vue de la conclusion d'un accord commercial et économique global, la coopération dans le domaine de la politique étrangère et de la sécurité, les questions internationales et la présidence canadienne du G8. Tout au long de l'année 2010, le Canada a continué de participer aux missions PSDC menées par l'UE en Afghanistan, dans les territoires palestiniens et au Kosovo. Des observateurs canadiens ont pris part aux missions d'observation électorale de l'UE au Soudan, en Éthiopie et au Burundi. Le 6 décembre, le Conseil a adopté un mandat de négociation en vue de la conclusion d'un accord-cadre modernisé entre l'UE et le Canada.

⁴¹ Le 5 mai 2010, le Parlement européen a adopté une résolution sur le sommet UE-Canada (P7 TA-PROV(2010)0142).

Les relations politiques avec l'**Amérique latine et les Caraïbes**⁴² ont continué de se renforcer en 2010. Le sixième sommet UE-Amérique latine et Caraïbes s'est tenu à Madrid le 18 mai 2010, avec la participation des présidents du Conseil européen et de la Commission européenne, ainsi que de la Haute Représentante. Lors du sommet, les négociations relatives à un accord d'association avec l'Amérique centrale ont été conclues et les négociations visant à aboutir à un accord d'association avec le Mercosur ont repris après un long blocage. Par ailleurs, la Facilité d'Investissement pour l'Amérique latine (LAIF) a été créée, la décision a été prise de créer une Fondation UE-ALC, et un plan d'action a été adopté afin de favoriser la mise en œuvre d'activités concrètes dans des domaines prioritaires d'action. En marge du sommet, un certain nombre d'importantes réunions ont eu lieu, y compris une réunion des ministres des affaires étrangères UE-ALC.

Lors du sommet UE-**Mexique** (du 16 mai), le plan conjoint de mise en œuvre établi dans le cadre du partenariat stratégique UE-Mexique a été officiellement adopté; les participants au sommet sont en outre convenus qu'il importait de lancer des dialogues politiques sectoriels sur les questions macroéconomiques et la sécurité.

Le sommet qui s'est tenu avec le **Chili** (le 17 mai) a confirmé que la mise en œuvre de l'accord d'association, au cours de ces dernières années, avait été fructueuse. Le sommet a par ailleurs principalement porté sur la situation après le tremblement de terre de février 2010.

Le **sommet UE-Mercosur** (du 17 mai) n'a pas seulement permis la relance des négociations en vue de la conclusion d'un accord d'association: il a également donné aux dirigeants l'occasion de se déclarer résolu à éviter le protectionnisme, à intensifier leur coopération en matière scientifique et technologique et à travailler en plus étroite coordination dans les enceintes internationales.

Les participants au sommet qui s'est tenu avec la **Communauté andine** (le 19 mai) ont noté avec satisfaction que les négociations relatives à un accord commercial avec la Colombie et le Pérou avaient été menées à bien et se sont dits déterminés à intensifier leur coopération en matière de lutte contre la drogue.

À l'issue du sommet UE-**Amérique centrale** qui a eu lieu le 19 mai, les dirigeants ont convenu d'intensifier leur coopération en matière de sécurité et de questions liées au changement climatique.

⁴² Le 5 mai 2010, le Parlement européen a adopté une résolution sur la stratégie de l'UE pour les relations avec l'Amérique latine (P7 TA-PROV(2010)0141).

Les participants au sommet qui a réuni, le 17 mai, l'UE et le **Forum caribéen des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique** (CARIFORUM) se sont félicités du dialogue politique régional renouvelé, lancé quelques semaines plus tôt; ils ont en outre décidé de lancer les travaux visant à mettre en place une stratégie conjointe UE-Caraïbes et ont adopté un cadre général.

L'**Assemblée parlementaire euro-latino-américaine** (EUROLAT) a contribué au sommet de Madrid en présentant le 15 mai une série de recommandations concernant des questions telles que la coopération birégionale, les processus d'intégration régionale, la Fondation UE-ALC, les migrations, le changement climatique, les sources d'énergie renouvelables et la crise financière.

Le sommet UE-**Brésil** de juillet 2010 a confirmé la solidité de nos relations stratégiques. Il a essentiellement porté sur le changement climatique, la crise économique et financière internationale et le G20. Des accords ont été signés dans le domaine de l'aviation civile, et une initiative de coopération triangulaire avec le Mozambique a été lancée en faveur des bioénergies.

La cinquième réunion du dialogue politique UE-**Cuba**⁴³ a eu lieu à Paris le 10 juin. Il a porté sur les droits de l'homme, ainsi que sur des préoccupations partagées par la communauté internationale, notamment le changement climatique. Le Conseil des affaires étrangères du 25 octobre a chargé la Haute Représentante d'analyser les mesures prises par le gouvernement cubain et de mener une réflexion sur les effets qui en découleront pour l'UE. Dans le cadre de cette réflexion et sur la base de la position commune, la Haute Représentante a été chargée de sonder le terrain et de faire rapport sur les progrès réalisés.

Au lendemain du tremblement de terre tragique qui a frappé **Haïti**⁴⁴ en janvier 2010, l'UE a mobilisé d'importants moyens, tant sur le plan humanitaire que sur celui de l'aide au développement, pour venir en aide aux populations touchées. L'UE a fourni une aide budgétaire déterminante pour le maintien des opérations menées par les pouvoirs publics, ainsi qu'une aide financière destinée à contribuer au bon déroulement du processus électoral. La Haute Représentante a effectué une visite en Haïti en mars 2010 et a participé, en compagnie des commissaires Piebalgs et Georgieva, à la conférence internationale des donateurs organisée à New York en mars 2010 pour soutenir la reconstruction d'Haïti; elle y a annoncé une contribution collective de l'UE de plus d'1,2 milliard d'euros.

⁴³ Le 11 mars 2010, le Parlement européen a adopté une résolution sur la situation à Cuba (P7 TA-PROV(2010)0063).

⁴⁴ Le 10 février 2010, le Parlement européen a adopté une résolution sur le séisme en Haïti P7 TA-PROV(2010)0015).

Des réunions des comités conjoints UE-Argentine, UE-Mexique et UE-Chili ont eu lieu tout au long de l'année. Lors de la réunion avec l'**Argentine**, un plan de travail commun pour la période 2010-2013, visant à approfondir les relations bilatérales, a été adopté. La réunion avec le **Mexique** a donné lieu à une évaluation de l'application du plan de mise en œuvre, dans le cadre du partenariat stratégique UE-Mexique. Le premier dialogue UE-Mexique dans le domaine des droits de l'homme a été mené cette année⁴⁵. Avec le Chili, les discussions ont essentiellement porté sur les différents domaines des relations bilatérales, y compris la mise en place de l'association pour le développement et l'innovation (ADI). Au niveau sous-régional, l'**UE et la Communauté andine** se sont rencontrées en mars 2010 et ont examiné ensemble différents aspects de leurs relations actuelles, y compris la lutte contre la drogue, le changement climatique et l'état de la situation en matière de coopération avec l'UE.

Lors de la réunion ministérielle du **Groupe de Rio**, qui s'est tenue à New York en septembre 2010, la création de la Communauté des États latino-américains et caribéens a été évoquée.

B. Répondre aux menaces et aux défis planétaires

Non-prolifération et désarmement

Tout au long de 2010, les activités de l'UE dans ce domaine ont continué d'être fondées sur la Stratégie de l'UE contre la prolifération des armes de destruction massive (ADM)⁴⁶ et la Stratégie de l'UE de lutte contre l'accumulation et le trafic illicites d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et de leurs munitions⁴⁷ de 2005. Elles ont principalement porté sur la mise en œuvre du plan d'action de 2008 sur les armes de destruction massive⁴⁸, qui vise à faire de la politique de non-prolifération une priorité transversale des politiques de l'UE et des États membres, en assurant une plus grande sensibilisation, en recensant les bonnes pratiques et en encourageant une meilleure coordination.

⁴⁵ Le 11 mars 2011, le Parlement européen a adopté une résolution sur l'escalade de la violence au Mexique (P7 TA-PROV(2010)0067).

⁴⁶ <http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/03/st15/st15708.fr03.pdf>

⁴⁷ <http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/06/st05/st05319.fr06.pdf>

⁴⁸ <http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/08/st17/st17172.fr08.pdf>

L'UE a continué de soutenir l'universalisation des traités internationaux et autres instruments pertinents ainsi que leur pleine mise en œuvre. Elle l'a fait notamment par des mesures et des projets concrets financés par le budget de la PESC⁴⁹. L'UE a également continué d'intégrer la question de la non-prolifération des ADM⁵⁰ et des ALPC⁵¹ dans ses relations contractuelles avec les pays tiers. En 2010, des clauses de non-prolifération ont été arrêtées d'un commun accord avec plusieurs pays, dont le Viêt Nam, les Philippines et la Mongolie.

Armes de destruction massives et leurs vecteurs

L'UE a contribué au succès de la **Conférence d'examen des parties au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)** de 2010 et est attachée à la mise en œuvre des plans d'action adoptés en ce qui concerne chacun des trois piliers du TNP (désarmement nucléaire, non-prolifération et utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques), y compris des accords dégagés sur la question du Proche-Orient. Dans le cadre du suivi de la Conférence d'examen des parties au TNP, l'UE a intensifié ses efforts pour préparer un séminaire qui devrait se tenir en 2011, en application de la décision 2010/799/PESC adoptée le 13 décembre 2010 visant à soutenir le processus d'instauration d'un climat de confiance conduisant à la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs au Proche-Orient.

Les nouveaux efforts déployés par la Haute représentante, ainsi que la Chine, la France, l'Allemagne, la Fédération de Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis, pour engager avec l'Iran des négociations constructives ont donné lieu à des réactions inappropriées de la part de l'Iran, ce qui a entraîné l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies de nouvelles sanctions qui ont été complétées par de nouvelles mesures de l'UE. L'UE a toujours pour objectif d'établir avec l'Iran une relation durable, fondée sur la confiance et la coopération. Celle-ci dépendra des progrès réalisés sur l'ensemble des questions préoccupantes, et en tout premier lieu sur la question du nucléaire, mais aussi le terrorisme, la position de l'Iran à l'égard du processus de paix au Proche-Orient, les questions régionales et les droits de l'homme.

⁴⁹ Cf. Annexes I et III [espace réservé: liste complète à fournir par l'unité de coordination des politiques du SEAE/l'équipe du groupe Relex]

⁵⁰ De plus amples informations sont disponibles sur le site Internet du service Non-prolifération du SEAE: <http://www.consilium.europa.eu/showpage.aspx?id=392&lang=en>

⁵¹ <http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/08/st17/st17186.fr08.pdf>

En ce qui concerne la Corée du Nord (**RPDC**)⁵², l'UE a continué de soutenir avec détermination le processus des pourparlers à six et la mise en œuvre de l'intégralité des résolutions 1718 et 1874 du CSNU. Elle a plaidé en faveur de la réconciliation intercoréenne ainsi que de la stabilité régionale et de la dénucléarisation de la péninsule. L'UE a de nouveau fait part de ses inquiétudes quant aux activités extérieures de la RPDC liées à la prolifération. Elle a rappelé que la RPDC doit abandonner toutes armes nucléaires et tous programmes nucléaires existants de façon intégrale, vérifiable et irréversible⁵³.

L'UE a continué de promouvoir l'entrée en vigueur rapide du **traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE)** et a adopté une décision du Conseil⁵⁴ afin de continuer d'apporter son soutien aux activités menées par la commission préparatoire de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE).

L'UE a également continué d'apporter son soutien à l'**Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)** à Vienne. L'UE demeure le principal contributeur au fonds de sécurité nucléaire au profit de plus de cinquante pays d'Afrique, du Proche-Orient, d'Amérique latine et d'Asie et se tient prête à apporter une contribution substantielle à la banque de combustible nucléaire de l'AIEA ainsi qu'à la modernisation du laboratoire pour les garanties de l'AIEA à Seibersdorf.

Dans le cadre du **partenariat mondial**, l'UE sera en mesure de respecter en 2012 son engagement d'un milliard d'euros, plus de 800 millions d'euros ayant été dépensés et 900 millions d'euros étant **engagés** à ce jour.

Dans le cadre de la **convention sur les armes chimiques (CAC)**, des mesures relatives à l'universalisation et à la mise en œuvre intégrale de la convention ont été adoptées. L'UE a continué à travailler sur la base de la décision du Conseil adoptée en juillet 2009, qui est fondée sur les expériences satisfaisantes en matière de coopération entre l'UE et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). L'UE a également entamé les travaux sur sa position concernant l'avenir de l'OIAC.

⁵² Le Parlement européen a adopté le 8 juillet 2010 une résolution sur la situation en Corée du Nord (P7-TA-PROV(2010)0279).

⁵³ Règlement (UE) n° 1283/2009 du Conseil du 22 décembre 2009 modifiant le règlement (CE) n° 329/2007 concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée (JO L 346 du 23.12.2009, p. 1).

⁵⁴ Décision 2010/461/PESC du Conseil du 26 juillet 2010 concernant le soutien aux activités de la commission préparatoire de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE) afin de renforcer ses capacités en matière de surveillance et de vérification et dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive.

L'UE a continué d'œuvrer à la prévention de la **menace que représentent les armes biologiques**, qui est de plus en plus préoccupante partout dans le monde. Pour ce faire, elle se fonde sur deux actions communes, l'une visant à soutenir la Convention sur l'interdiction des armes biologiques et à toxines (BTWC), qui comprend plusieurs projets en faveur de l'universalisation de la BTWC, de sa mise en œuvre au niveau national et de mesures de confiance, et l'autre visant à soutenir les activités de biosûreté et de biosécurité de l'Organisation mondiale de la santé mettant en œuvre le règlement sanitaire international, compte tenu de l'importance que revêtent les mesures préventives de biosûreté et de biosécurité pour la sécurité internationale. L'UE a également commencé à définir ses priorités (confiance dans le respect de la convention, mise en œuvre au niveau national et universalisation de la convention) pour que la conférence d'examen de 2011 de la BTWC soit couronnée de succès et, à cette fin, elle a procédé à des consultations intensives en marge de la réunion de 2010 des États parties.

En ce qui concerne les **procédures de contrôle des exportations**, l'UE a apporté son soutien à la mise en œuvre des résolutions 1540, 1673 et 1810 du Conseil de sécurité des Nations unies par une action commune du Conseil⁵⁵ qui vise à renforcer les compétences et les capacités des fonctionnaires des pays tiers. Plusieurs ateliers organisés au niveau régional ont été cofinancés par l'UE et ont permis d'évaluer les lacunes et les besoins précis dans le domaine du contrôle des exportations.

L'UE a continué de mettre en œuvre une décision du Conseil⁵⁶ visant à appuyer le **Code de conduite de La Haye**. Il s'agit du seul instrument international traitant des missiles, qui sont le principal vecteur des armes de destruction massive. Il est dès lors essentiel de mener des actions d'information et de sensibilisation auprès des États non signataire.

L'UE a poursuivi ses travaux sur un projet de code de conduite international visant à améliorer **la confiance et la transparence dans les activités menées dans l'espace extra-atmosphérique**, en concertation avec des pays tiers.

⁵⁵ Action commune 2008/368/PESC du Conseil adoptée le 14 mai 2008 (JO L 127 du 15.5.2008, p. 78).

⁵⁶ Décision 2008/974/PESC du Conseil adoptée le 18 décembre 2008 (JO L 345 du 23.12.2008, p. 91).

Armes conventionnelles: armes légères et de petit calibre (ALPC), mines antipersonnel (MAT) et débris de guerre explosifs

Les **politiques de contrôle des exportations d'armes conventionnelles** des États membres ont continué de s'inspirer de la position commune du Conseil de décembre 2008, qui définit des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologies et de matériel militaires. En mettant en œuvre cette position commune, les États membres de l'UE soumettent les exportations d'armes à des contrôles responsables et transparents.

En 2010, l'UE a été particulièrement active en ce qui concerne les initiatives de sensibilisation, de financement et de soutien visant à renforcer la mise en œuvre par les pays tiers de **contrôles efficaces des exportations**. L'UE a continué de contribuer aux négociations relatives à un traité sur le commerce des armes, en menant partout dans le monde des actions de sensibilisation poussées⁵⁷. En 2010, une décision du Conseil visant à soutenir le processus de négociation du traité sur le commerce des armes a été adoptée.

Conformément à sa stratégie de 2005 sur la question, l'UE a continué de promouvoir un contrôle strict des **armes légères et de petit calibre (ALPC)** dans l'ensemble des enceintes multilatérales ainsi que dans le cadre du dialogue politique qu'elle mène avec les pays tiers. L'UE a par exemple financé le développement d'outils et de techniques utilisés pour détecter et cibler les avions-cargos soupçonnés de participer au commerce illicite d'ALPC⁵⁸. Elle a également fourni une aide à la gestion des stocks d'armes, à la collecte, à l'enregistrement et au signalement des transferts d'armes ainsi qu'à la destruction des armes excédentaires dans les Balkans occidentaux.

⁵⁷ Décision 2009/42/PESC du Conseil du 19 janvier 2009 concernant le soutien d'activités de l'UE visant à promouvoir auprès des pays tiers le processus d'élaboration d'un traité sur le commerce des armes, dans le cadre de la stratégie européenne de sécurité (JO L 17 du 22.1.2009, p. 39) et décision 2010/336/PESC du Conseil du 14 juin 2010 concernant les activités de l'Union européenne en faveur du traité sur le commerce des armes, dans le cadre de la stratégie européenne de sécurité (JO L 152 du 18.6.2010, p. 14).

⁵⁸ Décision 2010/765/PESC du Conseil adoptée le 2 décembre 2010 (JO L 327 du 11.12.2010, p. 44).

L'UE a continué de promouvoir l'universalisation et la mise en œuvre de l'intégralité de la **convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel ainsi que de la convention sur les armes à sous-munitions**. En 2010, elle a également joué un rôle actif dans les négociations relatives à un nouveau **protocole sur les armes à sous-munitions** qui serait annexé à la convention des Nations unies sur l'emploi de certaines armes conventionnelles (CCAC) et a participé en qualité d'observateur à la première conférence des États parties à la convention d'Oslo sur les armes à sous-munitions (Vientiane, du 8 au 12 novembre 2010).⁵⁹

Terrorisme

En 2010, l'UE a abordé la question de la menace terroriste dans le cadre des Nations unies et de ses relations avec les pays tiers et les organisations internationales. Ce faisant, elle s'est inspirée du principe selon lequel des mesures efficaces de lutte contre le terrorisme et la protection des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de l'État de droit sont des objectifs complémentaires qui se renforcent mutuellement. Pour ce qui est des domaines thématiques, la priorité a été donnée à la prévention, à la lutte contre la radicalisation et le recrutement et contre le financement du terrorisme, dans l'UE et dans le reste du monde.

Dans le cadre du soutien qu'elle continue d'apporter à la stratégie antiterroriste mondiale des Nations unies de 2006 et aux initiatives du G8 dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, en particulier au sein du groupe de Rome/Lyon, l'UE a lancé une initiative en Asie centrale en vue de renforcer la mise en œuvre de cette stratégie ainsi que la coopération régionale.

Le Pakistan et l'Afghanistan, l'Asie du Sud-Est, le Sahel, le Yémen, la Somalie ainsi que la Corne de l'Afrique et l'Asie centrale ont continué de figurer en bonne place parmi les priorités de l'UE dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. L'attention de l'UE s'est de plus en plus portée sur la région du Sahel, compte tenu de la nécessité de faire face à la détérioration de la situation en matière de sécurité et de prévenir l'enlèvement de citoyens de l'UE. L'UE a également intensifié son dialogue politique et sa coopération avec les pays tiers dans le domaine du renforcement des capacités en matière de lutte contre le terrorisme. Des dialogues ont été menés avec le Maroc, la Russie, le Japon, les États-Unis, l'Inde, ainsi qu'avec les Nations unies. L'instrument de stabilité a continué d'être le principal instrument financier permettant de soutenir les pays tiers dans les efforts qu'ils déploient pour empêcher le terrorisme et lutter contre ce phénomène.

⁵⁹ Le Parlement européen a adopté le 8 juillet 2010 une résolution sur l'entrée en vigueur le 1^{er} août 2010 de la convention sur les armes à sous-munitions et le rôle de l'Union européenne (P7-TA-PROV(2010)0285).

Sécurité énergétique

Consciente de sa vulnérabilité de l'UE, révélée par les récentes crises, ainsi que de son potentiel d'amélioration, l'UE a continué de faire de la sécurité énergétique un thème clé tout au long de 2010. Avec le traité de Lisbonne sont entrées en vigueur de nouvelles dispositions importantes dans le domaine énergétique, qui prévoient notamment que la politique de l'Union dans ce domaine visera à garantir la sécurité de l'approvisionnement énergétique dans l'Union. En novembre 2010, dans sa communication intitulée "Énergie 2020: Stratégie pour une énergie compétitive, durable et sûre", la Commission a souligné le lien étroit qui existe entre la sécurité énergétique et la politique étrangère et de sécurité.

Les relations entre l'UE et la Russie dans le domaine énergétique ont continué de se caractériser par une forte interdépendance, la Russie demeurant le principal fournisseur externe de l'UE en énergie et l'UE le plus grand consommateur d'hydrocarbures exportés par la Russie. Le mécanisme d'alerte rapide en matière d'énergie entre l'UE et la Russie, signé en novembre 2009, a été utilisé en 2010 lorsque des litiges entre la Russie et la Biélorussie ont temporairement affecté le transit via la Biélorussie de pétrole et de gaz à destination de l'UE. Les sommets UE-Russie tenus en mai et juin et en décembre 2010, ainsi que la réunion du Conseil permanent de partenariat UE-Russie sur l'énergie tenue en novembre 2010, ont également été l'occasion d'aborder utilement les questions relatives à la sécurité énergétique.

Malgré son retrait du Traité sur la Charte de l'énergie (TCE) en 2009, la Russie a continué en 2010 à participer, au niveau technique, à différentes réunions dans le cadre de la Charte de l'énergie. En novembre 2010, la Russie a notifié à l'UE le texte d'un projet de convention visant à garantir la sécurité énergétique internationale.

Dans le cadre du renforcement de sa coopération énergétique avec l'UE, la Moldavie a rejoint la Communauté de l'énergie en mai 2010 et l'Ukraine était sur le point de faire de même au début de 2011. Le marché intérieur de l'énergie de l'UE, qui obéit à certaines règles, a ainsi été étendu à ces deux pays, la sécurité énergétique étant ainsi renforcée. Les travaux visant à intégrer les marchés de l'énergie de l'Ukraine et de la Moldavie et celui de l'UE ont progressé en 2010.

Les discussions bilatérales dans le domaine énergétique se sont poursuivies avec d'autres pays tiers. En particulier, un protocole d'accord a été signé avec l'Iraq en janvier 2010. La deuxième phase de la coopération entre les régulateurs de l'énergie des pays Euromed, **à laquelle participent les régulateurs de l'UE et sept pays arabes, Israël et l'Autorité palestinienne, a commencé en 2010.**

Le renforcement des liaisons de transport d'énergie est demeuré un domaine prioritaire dans le cadre de la stratégie de l'UE relative à l'Asie centrale. La dynamique de cette coopération a été renforcée tout au long de l'année grâce à des contacts à haut niveau et à des réunions techniques des groupes de travail.

Afin de promouvoir une utilisation généralisée et durable des énergies renouvelables, l'UE est devenue membre de plein droit de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) en ratifiant ses statuts en juillet 2010.

Changement climatique et sécurité internationale

Tout au long de l'année 2010, la mise en œuvre du document de 2008 adressé conjointement au Conseil européen⁶⁰ par le SG/HR Javier Solana et la Commission européenne, ainsi que des conclusions du Conseil auxquelles il a donné lieu, s'est poursuivie. Ces travaux de mise en œuvre ont mis l'accent sur l'intensification du dialogue et le renforcement de la coopération internationale avec d'autres acteurs multilatéraux, sur un dialogue systématique avec les tiers pour détecter les éventuels risques en matière de sécurité qu'entraîne au niveau régional le changement climatique, et sur la sensibilisation et une réponse commune aux conséquences du changement climatique dans le domaine de la sécurité. Parmi les résultats obtenus figurent l'établissement d'un dialogue transatlantique sur le changement climatique et la sécurité, prenant la forme de plusieurs ateliers et séminaires destinés aux représentants des gouvernements d'Amérique du Nord et d'Europe, aux milieux universitaires et à la société civile.

L'UE a continué de développer sa capacité à traiter la question du changement climatique et de la sécurité internationale. Le groupe de pilotage informel de l'UE sur le changement climatique et la sécurité internationale, principal cadre de discussion et de coordination sur cette question au sein de l'UE, a poursuivi ses travaux. L'État-major de l'UE et l'Agence européenne de défense ont exploré des moyens de réduire les conséquences des opérations PSDC sur l'environnement.

⁶⁰ Cf. "Changements climatiques et sécurité internationale" (doc. 7249/08 du Conseil).

Dans le contexte plus large des négociations sur le changement climatique et à la suite de la conférence de Copenhague, le Conseil européen, réuni en mars 2010, a demandé que l'UE intensifie ses actions de sensibilisation auprès des pays tiers en abordant la question du changement climatique dans toutes les réunions tenues au niveau régional ou bilatéral, y compris lors des sommets, ainsi que dans d'autres enceintes comme le G20. Cela a été fait à tous les niveaux au cours de l'année 2010.

Le réseau de la diplomatie verte de l'UE, lancé en 2003, a entrepris d'importants travaux préparatoires avant la seizième Conférence des Parties à la convention sur les changements climatiques, tenue à Cancún en décembre 2010.

C. Contribuer à un ordre multilatéral plus efficace

Constatant que les problèmes mondiaux appellent des solutions mondiales, l'UE a maintenu son soutien sans ambiguïté au multilatéralisme, tel que réaffirmé dans le traité de Lisbonne. Tout au long de l'année, ses efforts se sont concentrés sur la mise en œuvre du traité de Lisbonne.

Nations unies

Le renforcement des Nations unies est demeuré un élément clé de l'action extérieure de l'UE. Pour la soixante-cinquième Assemblée générale des Nations unies⁶¹, l'UE a inscrit au nombre de ses priorités la paix et la sécurité internationale, l'environnement et le développement durable, les droits de l'homme et la réforme du système des Nations unies.

Depuis le début de 2010, l'UE s'est efforcé de faire voter à l'Assemblée générale des Nations unies une résolution sur la participation de l'UE aux travaux des Nations unies, en vue de mettre en œuvre à l'ONU la représentation externe de l'UE prévue par le traité de Lisbonne, tout en maintenant son statut d'observateur. À la suite de la décision d'ajourner le débat sur la résolution intervenue le 14 septembre 2010, la Haute représentante a créé un groupe de travail pour garantir le succès de cette campagne. Des démarches ont été entreprises auprès des capitales des pays tiers en octobre et en novembre 2010 pour exprimer clairement le réengagement de l'UE dans ce processus. À la fin de cette première phase, des consultations de générales ont été organisées à New York le 22 novembre 2010. Compte tenu des observations et des suggestions formulées par les membres des Nations unies au cours de ces consultations, un projet de résolution révisé a été transmis à ces derniers le 9 décembre 2010. Sur la base du nouveau texte, une campagne globale a été lancée pour recueillir un soutien en faveur du projet de résolution révisé.

⁶¹ Cf. doc. 10170/10. Dans sa résolution du 20 mars 2010, le Parlement européen a formulé des recommandations au Conseil concernant les priorités de l'UE pour la 65^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations unies ([P7-TA\(2010\)0084](#)).

En 2010, la mise en œuvre du principe de la responsabilité de protéger a continué d'être l'une des grandes priorités de l'UE à l'ONU. L'UE a continué de mener des discussions et des travaux sur la mise en œuvre de ce concept dans les instruments et les politiques de l'UE et des États membres.

Sous la houlette de l'UE, les Nations unies ont pris des mesures résolues pour opérationnaliser et améliorer davantage le concept de protection des civils dans les situations de conflit armé. L'inclusion d'activités relevant de ce concept dans le mandat des opérations de paix des Nations unies est allé de pair avec un renforcement progressif de la protection sur le terrain, les activités de sensibilisation et une diplomatie résolue de l'UE ayant joué un rôle essentiel à cet égard. Simultanément, l'UE a mis à jour ses propres lignes directrices en matière de protection des civils dans le cadre des missions et opérations PSDC.

Le réexamen de l'architecture de consolidation de la paix des Nations unies a été l'une des évolutions fondamentales au sein de l'ONU en 2010. L'UE a joué un rôle directeur pour favoriser le renouvellement de l'engagement et la revitalisation de la Commission de consolidation de la paix. L'action résolue et précoce de l'UE et de ses États membres ont permis de faire en sorte que le réexamen mette l'accent sur les résultats afin de permettre une action plus pertinente et plus souple de la Commission de consolidation de la paix sur le terrain et un lien plus étroit avec le Conseil de sécurité des Nations unies et l'Assemblée générale ainsi qu'avec les Institutions financières internationales. La mise en œuvre des recommandations a commencé immédiatement et est soutenue par l'UE.

*OSCE*⁶²

Tout au long de 2010, l'UE a appuyé les efforts déployés par l'OSCE sur diverses questions régionales et thématiques. L'UE a accordé une attention particulière à l'alerte rapide, à la prévention des conflits et à leur résolution, à la gestion des crises et à la reconstruction après un conflit, y compris grâce aux travaux du Haut Commissaire pour les minorités nationales et aux travaux de renforcement de la confiance et de la démocratie menés sur le terrain par les missions de l'OSCE, ainsi qu'à la dimension humaine de l'OSCE, notamment en appuyant les travaux du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE et du Représentant de l'OSCE pour la liberté des médias. La coopération avec l'OSCE a été approfondie dans les domaines de la gestion des frontières ainsi que de la sécurité et du contrôle des stupéfiants.

⁶² Le Parlement européen a adopté le 11 novembre 2010 une résolution sur le renforcement de l'OSCE - un rôle pour l'Union (P7-TA-PROV(2010)0399).

L'UE a continué de souligner l'importance qu'elle attache à la sauvegarde de l'indépendance des institutions de l'OSCE. Elle est intervenue systématiquement pour s'opposer aux atteintes croissantes portées à la liberté des médias dans la région de l'OSCE, ainsi qu'aux attaques visant des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme, et a instamment demandé que des mesures soient prises pour y faire face.

L'UE a continué d'apporter une contribution active au dialogue sur l'avenir de la sécurité européenne, sur la base du processus de Corfou lancé lors de la réunion du Conseil ministériel d'Athènes de 2009, notamment en jouant un rôle de médiateur pour préparer le sommet de l'OSCE tenu à Astana en décembre 2010. C'est en grande partie grâce aux efforts de l'UE que ce sommet a débouché sur un réel succès avec l'adoption d'une déclaration politique qui réaffirme les principes d'Helsinki et expose le projet d'une future communauté de sécurité euro-atlantique et eurasienne. Plus particulièrement, l'UE a joué un rôle déterminant pour faire en sorte que la déclaration reflète sans ambiguïté les engagements pris dans le cadre des trois dimensions de l'OSCE.

Conseil de l'Europe

L'UE a poursuivi sa coopération avec le Conseil de l'Europe conformément au mémorandum d'accord conclu entre les deux organisations, notamment dans la région relevant de la politique de voisinage et dans les Balkans occidentaux, sur les questions de la démocratie, de l'État de droit et des droits de l'homme. La bonne coopération avec la Commission de Venise du CdE sur les questions constitutionnelles et législatives s'est poursuivie, avec de nouvelles perspectives de coopération dans les pays du sud de la Méditerranée et en Asie centrale. L'UE a engagé des négociations en vue d'adhérer à la Convention européenne des droits de l'homme au mois de juillet et a ouvert une délégation auprès du Conseil de l'Europe en septembre 2010.

D. Droits de l'homme, démocratie, État de droit

L'action de l'UE dans le domaine des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit a été marquée par le fait que l'année 2010 a été la première année de pleine mise en œuvre du traité de Lisbonne. Les observations présentées par la Haute Représentante au Parlement européen le 16 juin 2010 ont témoigné de l'importance que revêtent ces questions. À cette occasion, elle a énoncé les grandes lignes de son approche à l'égard des droits de l'homme. Elle a en outre annoncé le lancement d'un processus de consultation en vue d'évaluer les mesures prises par l'UE et d'orienter la nouvelle stratégie de l'UE dans le domaine des droits de l'homme⁶³.

L'action multilatérale dans ce domaine s'est intensifiée en 2010, notamment en raison de l'activité considérable déployée pour préparer l'examen qui aura lieu en 2011 au **Conseil des droits de l'homme des Nations unies**. Alors même que se déroulaient les discussions consacrées aux règles et aux procédures régissant l'action du CDH, on pouvait observer d'autres signes montrant que le Conseil commençait à donner sa pleine mesure et à être à la hauteur de sa mission consistant à "promouvoir le respect universel et la défense de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, pour tous".

⁶³ Le Parlement européen a adopté le 16 décembre 2010 une résolution sur le rapport annuel 2009 sur les droits de l'homme dans le monde et la politique de l'Union européenne en la matière (P7-TA-PROV(2010)0489).

L'UE a pu enregistrer certains succès notables lors de la session de 2010 du CDH⁶⁴, dans une large mesure grâce au rôle actif qu'elle a joué dans des groupements transrégionaux et avec ses principaux partenaires. Les mandats de plusieurs rapporteurs spéciaux de l'ONU ont été renouvelés. L'UE a appuyé la création d'un nouveau mandat de rapporteur spécial sur le droit de réunion et d'association pacifiques. Des résolutions ont été votées sur la situation des droits de l'homme en RDC⁶⁵, en Guinée, au Kirghizstan⁶⁷ et en Afghanistan, ainsi que sur la liberté de religion ou de croyance. L'UE s'est félicitée du succès de la session extraordinaire du CDH consacrée à la Côte d'Ivoire à la fin de 2010.

Malheureusement, on a pu observer aussi certaines tendances négatives au sein du CDH. Parmi celles-ci figurent des tentatives sans précédent de restreindre l'autorité du président du Conseil, ainsi que les dures critiques formulées sur la façon dont les rapporteurs spéciaux de l'ONU ont accompli leur très difficile mission. D'une façon plus générale, l'année 2010 a vu la notion même de défenseur des droits de l'homme de nouveau remise en question. L'UE, sous la conduite de la Haute Représentante, a défendu résolument cette conception.

En 2010 encore, l'UE a réalisé l'ensemble de ses principaux objectifs lors de la session de la **troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations unies** (qui, à New York, est chargée des droits de l'homme). Sur la base d'une initiative transrégionale, la résolution concernant un moratoire sur la peine de mort⁶⁸ a recueilli un soutien sans précédent, alors qu'une résolution sur l'intolérance religieuse a été adoptée par consensus. Des résolutions spécifiques par pays sur la RPDC et la Birmanie/le Myanmar ont également été adoptées. L'UE a apporté son soutien à l'initiative sur l'Iran.

⁶⁴ Le Parlement européen a adopté le 25 février 2010 une résolution sur les priorités du Parlement en vue du Conseil des droits de l'homme de l'ONU (Genève, du 1^{er} au 26 mars 2010) (P7-TA-PROV(2010)0036).

⁶⁵ Le Parlement européen a adopté le 17 juin 2010 une résolution sur la situation en République démocratique du Congo: le cas de Floribert Chebeya Bahizire (P7-TA-PROV(2010)0244).

⁶⁶ Le Parlement européen a adopté le 7 octobre 2010 une résolution sur les défaillances dans le domaine de la protection des droits de l'homme et de la justice en République démocratique du Congo (P7-TA-PROV(2010)0350).

⁶⁷ Le Parlement européen a adopté le 5 mai 2010 une résolution sur la situation au Kirghizstan (P7-TA-PROV(2010)0149).

⁶⁸ Le Parlement européen a adopté le 7 octobre 2010 une résolution sur la Journée mondiale contre la peine de mort (P7-TA-PROV(2010)0351).

Pour la première fois, l'UE est devenue partie de plein droit à une convention générale des Nations unies sur les droits de l'homme. L'instrument de confirmation formelle de la convention des Nations unies de 2006 relative aux droits des personnes handicapées a été déposé au bureau des traités des Nations unies le 23 décembre 2010. Ce dépôt a clôturé la procédure de ratification lancée le 26 novembre 2009 lorsque le Conseil a ouvert la voie à l'adhésion de l'UE à la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées. (Tous les États membres de l'UE ont signé cette convention et dix-sept l'ont déjà ratifiée).

Au niveau bilatéral, l'UE a maintenu la politique qui est la sienne depuis longtemps consistant à entretenir des contacts avec d'autres pays dans le cadre de près de quarante dialogues, consultations et sous-comités ad hoc consacrés périodiquement à la question des droits de l'homme. En 2010, l'accent a été mis sur l'évaluation de certains dialogues consacrés aux droits de l'homme, en vue de garantir leur efficacité et de les adapter pour relever de nouveaux défis dans les pays concernés.

Le 26 avril 2010, le Conseil a adopté des conclusions sur l'amélioration de la **prévention de la violence à l'égard des femmes**. L'UE a souligné qu'elle était déterminée à lutter contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes, c'est-à-dire non seulement contre les atteintes à la vie, à l'intégrité physique et à la liberté, mais également contre les contraintes, les menaces et les atteintes à l'intégrité morale. L'Union a ainsi réaffirmé qu'elle était attachée à aborder ces questions de manière globale, en s'appuyant sur ses lignes directrices sur les violences contre les femmes.

L'année 2010 a été marquée par le dixième anniversaire de la **résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité**, qui a considérablement accru la sensibilisation à ces questions à travers le monde⁶⁹. Cet anniversaire a attiré l'attention de la communauté internationale sur les carences de la mise en œuvre de la résolution 1325, notamment en ce qui concerne son volet sur la protection des femmes contre les violences sexuelles au cours des conflits armés. Le 26 octobre 2010, le Conseil de sécurité a tenu un débat à haut niveau qui a marqué une étape importante en vue de renforcer le contrôle et de veiller à ce que des comptes soient rendus et qui a débouché sur la validation de l'ensemble d'indicateurs mis au point par le Fonds de développement des Nations unies pour la femme (UNIFEM) afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre de la résolution. En décembre 2010, il a adopté la résolution 1960, qui prévoit l'établissement d'arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information sur la violence sexuelle liée aux conflits. Pour l'UE, cette année commémorative a été marquée par plusieurs événements importants, dont l'adoption des dix-sept indicateurs permettant de contrôler l'application de la politique de l'UE sur les femmes, la paix et la sécurité, l'élaboration du rapport intitulé "Enseignements et meilleures pratiques concernant la prise en compte des droits de l'homme et de la question de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les opérations militaires et les missions civiles menées dans le cadre de la PSDC", ainsi que la conception d'éléments de formation standard pour la PSDC en ce qui concerne les droits de l'homme, la protection des enfants et les questions liées à l'égalité entre les sexes et l'élaboration d'un nouveau mandat pour une nouvelle procédure spéciale (groupe de travail de cinq experts) sur la question de la discrimination dont les femmes sont victimes en droit comme dans la pratique.

En décembre 2010, l'UE a revu sa stratégie de mise en œuvre des orientations sur les **enfants face aux conflits armés** de manière à renforcer encore son action dans ce domaine.

La mondialisation étant un phénomène qui touche tous les domaines d'activité, une attention accrue a été portée en 2010 à la problématique du **travail des enfants**. À l'occasion de la journée mondiale contre le travail des enfants, le 12 juin, le Conseil a adopté des conclusions d'une portée non négligeable. Il est convenu d'intensifier les efforts que l'UE déploie en vue d'éliminer le travail des enfants, en utilisant plus efficacement les outils dont l'UE dispose. Se fondant sur les lignes directrices de l'UE sur les droits de l'enfant, le Conseil a préconisé que la question du travail des enfants soit soulevée dans le cadre des dialogues que l'UE mène avec d'autres pays et qu'elle soit intégrée dans les stratégies de réduction de la pauvreté qui sont suivies par l'UE.

⁶⁹ Le Parlement européen a adopté le 25 novembre 2010 une résolution sur le dixième anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité (P7-TA-PROV(2010)0439).

L'impact des **médias sociaux** a été une des caractéristiques notables de l'année 2010. D'un côté, comme en Iran, les médias sociaux ont donné toute la mesure des possibilités qu'ils renferment pour l'organisation de manifestations, mais d'un autre côté, ce sont eux également qui ont précipité les mesures de répression de la part des régimes concernés contre la liberté d'expression. L'UE s'est empressée de dénoncer les difficultés auxquelles se heurtent les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes⁷⁰. Dans ses conclusions du 22 mars, le Conseil a réaffirmé son attachement à la liberté d'expression à travers le monde, qui est un droit universel incluant le droit de tout individu de chercher, de recevoir et de répandre des informations sans considérations de frontières. L'UE a invité tous les États à mettre un terme à la censure de l'internet et à cesser de brouiller les diffusions par satellite.

Comme les mouvements en faveur de la démocratie gagnaient du terrain dans différents pays, en particulier vers la fin de 2010, le Conseil a abordé la question du **soutien à la démocratie** dans les conclusions qu'il a adoptées le 13 décembre⁷¹. Il a fait le point des progrès réalisés dans ce domaine et il a approuvé une liste de pays proposés pour mener une phase pilote de mise en œuvre du programme d'action de l'UE (République de Moldavie, Kirghizstan, Liban, Ghana, Bénin, Îles Salomon, République centrafricaine, Bolivie, Mongolie, Philippines, Indonésie et Maldives).

Malheureusement, au cours de l'année 2010, le nombre de mesures législatives répressives à l'encontre des **personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transsexuelles** a augmenté. Le problème s'est posé avec une acuité particulière dans certains pays d'Afrique. Le Conseil a décidé d'adopter un nouvel ensemble d'instruments visant à combattre les discriminations particulières dont sont victimes ces personnes. L'UE a également publié plusieurs déclarations dans lesquelles elle rejette et condamne l'homophobie qui constitue une atteinte à la dignité humaine⁷². L'UE a par ailleurs demandé instamment à tous les États de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir que l'orientation et l'identité sexuelles cessent d'être le fondement de sanctions pénales.

⁷⁰ Le Parlement européen a adopté le 17 juin 2010 une résolution sur la politique de l'UE en faveur des défenseurs des droits de l'homme (P7-TA-PROV(2010)0226).

⁷¹ Le Parlement européen a adopté le 21 octobre 2010 une résolution sur un instrument financier pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme dans le monde (P7-TA-PROV(2010)0380).

⁷² Le Parlement européen a adopté le 16 décembre 2010 une résolution sur la situation en Ouganda: la loi "Bahati" et la discrimination à l'encontre de la population LGBT (P7-TA-PROV(2010)0495).

Au cours de l'année 2010, une attention sans cesse croissante a été portée à la **liberté de religion ou de conviction et aux minorités religieuses**. Dans l'UE, l'accent a été mis sur la concrétisation des conclusions adoptées par le Conseil le 16 novembre 2009, qui prévoyaient l'évaluation des initiatives existantes de l'UE et l'élaboration de nouvelles propositions. Dans ce contexte, l'UE s'est engagée dans un processus de participation proactive, avec divers partenaires, aux efforts déployés à long terme pour promouvoir la tolérance et l'harmonie entre les religions. En 2010, l'UE a développé ses actions visant à promouvoir la liberté de religion ou de conviction dans ses relations avec les pays tiers.

Les **entreprises privées prestataires de services de sécurité** se sont retrouvées au centre de l'attention en 2010, des voix s'élevant à nouveau pour réclamer qu'elles soient réglementées, ce qui soulève une série de questions importantes qui touchent à plusieurs branches du droit international, y compris le droit sur le recours à la force, le droit humanitaire international, le droit pénal international et la responsabilité de l'État. C'est la raison pour laquelle l'UE a estimé que l'examen de ces questions devrait commencer par une analyse précise des cadres réglementaires internationaux qui existent.

À la suite de l'adoption de la résolution 1894 (2009) du Conseil de sécurité des Nations unies sur la **protection des civils en période de conflit armé**, l'UE a entamé des travaux en 2010 sur un nouveau "Projet de lignes directrices révisées pour la protection des civils dans le cadre des missions et opérations PSDC", afin de tirer parti de l'expérience acquise avec les missions et les opérations PSDC pour actualiser les précédentes lignes directrices datant de 2003. Le but était de développer une approche globale pour l'UE, englobant les différents rôles des acteurs et outils, humanitaires et militaires. À l'issue des consultations qui ont eu lieu avec les Nations unies (le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) et le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP)) et avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), une série de lignes directrices détaillées ont été élaborées concernant la planification et la conduite des missions et opérations PSDC.

En 2010, la **conférence de révision du statut de Rome de la CPI**⁷³, qui s'est tenue à Kampala en mai/juin, s'est achevée avec succès. Un accord est intervenu sur la définition et sur les conditions de l'exercice de la compétence de la Cour par rapport aux crimes d'agression. Avant cette conférence, le Conseil avait adopté, le 25 mai 2010, des conclusions réaffirmant le soutien indéfectible de l'UE à la CPI et à la lutte contre l'impunité. Lors de la conférence, l'UE a pris quatre engagements qui témoignent de l'importance capitale qu'elle attache à la Cour et à sa mission. L'UE s'est engagée à établir un petit guide de la complémentarité, sur la façon de mieux intégrer les besoins particuliers liés à la lutte contre l'impunité dans les programmes pour le développement et l'État de droit.

En 2010, l'UE et la Haute Représentante ont joué un rôle dans l'adhésion de trois nouveaux États au statut de Rome: le Bangladesh, les Seychelles et la Moldavie.

La **justice pénale internationale**, rendue en particulier par la CPI et le tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), le tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) et le tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL), joue un rôle vital dans le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité internationale et locale. Au niveau national, l'UE soutient les chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (CETC) et le tribunal spécial pour le Liban. Le jugement de Hissène Habré est un sujet de dialogue entre le Sénégal, l'Union africaine et l'UE, qui pourrait contribuer à faire respecter l'obligation de rendre des comptes et à mettre fin à une culture de l'impunité. Un rapport financé par l'UE a été parachevé en 2010, pour aider les autorités sénégalaises dans leurs travaux de préparation de la procédure.

En 2010, sept **missions d'observation électorale** (MOE) ont été déployées respectivement au Togo, au Soudan, en Éthiopie, en Guinée, au Burundi, en Tanzanie et en Côte d'Ivoire, tandis que des **équipes d'évaluation des élections** ont été déployées en Iraq et en Afghanistan. Une équipe d'évaluation des élections est envoyée dans un pays qui remplit les critères permettant le déploiement d'une MOE mais où une MOE à part entière ne peut être envoyée pour des raisons de sécurité.

⁷³ Le Parlement européen a adopté le 19 mai 2010 une résolution sur la Conférence de révision du statut de Rome de la Cour pénale internationale à Kampala (Ouganda) (P7-TA-PROV(2010)0185).

En 2010, huit **missions d'experts électoraux** ont été déployées respectivement au Nicaragua, au Rwanda, au Zimbabwe, dans les îles Salomon, au Niger, en Haïti, au Kosovo et en Zambie. La mission envoyée au Kosovo a été financée au titre de l'IPA et non de l'IEDDH. La mission déployée en Zambie était chargée d'observer l'inscription des électeurs.

E. Davantage d'efficacité, de capacités et de cohérence

Davantage de capacités

Capacités civiles

En juillet 2010, un séminaire de haut niveau a eu lieu sur le thème "faciliter le déploiement de personnel civil", auquel ont participé de très nombreuses autorités des États membres. Des progrès avaient été enregistrés, fin 2010, sur un certain nombre de questions, notamment pour faciliter le déploiement de personnel civil dans des missions PSDC et la réalisation de l'objectif global civil à l'horizon 2010. En décembre 2010, le Conseil a décidé de prolonger la mise en œuvre de l'objectif global civil existant au-delà de 2010.

Capacités militaires

Dans le cadre du renforcement des capacités militaires, les travaux visant à soutenir le renforcement des capacités des États membres et à faciliter leurs choix nationaux se sont poursuivis dans différentes enceintes, y compris au sein du Comité militaire de l'UE (CMUE) et de l'Agence européenne de défense (AED). Des progrès ont été accomplis à propos des documents conceptuels militaires, tel que le concept de base aérienne déployable de l'UE, sur lequel un accord est intervenu en février 2010. Une réflexion préliminaire sur la mise en place d'une coopération structurée permanente et sur ses répercussions a été entamée dans le cadre de deux séminaires (16 mars et 13 juillet). Une autre réflexion a été lancée en 2010 sur la nécessité d'une stratégie en matière de sûreté maritime (conclusions du Conseil d'avril 2010).

En décembre 2010, une liste d'objectifs en matière de capacités militaires au-delà de 2010 a été approuvée lors de la session du Conseil des affaires étrangères; au nombre de ces objectifs figurent notamment: développer l'aptitude à mettre en œuvre, protéger et soutenir les forces déployées dans le cadre des opérations de l'UE, et répondre aux exigences essentielles, telles que la disponibilité des forces, la supériorité en matière d'information, l'efficacité de l'engagement et une formation spécialisée. Dans son document, le Conseil rappelait qu'il fallait améliorer encore les capacités de préparation et de réaction rapide⁷⁴, y compris la souplesse et l'employabilité des groupements tactiques de l'UE, encourager les échanges d'informations et de bonnes pratiques en matière de transformation des capacités, afin de développer l'interopérabilité, et optimiser les capacités de planification et de conduite existantes au niveau opérationnel ainsi que l'utilisation des capacités militaires existantes.

Lettre dite "de Weimar"

Le Conseil a accueilli favorablement la lettre des États membres de l'UE formant le triangle de Weimar (DE, FR et PL) datée du 6 décembre, dans laquelle il a vu une contribution importante de nature à donner une impulsion à la mise en place de la PSDC, et il a invité la Haute Représentante à faire avancer les travaux relatifs à l'ensemble important de questions soulevées dans cette lettre, y compris les capacités de planification et de conduite, les relations entre l'UE et l'OTAN, les groupements tactiques de l'UE, ainsi que la mutualisation et le partage des capacités.

Mutualisation et partage

Lors de leur réunion informelle qui s'est tenue en septembre 2010, les ministres de la défense ont reconnu la nécessité d'accroître la mutualisation et le partage dans le domaine des capacités militaires, surtout dans le contexte de la crise financière. Le Conseil l'a réaffirmé dans ses conclusions du 9 décembre sur le renforcement des capacités militaires. Il a encouragé les États membres à analyser leurs capacités militaires nationales de ce point de vue. Il a également encouragé l'AED à intensifier ses travaux afin de contribuer à identifier les domaines pouvant donner lieu à une mutualisation et à un partage des ressources et afin d'aider les États membres dans les efforts qu'ils déploient à titre volontaire pour mettre en œuvre des initiatives de coopération.

⁷⁴ Le Parlement européen a adopté le 14 décembre 2010 une résolution sur une capacité de réponse rapide de l'UE (P7-TA-PROV(2010)0465).

L'agence a continué tout au long de l'année à soutenir des projets qui existent dans des domaines tels que la flotte européenne de transport aérien, la cellule européenne d'acquisition de services de communication par satellite, la disponibilité des hélicoptères, le soutien logistique et la lutte contre les engins explosifs improvisés. Elle a également défini les meilleures pratiques sur la base de l'analyse de plus de 80 projets existants, et poursuivi ses travaux sur les possibilités complémentaires de coopération.

Enseignements tirés et bonnes pratiques dans le domaine de la PSDC civile

Le rapport 2010 sur les enseignements tirés dans le domaine de la PSDC civile met en lumière deux pratiques qu'il convient de prendre en considération. Premièrement, il faut mieux intégrer les missions dans la politique globale de l'UE à l'égard du pays hôte et de la région. Deuxièmement, il est nécessaire de chercher à obtenir un engagement plus résolu du pays hôte avant le déploiement d'une mission. Cela concerne en particulier les réformes ou les autres mesures que le pays hôte doit mettre en œuvre pour assurer sa stabilité et éviter toute résurgence d'un conflit.

Par ailleurs, l'utilisation croissante de critères devrait permettre de mieux évaluer les progrès réalisés dans la concrétisation des objectifs fixés avec le pays hôte. Elle devrait aussi contribuer à mieux structurer le retour d'expérience quant au meilleur moyen de parvenir à l'effet stratégique voulu, notamment au moyen des différents instruments de l'UE.

Parmi les autres mesures essentielles destinées à améliorer la qualité des missions figure le renforcement de la coopération entre les acteurs de la PSDC, et au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice de l'UE (à l'intérieur des frontières de l'UE), ainsi qu'avec les principaux pays partenaires qui affectent du personnel aux missions. Il sera également important de rendre les procédures de recrutement plus transparentes. Enfin, davantage d'efforts sont nécessaires pour que les procédures de passation de marchés pour les missions soient suffisamment souples et adaptées aux impératifs spécifiques des scénarios de déploiement rapide, dans le respect du règlement financier qui régit le budget de l'UE.

Formation et exercices

Des efforts considérables ont été déployés en 2010 pour atteindre les objectifs généraux relatifs à la formation dans le domaine de la PSDC. L'objectif premier est de faire en sorte que les États membres et les institutions de l'UE disposent d'un personnel compétent (dans les domaines diplomatique, civil, y compris la police et les autres secteurs de l'État de droit, et militaire) qui soit à même d'exercer efficacement les différentes fonctions relevant de la PSDC. Il importe également de former correctement le personnel affecté à des missions et opérations PSDC. Un séminaire sur la formation dans le domaine de la PSDC organisé en septembre 2010 a permis de dresser un constat des progrès accomplis et de recenser les lacunes. En décembre 2010, un accord est intervenu sur des éléments de formation normalisés minimums concernant les droits de l'homme/la dimension hommes-femmes et la protection des enfants dans le cadre de la PSDC.

Le Collège européen de sécurité et de défense (CESD) a consolidé sa position de principal acteur de la formation au niveau de l'UE. C'est aujourd'hui un réseau bien équilibré qui réunit une cinquantaine d'instituts de politique de sécurité, diplomatiques et autres instituts civils, d'instituts des hautes études de défense et d'universités de la quasi-totalité des États membres, ainsi que l'Institut d'études de sécurité de l'UE (IESUE). Grâce à sa configuration actuelle, le CESD est en mesure de former chaque année quelque mille deux cents diplomates, policiers, autres civils et militaires dans le cadre d'une trentaine d'actions de formation différentes, ainsi que d'apporter son soutien à des projets spécifiques de l'UE. Il contribue ainsi dans une large mesure à l'approche globale de l'UE en matière de gestion des crises et à la promotion de la culture européenne de la sécurité dans le cadre de la PSDC.

Les États membres ont été encouragés à renforcer la formation préalable au déploiement pour les missions PSDC civiles. Compte tenu de la complexité croissante des missions de gestion de crises menées dans le cadre de la PSDC et des environnements difficiles dans lesquels elles opèrent, le Conseil a insisté sur l'importance que revêt cette formation.

La CPCC a développé sa coopération avec le Collège européen de police (CEPOL) en se chargeant de la formation à la planification opérationnelle lors du cours pour hauts responsables des services de police consacré au commandement et à la planification des missions et opérations PSDC. En coopération avec des instituts nationaux, elle élabore actuellement une formation pilote pour les chefs de mission et hauts responsables de l'UE. Elle contribue par ailleurs à bon nombre d'initiatives de formation d'États membres, du CESD et du CEPOL en mobilisant des experts provenant de Bruxelles et de missions pour partager l'expertise acquise sur le terrain.

L'EMUE a entrepris de mener une action de formation pour les états-majors d'opérations (EMO). Le cours sur les aspects fondamentaux de la PSDC a été organisé à l'intention du personnel formant le noyau des EMO et d'autres personnels d'appoint. Des équipes de formation mobiles ont été détachées auprès des EMO pour familiariser leur personnel avec les concepts et les instruments de l'UE.

L'exercice militaire MILEX 10 de l'UE⁷⁵ a été axé sur les principaux aspects militaires de la gestion des crises. Il a permis de tester certains aspects opérationnels, en vue du déploiement d'une force militaire de l'UE comprenant des composantes à la fois terrestres et aériennes. L'accent a été mis sur l'interaction entre l'état-major d'opération (EMO) de l'UE à Potsdam (Allemagne) et l'état-major de force (EMF) de l'UE à Toulon (France).

Davantage d'efficacité

Opérations et missions

En décembre 2010, le mandat de l'**opération EUNAVFOR Atalanta de lutte contre la piraterie** a été prorogé jusqu'en décembre 2012. La zone de l'opération a été étendue pour la deuxième fois en septembre. L'opération a permis d'acheminer en toute sécurité l'aide alimentaire transportée par les navires du Programme alimentaire mondial, plus de cent navires marchands ayant été escortés de Mombasa à Mogadiscio. Elle a également fourni un appui à la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), qui a bénéficié d'une escorte pour quatre-vingt-onze de ses navires.

⁷⁵ Organisé du 16 au 25 juin 2010; voir le communiqué de presse 11083/10 (Presse 177) du Conseil du 14 juin 2010.

Cette opération de lutte contre la piraterie s'est également avérée utile en ce qui concerne la dissuasion et la répression des actes de piraterie au large des côtes de la Somalie, même si elle n'a pas été en mesure d'empêcher un accroissement général de la menace que les pirates représentent dans la région; cette situation a une réelle incidence sur le commerce international. Sur la base des accords de transfert conclus avec les Seychelles et le Kenya, vingt-deux personnes suspectées d'actes de piraterie ont été transférées aux Seychelles et soixante-dix-neuf au Kenya en vue de poursuites. En coopération avec l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD), l'UE s'est employée à fournir un soutien aux autorités judiciaires des Seychelles, dans le cadre de l'instrument de stabilité. Elle a également entamé des négociations relatives à un accord de transfert avec la République de Maurice. En plus de s'attaquer aux effets de la piraterie, l'UE a entrepris de contribuer au renforcement des capacités maritimes régionales dans le cadre de la stratégie régionale signée par la Haute Représentante au cours d'une conférence ministérielle tenue à Maurice en octobre.

En janvier 2010, le Conseil a marqué son accord sur le soutien au secteur de la sécurité en Somalie et sur la création d'une mission militaire de l'UE visant à contribuer à la formation des forces de sécurité somaliennes en Ouganda, où des forces somaliennes suivaient déjà une formation.

Cette mission a été baptisée "**Mission de formation de l'UE (EUTM Somalia)**". Le Conseil est convenu que la mission militaire de l'UE serait menée en étroite coordination avec des partenaires, dont le gouvernement fédéral de transition (Somalie), l'Ouganda, l'Union africaine (UA), les Nations unies et les États-Unis. Il a été admis qu'il fallait organiser cette formation dans le cadre d'un effort international plus vaste. L'EUTM Somalia a été lancée en avril 2010.

L'objectif de la mission est de contribuer à un développement général et durable du secteur de la sécurité en Somalie, en renforçant les forces de sécurité somaliennes, en organisant une formation militaire spécifique et en soutenant la formation assurée par l'Ouganda de deux mille recrues somaliennes jusqu'au niveau de la section inclus, comprenant une formation modulaire et spécialisée appropriée pour officiers et sous-officiers. La mission formera au total deux mille soldats. La formation du premier groupe a commencé en mai 2010, le but étant que les soldats formés dans ce cadre soient rentrés en Somalie au début de 2011. L'UE réfléchit actuellement à l'opportunité de proroger cette mission.

Tout au long de 2010, la mission **EUSEC RD Congo** a mené avec succès diverses activités destinées à appuyer la mise en œuvre des projets de réforme des forces armées congolaises, notamment en ce qui concerne les ressources humaines, l'administration et la gestion logistique, ainsi que la lutte contre l'impunité. En juillet 2010, le Conseil a décidé de proroger le mandat de la mission jusqu'au 30 septembre 2012.

La mission EUSEC a aidé les autorités congolaises à finaliser l'intégration du dernier groupe de rebelles interne au sein des forces armées dans les trois provinces de l'est du pays. Le recensement des forces pourra ainsi être mené à bien, ce qui permettra une meilleure gestion du personnel. Un autre défi sera la réduction des effectifs des forces armées.

La mission EUSEC contribue aussi à l'harmonisation de la formation dispensée par des acteurs bilatéraux aux unités d'infanterie, en aidant les autorités locales à élaborer et mettre en œuvre une doctrine en matière de formation.

En 2010, l'**EUPOL RD Congo** a continué de soutenir la réforme du secteur de la sécurité (RSS) dans le domaine de la police et son interface avec la justice, grâce à une action de suivi, d'encadrement et de conseil. En 2010, le mandat de la mission a été prorogé jusqu'à la fin de septembre 2011. L'EUPOL RD Congo a commencé à assister les autorités congolaises dans la mise en œuvre du plan d'action en matière de police en octobre 2010, en se concentrant sur les activités et projets concrets destinés à renforcer son action au niveau stratégique, sur le renforcement des capacités et sur l'amélioration de l'interaction entre la PNC et le système plus large de la justice pénale, afin de mieux soutenir la lutte contre les violences sexuelles et l'impunité. L'EUPOL RD Congo a également contribué à la formation des forces de police, principalement au travers d'une "formation des formateurs". La mission contribue en outre au soutien du processus électoral en apportant son concours à la création de commissariats de police modèles qui pourraient servir au maintien de l'ordre lors de la période électorale.

Les relations entre l'UE et la Guinée-Bissau ont été réévaluées après la mutinerie militaire qui a eu lieu le 1^{er} avril 2010 et la nomination à de hautes fonctions militaires des responsables de cette mutinerie. La nécessité de renforcer la prééminence du pouvoir civil sur le pouvoir militaire, la nécessité de s'attaquer à l'impunité et aux détentions illégales, ainsi que la volonté de mener une réelle réforme du secteur de la sécurité sont restées des conditions préalables à la poursuite du renforcement de l'action de l'UE. Comme ces conditions étaient loin d'être remplies, la mission **EU-SSR GUINEA-BISSAU** a été clôturée le 30 septembre mais l'UE a maintenu son soutien à l'initiative menée par la CEDEAO, l'UA et la CPLP (y compris le versement de 336 000 euros à l'UA, dans le cadre du mécanisme de réponse rapide, pour la préparation d'une mission UA/CEDEAO de consolidation de la paix et de relèvement après un conflit). L'UE a également marqué son accord sur l'ouverture de la procédure de l'article 96. Grâce à de nouvelles consultations et à un renforcement du dialogue politique, il sera possible de définir conjointement la manière de poursuivre nos relations et notre action future.

Depuis 2005, dans le cadre de l'engagement général de l'UE de contribuer à régler le **conflit israélo-arabe**, deux missions PSDC civiles ont été déployées. L'**EUPOL COPPS** est devenue le principal partenaire de l'Autorité palestinienne en termes de renforcement des capacités de la police civile et d'activités dans le domaine de l'État de droit. En 2010, le mandat de la mission a été prorogé d'une année supplémentaire. L'**EUBAM Rafah** a conservé sa capacité de redéploiement et d'exécution de son rôle de tierce partie au point de passage de Rafah, tel que demandé par les deux parties, conformément à l'accord sur les déplacements et l'accès de 2005. En raison de la situation à Gaza, l'EUBAM Rafah n'a pas été en mesure de se redéployer depuis 2007. La mission a vu son mandat prorogé d'une année supplémentaire en 2010 afin de pouvoir conserver sa capacité de redéploiement.

En 2010, le mandat de l'**EUJUST LEX Iraq** a été prorogé jusqu'au 30 juin 2012. Dans le cadre du mandat actuel, la mission transfère progressivement ses activités et ses structures vers l'Iraq (Bagdad, Erbil et Bassora). La mission limitera sa présence à Bruxelles en transférant l'essentiel de son personnel au bureau de Bagdad. Bien accueillie par les autorités iraqiennes, l'EUJUST LEX Iraq a continué de mettre en œuvre avec succès un important programme de formation des fonctionnaires de l'appareil judiciaire, des services de police et du système pénitentiaire.

En 2010, l'**EUPOL Afghanistan** s'est imposée comme acteur de premier plan dans le domaine du maintien de l'ordre civil vis-à-vis d'autres acteurs tels que la mission de formation de l'OTAN en Afghanistan. Même s'il subsiste des défis considérables, l'idée selon laquelle il faut disposer d'une capacité de maintien de l'ordre civile bien formée et axée de façon générale sur le maintien de l'ordre et non sur la contre-insurrection a gagné du terrain. La contribution de la mission à ce processus général se manifeste notamment dans le fait que l'accent est mis davantage sur la formation des responsables de la police afghane dans le cadre de l'académie de police de Kaboul, un apport financier étant assuré à cet égard au travers de l'instrument de stabilité de la CE. La nomination du chef de délégation de l'UE/RSUE à Kaboul a également permis de créer de nouvelles synergies sur le terrain. En mai, le mandat de l'EUPOL Afghanistan a été prorogé de trois ans, jusqu'à la fin de mai 2013.

En 2010, la **mission intégrée "État de droit" menée par l'UE au Kosovo (EULEX Kosovo)** a conservé un rôle crédible en tant que vecteur de stabilité. Son action a été principalement marquée par le lancement d'enquêtes sensibles dans des affaires au retentissement important, le bon fonctionnement du tribunal de première instance de Mitrovica et l'augmentation du nombre de contrôles douaniers dans le nord du Kosovo. L'EULEX Kosovo a instauré un partenariat efficace avec les autorités kosovares au travers du Conseil commun de coordination de l'État de droit. La mise en œuvre de réformes dans le cadre de l'approche programmatique progresse.

Dans le cadre des pouvoirs d'exécution limités que lui confère son mandat, l'EULEX Kosovo a également continué de jouer son rôle de deuxième intervenant en matière de sécurité, assistant la police du Kosovo au besoin et en coopération avec la KFOR. En 2010, elle a été en mesure de faire face à des situations compliquées en matière de sécurité, notamment à Mitrovica. Toutefois, conformément à son mandat, l'EULEX Kosovo a surtout continué à appuyer les acteurs locaux du secteur de la sécurité, en assurant des actions de suivi, d'encadrement et de conseil. En juin, le Conseil a prorogé l'EULEX Kosovo de deux années supplémentaires, jusqu'en juin 2012.

En 2010, la **mission de surveillance de l'Union européenne en Géorgie (EUMM Georgia)** a contribué avec succès aux efforts de stabilisation, de normalisation et d'instauration d'un climat de confiance sur le terrain. Alors que la mission n'a pas eu accès à tout le territoire de la Géorgie, l'UE n'a cessé de souligner que cet accès demeurerait une condition indispensable pour que l'EUMM puisse exercer son mandat dans l'ensemble du pays.

Depuis le 1^{er} janvier 2010, le mandat de la **mission de police de l'UE en Bosnie-Herzégovine (MPUE)** a été recentré sur le soutien aux services répressifs de la Bosnie-Herzégovine qui luttent contre la criminalité organisée et la corruption, notamment en favorisant la coopération entre la police et le ministère public et les liens entre la police et le secteur pénitentiaire. La mission s'inscrit dans les efforts globaux déployés par l'UE pour ancrer l'État de droit en Bosnie-Herzégovine et soutenir ainsi la perspective européenne du pays. Le mandat actuel de la mission arrivera à expiration à la fin de 2011. L'UE examine actuellement un engagement futur à l'appui des autorités de Bosnie-Herzégovine dans ce domaine.

L'**EUFOR Althea** avait pour objectif opérationnel de soutenir les efforts déployés par la Bosnie-Herzégovine pour préserver un climat de sûreté et de sécurité et d'exécuter les tâches de renforcement des capacités et de formation dont le lancement a été approuvé par le Conseil en janvier 2010. Le commandant de l'opération a revu le CONOPS et l'OPLAN, approuvés par le COPS en septembre 2010 et octobre 2010 respectivement. En octobre 2010, le Conseil a confirmé que l'UE conserverait un rôle militaire exécutif au-delà de 2010. Le 18 novembre 2010, le Conseil de sécurité des Nations unies a prorogé d'une année le mandat exécutif de l'EUFOR Althea (RCSNU 1948 (2010)).

L'EUFOR Althea a maintenu des relations de travail étroites, y compris pour les questions opérationnelles, avec d'autres instruments de l'UE et d'autres acteurs internationaux sur le terrain. Plus particulièrement, la coopération instaurée avec la MPUE pour contribuer à la lutte contre la criminalité organisée est restée effective, le RSUE et le commandant de la force ont continué de se concerter régulièrement et la coopération établie avec l'OTAN a continué de fonctionner correctement.

Outils

En 2010, les moyens du **Centre satellitaire de l'Union européenne (CSUE)** ont été pleinement exploités pour soutenir les opérations militaires et les missions civiles menées par l'UE dans le cadre de la PSDC, en particulier l'EUNAVFOR Atalanta et l'EUMM Georgia.

Le CSUE a reçu l'aide des États membres, qui lui ont fourni de l'imagerie officielle, à commencer par les pays participant au programme Helios, qui ont fourni de l'imagerie à l'EUNAVFOR Atalanta. L'Allemagne et la Haute Représentante ont signé l'accord relatif à la fourniture d'imagerie de SAR-Lupe et les modalités de mise en œuvre de l'accord relatif à COSMO-Skymed ont été définitivement mises au point avec l'Italie.

Coopération avec les partenaires

En décembre 2010, le Conseil a indiqué qu'il convenait de renforcer la coopération établie dans le cadre de la PSDC avec les pays tiers et d'autres organisations internationales, notamment les Nations unies et l'Union africaine, notamment afin de renforcer les capacités et de faciliter une participation aux missions et opérations de gestion de crise menées par l'UE.

Le Conseil a indiqué que l'UE continuerait d'étoffer sa coopération avec l'OTAN en matière de développement des capacités afin de favoriser la cohérence, le renforcement mutuel et l'efficacité par rapport aux coûts, y compris par des mesures concrètes et des contacts étroits entre services le cas échéant, notamment entre l'AED et le Commandement allié Transformation (ACT), dans le respect des principes d'inclusion et d'autonomie décisionnelle.

Coopération UE - Nations unies

En 2008, les Nations unies ont lancé un processus de réforme visant à améliorer le cadre de ses activités de maintien de la paix, l'initiative Horizons nouveaux, que l'UE a soutenue depuis son lancement. En 2010, les États membres ont procédé à un débat, qui s'est traduit par un document commun du Secrétariat général du Conseil et de la Commission qui a recensé les possibilités de contributions à différentes activités, notamment le transfert de responsabilités opérationnelles et la planification précoce, le renforcement des capacités et l'interopérabilité, ainsi que les enseignements tirés.

Le dialogue et les consultations intensives avec les Nations unies se sont poursuivis à tous les niveaux. À la mi-2010, une discussion interne a été lancée au sein du Conseil sur les moyens de renforcer la contribution apportée par l'UE dans le cadre de la PSDC aux opérations de maintien de la paix des Nations unies. La discussion s'est essentiellement articulée autour de la possibilité de mettre une composante de l'UE à la disposition d'une opération des Nations unies et du rôle que pourrait jouer l'UE afin d'aider les États membres souhaitant participer à titre individuel à des opérations des Nations unies. Il est envisagé que, dans une deuxième phase, la discussion s'élargisse également au Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU et à d'autres départements concernés des Nations unies.

UE-OTAN

En 2010, la coopération entre l'UE et l'OTAN dans le cadre des arrangements "Berlin Plus" pour l'opération EUFOR Althea menée en Bosnie-Herzégovine au titre de la PSDC s'est poursuivie. Le Groupe UE/OTAN sur les capacités a été le lieu d'échanges d'informations sur un certain nombre de domaines d'intérêt commun en matière de capacités militaires, dans lesquels les besoins se recoupent. Comme il était indiqué dans les précédents rapports, la participation de l'ensemble des 27 États membres de l'UE faciliterait encore davantage l'échange d'informations dans le domaine des capacités militaires.

Le 16 septembre 2010, la Haute Représentante a été invitée à réfléchir à la manière dont la coopération entre l'UE et l'OTAN dans le domaine de la gestion des crises pourrait encore être renforcée, conformément à la charte des Nations unies et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies. Cela doit être fait dans un esprit de renforcement mutuel, et dans le strict respect de l'autonomie décisionnelle de l'UE et de l'OTAN, en s'appuyant sur les recommandations concernant des mesures concrètes que l'UE a transmises à l'OTAN en février 2010.

En février 2010, la Haute Représentante a transmis au secrétaire général de l'OTAN une série de propositions concrètes identifiées par le comité politique et de sécurité de l'UE comme étant susceptibles de favoriser les liens entre l'UE-OTAN en vue de meilleures relations d'organisation à organisation. La majorité de ces propositions ont été mises en œuvre en 2010 et ont permis des débats informels sur des questions d'intérêt commun, un dialogue politique plus intense entre l'UE et l'OTAN et une coopération renforcée dans des domaines concrets de développement des capacités.

Dans ce contexte, les efforts se sont poursuivis pour développer la coopération entre l'UE et l'OTAN en matière de renforcement des capacités militaires à une époque de pression à la baisse exercée sur les budgets de défense. Les services de l'UE et l'OTAN ont avancé de concert des propositions sur la manière de renforcer la coopération pratique dans deux domaines qui sont cruciaux si l'on veut protéger les troupes et assurer leur soutien sur le terrain: le soutien médical et la lutte contre les engins explosifs improvisés. Ces propositions ont reçu le soutien des États membres et, le 9 décembre, le Conseil a indiqué qu'il fallait que les contacts entre les services se poursuivent afin de déterminer si la coopération pratique pouvait s'étendre à d'autres domaines, conformément aux orientations politiques fournies par le COPS; les résultats obtenus en la matière seront communiqués à tous les États membres. Il demeure indispensable de conclure des arrangements pour faciliter la collaboration sur le terrain lorsque des opérations/missions de gestion de crise sont menées dans le cadre de la PSDC et par l'OTAN sur le même théâtre.

UE-UA

Le dialogue politique entre l'UE et l'UA s'est concrétisé par les deux réunions annuelles du Comité politique et de sécurité de l'UE et du Conseil de paix et de sécurité de l'UA, qui ont également permis de définir des orientations en matière de sécurité. L'UE a continué d'appuyer les efforts de l'UA en vue de la création de l'APSA (architecture africaine de paix et de sécurité). La facilité de soutien à la paix pour l'Afrique a contribué financièrement aux opérations AMISOM et MICOPAX, ainsi qu'à la mise en place des institutions. L'UE a poursuivi son action aux côtés de l'UA et des communautés économiques régionales (CER) en Afrique pour que la Force africaine en attente devienne pleinement opérationnelle. La conclusion fructueuse du premier cycle AMANI Afrique a également symbolisé la coopération étroite entre l'UE et l'UA.

États tiers

L'UE a poursuivi son dialogue régulier sur la PSDC avec les partenaires, notamment avec les membres européens de l'OTAN ne faisant pas partie de l'UE, d'autres pays qui sont candidats à l'adhésion à l'UE, ainsi que les États-Unis, le Canada, la Russie et l'Ukraine. Des dialogues et des consultations ont été lancés avec quelques autres partenaires importants, dont la Chine et le Japon.

Douze pays (Albanie, Canada, Chili, Croatie, ancienne République yougoslave de Macédoine, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Suisse, Turquie, Ukraine, États-Unis) ont apporté une contribution significative à sept des missions et opérations PSDC en cours (EUFOR ALTHEA, EULEX Kosovo, MPUE en Bosnie-Herzégovine, EUPOL COPPS, EUPOL Afghanistan, EUNAVFOR ATALANTA, EUSEC RD Congo). La coopération fructueuse établie avec plusieurs autres partenaires dans le cadre de la lutte contre la piraterie s'est poursuivie.

Le 26 avril 2010, le Conseil a autorisé la Haute Représentante à engager des négociations avec vingt pays en vue de conclure des accords visant à fixer un cadre pour leur participation à des opérations de gestion de crise menées par l'UE. Ainsi, outre les accords déjà existants avec le Canada, l'Islande, la Norvège, la Turquie et l'Ukraine, des accords similaires ont été négociés ou sont en cours de négociation avec plusieurs autres partenaires.

Davantage de cohérence

Approche globale

En 2010, l'UE a encore renforcé ses efforts pour maximiser l'efficacité de la palette d'instruments exceptionnellement large qui est à sa disposition. Conformément à l'approche globale adoptée par l'UE pour faire face aux crises, les instruments de la PSDC font partie de la boîte à outils de l'UE, en soutien des objectifs politiques de l'UE au sens large, sans négliger la nécessité de s'attaquer aux causes fondamentales d'un conflit. Le travail se poursuit afin de mettre en œuvre le traité de Lisbonne et de rendre plus efficace la nécessaire coordination entre les outils de l'UE dans les domaines militaires, civils, diplomatiques et du développement⁷⁶.

⁷⁶ Le 23 novembre 2010, le Parlement européen a adopté une résolution sur la coopération civilo-militaire et le développement des capacités civilo-militaires (P7_TA-PROV(2010)0419).

Développement des capacités civiles et militaires de l'UE au-delà de 2010

En décembre 2010, le Conseil a approuvé des orientations concernant le développement des capacités civiles et militaires de l'UE au-delà de 2010, le critère de référence des deux objectifs globaux, l'un civil et l'autre militaire, existants, et il a réaffirmé son attachement au niveau d'ambition global fixé en 2008 dans le domaine civilo-militaire, tel qu'il est énoncé dans la déclaration sur le renforcement des capacités.

Le Conseil a confirmé sa volonté de poursuivre les efforts visant à remédier aux lacunes subsistantes. Sur la base des rapports finaux concernant chacun des objectifs globaux, il a prolongé au-delà de 2010 la mise en œuvre de l'objectif global civil et de l'objectif global militaire à l'horizon 2010 et il est convenu que l'UE et les États membres devraient donner la priorité aux aspects qualitatifs du développement des capacités. Il a fixé des objectifs en matière de capacités civilo-militaires, civiles et militaires, qu'il convient de revoir si nécessaire en fonction notamment de l'évolution de l'environnement de sécurité, des progrès enregistrés dans le renforcement des capacités et de la mise en œuvre du traité de Lisbonne. La Haute représentante, agissant sous l'autorité du Conseil, assure la coordination de la mise en œuvre de ces orientations.

Synergies civilo-militaires en matière de renforcement des capacités

Le fait que l'UE puisse avoir recours à des capacités civiles et militaires fournies par les États membres, comme le prévoit le traité de Lisbonne, est une exigence opérationnelle fondamentale. Promouvoir les synergies civilo-militaires en matière de renforcement des capacités de l'UE est tant une nécessité qu'une priorité politique pour l'UE. En avril et décembre 2010, le Conseil a mis en avant les bénéfices potentiels et a souligné qu'il fallait concentrer les efforts sur la mise à disposition concrète de capacités conduisant à des améliorations opérationnelles.

À cet effet, l'UE et ses États membres étudient de quelle manière il serait possible de maximiser la cohérence, l'efficacité et le caractère global du processus de développement des capacités de l'UE et de promouvoir des synergies entre les volets civil et militaire lorsqu'elles sont utiles. L'initiative qui a été lancée par la présidence suédoise et entérinée par le Conseil en novembre 2009 a depuis progressé sous la direction politique du COPS et associe tous les intervenants actifs dans le développement des capacités de l'UE ainsi que les États membres collaborant dans divers domaines⁷⁷, tout en préservant les spécificités des processus de développement des capacités civiles et militaires.

Ce travail vise à soumettre au COPS, pour examen, des propositions d'actions concrètes, qu'il s'agisse de modalités pratiques en vue d'un double usage des capacités civiles ou militaires ou de concepts novateurs, voire d'une formation et de procédures communes civilo-militaires.

Ce travail a été complété par d'autres activités telles que la conférence annuelle de l'AED qui s'est tenue en février 2010, intitulée "Bridging Efforts: Connecting civilian security and military capability development", ou le séminaire organisé par la présidence espagnole en février 2010 sur les synergies en matière de renforcement des capacités civiles et militaires de l'UE en vue de la gestion des crises.

⁷⁷ Transport stratégique et tactique, soutien logistique, systèmes d'information et de communication, soutien médical, sécurité et protection des forces, utilisation des capacités spatiales, véhicules sans pilote, systèmes d'entreposage et de soutien centralisé, mise en commun d'informations et de données du renseignement, formation, exercices, interconnexion des processus de développement des capacités civiles et militaires, enseignements tirés.

ANNEX I: ACTES JURIDIQUES PESC 2010

DATE	OBJET	BASE JURIDIQUE	RÉFÉRENCE J.O.
I. MESURES RESTRICTIVES			
I.1 BALKANS OCCIDENTAUX			
07.10.2010	Nouvelles mesures définies à l'appui d'une mise en oeuvre effective du mandat du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)	art. 29	2010/603/PESC L 265 (08.10.2010)
08.03.2010	Renouvellement des mesures définies à l'appui d'une mise en oeuvre effective du mandat du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)	art. 29	2010/145/PESC L 58 (09.03.2010)
I.2 AFRIQUE			
CÔTE D'IVOIRE			
22.12.2010	Modification de la décision du Conseil 2010/656/PESC renouvelant les mesures restrictives instaurées à l'encontre de la Côte-d'Ivoire	art. 29	2010/801/PESC L 341 (23.12.2010)
29.10.2010	Renouvellement des mesures restrictives instaurées à l'encontre de la Côte d'Ivoire	art. 29	2010/656/PESC L 285 (30.10.2010)
REPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO			
20.12.2010	Adoption de mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo et abrogeant la position commune 2008/369/PESC	art. 29	2010/788/PESC L 336 (21.12.2010)
ÉRYTHRÉE			
26.07.2010	Modification la décision 2010/127/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'Érythrée	art. 29	2010/414/PESC L 195 (27.07.2010)
01.03.2010	Mesures restrictives à l'encontre de l'Érythrée	art. 29	2010/127/PESC L 51 (02.03.2010)

DATE	OBJET	BASE JURIDIQUE	RÉFÉRENCE J.O.
LIBERIA			
01.03.2010	Modification de la position commune 2008/109/PESC concernant des mesures restrictives instituées à l'encontre du Liberia	art. 29	2010/129/PESC L 51 (02.03.2010)
REPUBLIQUE DE GUINÉE			
25.10.2010	Mesures restrictives à l'encontre de la République de Guinée	art. 29	2010/638/PESC L 280 (26.10.2010)
29.03.2010	Modification de la position commune 2009/788/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République de Guinée	art. 29	2010/186/PESC L 83 (30.03.2010)
SIERRA LEONE			
08.11.2010	Abrogation de la position commune 98/409/PESC relative à la Sierra Leone	art. 29	2010/677/PESC L 292 (10.11.2010)
SOMALIE			
26.04.2010	Mesures restrictives à l'encontre de la Somalie et abrogeant la position commune 2009/138/PESC	art. 29	2010/231/PESC L 105 (27.04.2010) + C 107 (27.04.2010)
01.03.2010	Modification de la position commune 2009/138/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la Somalie	art. 29	2010/126/PESC L 51 (02.03.2010)
ZIMBABWE			
25.02.2010	Modification de l'annexe de la position commune 2004/161/PESC renouvelant les mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe	art. 29	2010/121/PESC L 49 (26.02.2010)
15.02.2010	Prorogation des mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe	art. 29	2010/92/PESC L 41 (16.02.2010)

DATE	OBJET	BASE JURIDIQUE	RÉFÉRENCE J.O.
I.3 ASIE / OCÉANIE			
BIRMANIE / MYANMAR			
26.04.2010	Renouvellement des mesures restrictives à l'encontre de la Birmanie/du Myanmar	art. 29	2010/232/PESC L 105 (27.04.2010) + C 107 (27.04.2010)
RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE			
22.12.2010	Mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée et abrogeant la position commune 2006/795/PESC	art. 29	2010/800/PESC L 341 (23.12.2010)
I.4 MOYEN-ORIENT / GOLFE			
IRAN			
25.10.2010	Modification de la décision 2010/413/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'Iran et abrogeant la position commune 2007/140/PESC	art. 29 décision 2010/413/PESC art. 23 §2	2010/644/PESC L 281 (27.10.2010)
26.07.2010	Mesures restrictives à l'encontre de l'Iran et abrogeant la position commune 2007/140/PESC	art. 29	2010/413/PESC L 195 (27.07.2010) + rectificatif L 197 (29.07.2010)
IRAQ			
01.03.2010	Modification de la position commune 2003/495/PESC sur l'Iraq	art. 29	2010/128/PESC L 51 (02.03.2010)

DATE	OBJET	BASE JURIDIQUE	RÉFÉRENCE J.O.
I.5 EUROPE ORIENTALE ET ASIE CENTRALE			
BIÉLORUSSIE			
25.10.2010	Mesures restrictives à l'encontre de certains fonctionnaires de Biélorussie	art. 29	2010/639/PESC L 280 (26.10.2010)
RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE			
27.09.2010	Mesures restrictives à l'encontre des dirigeants de la région de Transnistrie (République de Moldavie)	art. 29	2010/573/PESC L 253 (28.09.2010)
22.02.2010	Prorogation des mesures restrictives à l'encontre des dirigeants de la région de Transnistrie (République de Moldavie)	art. 29	2010/105/PESC L 46 (23.02.2010)
II. PESD			
II.1 BALKANS OCCIDENTAUX			
06.12.2010	Modification de la décision 2009/906/PESC concernant la mission de police de l'Union européenne (MPUE) en Bosnie-et-Herzégovine	art. 28, art. 43 §2	2010/755/PESC L 320 (07.12.2010)
30.11.2010	Prorogation du mandat du chef de la mission de police de l'Union européenne (MPUE) en Bosnie-et-Herzégovine	art. 38, décision 2009/906/PESC art. 10 §1	2010/754/PESC MPUE/1/2010 L 320 (07.12.2010)
15.10.2010	Modification de l'action commune 2008/124/PESC relative à la mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo ⁷⁸ , EULEX KOSOVO	art. 28, art. 43 §2	2010/619/PESC L 272 (16.10.2010)
27.07.2010	Nomination d'un chef de la mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo, EULEX KOSOVO	art. 38, action commune 2008/124/PESC art. 12§2	2010/431/PESC EULEX/1/2010 OJ L 202 (04.08.2010)

⁷⁸ Under United Nations Security Council Resolution 1244 (1999) - SK

DATE	OBJET	BASE JURIDIQUE	RÉFÉRENCE J.O.
15.06.2010	Nomination du chef de l'élément de commandement de l'Union européenne à Naples, dans le cadre de l'opération militaire de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine	art. 38, action commune 2004/570/PESC art. 6	2010/344/PESC BiH/16/2010 L 155 (22.06.2010)
08.06.2010	Modification et prorogation de l'action commune 2008/124/PESC relative à la mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo (1), EULEX KOSOVO	art. 28, art. 43 §2	2010/322/PESC L 145 (11.06.2010)
II.2 AFRIQUE			
07.12.2010	Modification de l'action commune 2008/851/PESC concernant l'opération militaire de l'Union européenne en vue d'une contribution à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie	art. 28, art. 43 §2	2010/766/PESC L 327 (11.12.2010)
26.11.2010	Nomination d'un commandant de la force de l'Union européenne pour l'opération militaire de l'Union européenne en vue d'une contribution à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie (Atalanta)	art. 38 action commune 2008/851/PESC art. 6	2010/753/PESC ATALANTA/5/2010 L 320 (07.12.2010)
08.10.2010	Nomination du chef de la mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (EUSEC RD Congo)	art. 38 décision 2010/565/PESC art. 8	2010/610/PESC EUSEC/2/2010 L 266 (09.10.2010)
08.10.2010	Nomination du chef de la mission EUPOL RD Congo	art. 38, décision 2010/576/PESC art. 10 §1	2010/609/PESC EUPOL RD CONGO/1/2010 L 266 (09.10.2010) + Rectificatif L 272 (16.10.2010)
23.09.2010	Mission de police de l'Union européenne menée dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) et son interface avec la justice en République démocratique du Congo (EUPOL RD Congo)	art. 28, art. 43 §2	2010/576/PESC L 254 (29.09.2010)

DATE	OBJET	BASE JURIDIQUE	RÉFÉRENCE J.O.
21.09.2010	Mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (EUSEC RD Congo)	art. 28, art. 43	2010/565/PESC L 248 (22.09.2010)
06.08.2010	Signature et à la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République d'Ouganda concernant le statut de la mission placée sous la direction de l'Union européenne en Ouganda	art. 37 (TUE) art. 218 §5 + §6 premier alinéa (TFUE)	2010/464/PESC L 221 (24.08.2010)
30.07.2010	Modification de l'action commune 2008/851/PESC concernant l'opération militaire de l'Union européenne en vue d'une contribution à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie	art. 28, art. 43 §2	2010/437/PESC L 2010 (11.08.2010)
19.07.2010	Nomination d'un commandant de la force de l'Union européenne pour l'opération militaire de l'Union européenne en vue d'une contribution à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie (Atalanta)	art. 38 action commune 2008/851/PESC art. 6	2010/423/PESC ATALANTA/4/2010 L 199 (31.07.2010)
15.06.2010	Nomination du chef de la mission de l'Union européenne visant à soutenir la réforme du secteur de la sécurité en République de Guinée-Bissau (UE RSS GUINÉE-BISSAU)	art. 38 action commune 2008/112/PESC art. 8, § 1, deuxième alinéa	2010/334/PESC UE RSS GUINÉE- BISSAU/1/2010 L 151 (17.06.2010)
14.06.2010	Modification et prolongation de l'action commune 2007/405/PESC relative à la mission de police de l'Union européenne menée dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) et son interface avec la justice en République démocratique du Congo (EUPOL RD Congo)	art. 28, art. 43 §2	2010/329/PESC L 149 (15.06.2010)

DATE	OBJET	BASE JURIDIQUE	RÉFÉRENCE J.O.
28.05.2010	Nomination d'un commandant de l'opération de l'Union européenne pour l'opération militaire de l'Union européenne en vue d'une contribution à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie (Atalanta)	art. 38 action commune 2008/851/PESC art. 6 §1	2010/317/PESC ATALANTA/3/2010 L 142 (10.06.2010) + Rectificatif L 205 (06.08.2010)
25.05.2010	Modification et prolongation de l'action commune 2008/112/PESC relative à la mission de l'Union européenne visant à soutenir la réforme du secteur de la sécurité en République de Guinée- Bissau (UE RSS GUINÉE-BISSAU)	art. 28, art. 43 §2	2010/298/PESC L 127 (26.05.2010)
18.05.2010	Établissement du Comité des contributeurs pour la mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (EUSEC RD Congo)	art. 38 action commune 2009/709/PESC art. 10 §3	2010/297/PESC EUSEC/1/2010 L 127 (26.05.2010)
23.03.2010	Nomination du commandant de la force de l'Union européenne pour l'opération militaire de l'Union européenne en vue d'une contribution à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie (Atalanta)	art. 38 action commune 2008/851/PESC art. 6	2010/185/PESC ATALANTA/2/2010 L 83 (30.03.2010)
05.03.2010	Modification de la décision Atalanta/2/2009 du Comité politique et de sécurité relative à l'acceptation de contributions d'États tiers à l'opération militaire de l'Union européenne en vue d'une contribution à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie (Atalanta), ainsi que la décision Atalanta/3/2009 du Comité politique et de sécurité établissant le Comité des contributeurs pour l'opération militaire de l'Union européenne en vue d'une contribution à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie (Atalanta)	art. 38 action commune 2008/851/PESC art. 10	2010/184/PESC ATALANTA/1/2010 L 83 (30.03.2010)
15.02.2010	Mission militaire de l'Union européenne visant à contribuer à la formation des forces de sécurité somaliennes	art. 28, art. 43 §2	2010/96/PESC L 44 (19.02.2010)

DATE	OBJET	BASE JURIDIQUE	RÉFÉRENCE J.O.
II.3 ASIE / OCÉANIE			
13.09.2010	Signature et conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République islamique d'Afghanistan concernant le statut de la mission de police de l'Union européenne en Afghanistan (EUPOL AFGHANISTAN)	art. 37 (TUE) art. 218 §5+6 premier alinéa (TFUE)	2010/686/PESC L 294 (12.11.2010)
11.06.2010	Nomination du chef de la Mission EUPOL Afghanistan	art. 38 décision 2010/279/PESC art. 10§1	2010/341/PESC AFGHANISTAN/2/2 010 L 154 (19.06.2010)
18.05.2010	Nomination du chef par intérim de la Mission EUPOL Afghanistan	art. 38 3ème alinéa décision 2010/279/PESC art. 10§1	2010/292/PESC AFGHANISTAN/1/2 010 L 125 (21.05.2010)
18.05.2010	Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan (EUPOL AFGHANISTAN)	art. 28, art. 43 §2	2010/279/PESC L 123 (19.05.2010)
II.4 MOYEN-ORIENT / GOLFE			
21.12.2010	Prolongation du mandat du chef de la mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens (EUPOL COPPS)	art. 38 décision 2010/784/PESC art. 10 §1	2010/796/PESC L 338 (22.12.2010)
17.12.2010	Mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens (EUPOL COPPS)	art. 28, art. 43 §2	2010/784/PESC L 335 (18.12.2010)
02.12.2010	Modification de l'action commune 2005/797/PESC et la décision 2009/955/PESC du Conseil concernant la mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens	art. 28, art. 43 §2	2010/747/PESC L 318 (04.12.2010)
22.06.2010	Prorogation du mandat du chef de la mission intégrée «État de droit» de l'Union européenne pour l'Iraq, EUJUST LEX-IRAQ	art. 38 décision 2010/330/PESC art. 9 §2	2010/351/PESC EUJUST LEX IRAQ/1/2010 L 160 (26.06.2010)

DATE	OBJET	BASE JURIDIQUE	RÉFÉRENCE J.O.
14.06.2010	Mission intégrée «État de droit» de l'Union européenne pour l'Iraq, EUJUST LEX-IRAQ	art. 28, art. 43 §2	2010/330/PESC L 149 (15.06.2010)
21.05.2010	Prorogation du mandat du chef de la mission de l'Union européenne d'assistance à la frontière au point de passage de Rafah	art. 38 action commune 2005/889/PESC art. 10 §2	2010/295/PESC EU BAM Rafah/1/2010 L 126 (22.05.2010)
12.05.2010	Modification et prorogation de l'action commune 2005/889/PESC établissant une mission de l'Union européenne d'assistance à la frontière au point de passage de Rafah (EU BAM Rafah)	art. 28, art. 43 §2	2010/274/PESC L 119 (13.05.2010)
II.5 EUROPE ORIENTALE ET ASIE CENTRALE			
03.09.2010	Prorogation du mandat du chef de la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie, EUMM Georgia	action commune 2008/736/PESC art. 10 §1	2010/480/PESC EUMM Georgia/1/2010 L 234 (04.09.2010)
12.08.2010	Mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie (EUMM Georgia)	art. 28 art. 43 §2	2010/452/PESC L 213 (13.08.2010)
26.07.2010	Modification l'action commune 2008/736/PESC concernant la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie, EUMM Georgia	art. 28 art. 43 §2	2010/424/PESC L 199 (31.07.2010)
III. REPRÉSENTANTS SPÉCIAUX DE L'UNION EUROPÉENNE			
III.1 AFGHANISTAN			
11.08.2010	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour l'Afghanistan	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/439/PESC L 211 (12.08.2010)
22.03.2010	Nomination du représentant spécial de l'Union européenne pour l'Afghanistan	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/168/PESC L 75 (23.03.2010)
25.02.2010	Prorogation et modification du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour l'Afghanistan et le Pakistan	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/120/PESC L 49 (26.02.2010)
III.2 ANCIENNE RÉPUBLIQUE YUGOSLAVE DE MACÉDOINE (ARYM)			
11.08.2010	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/444/PESC L 211 (12.08.2010)
16.03.2010	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/156/PESC L 67 (17.03.2010)

DATE	OBJET	BASE JURIDIQUE	RÉFÉRENCE J.O.
III.3 ASIE CENTRALE			
11.08.2010	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour l'Asie centrale	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/443/PESC L 211 (12.08.2010)
22.02.2010	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour l'Asie centrale	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/112/PESC L 46 (23.02.2010)
III.4 BOSNIE-HERZÉGOVINE			
11.08.2010	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/442/PESC L 211 (12.08.2010)
22.02.2010	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/111/PESC L 46 (23.02.2010)
III.5 CAUCASE DU SUD			
11.08.2010	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le Caucase du Sud	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/449/PESC L 211 (12.08.2010)
22.02.2010	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le Caucase du Sud	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/109/PESC L 46 (23.02.2010)
III.6 GÉORGIE			
11.08.2010	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour la crise en Géorgie	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/445/PESC L 211 (12.08.2010)
22.02.2010	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour la crise en Géorgie	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/106/PESC L 46 (23.02.2010)
III.7 KOSOVO			
11.08.2010	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne au Kosovo	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/446/PESC L 211 (12.08.2010)
25.02.2010	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne au Kosovo	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/118/PESC L 49 (26.02.2010)
III.8 PROCESSUS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT			
11.08.2010	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le processus de paix au Moyen-Orient	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/447/PESC L 211 (12.08.2010)
22.02.2010	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le processus de paix au Moyen-Orient	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/107/PESC L 46 (23.02.2010)

DATE	OBJET	BASE JURIDIQUE	RÉFÉRENCE J.O.
III.9 RÉGION DES GRANDS LACS AFRICAINS			
11.08.2010	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs africains	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/440/PESC L 211 (12.08.2010)
22.02.2010	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs africains	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/113/PESC L 46 (23.02.2010)
III.10 RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE			
11.08.2010	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne en République de Moldavie	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/448/PESC L 211 (12.08.2010)
22.02.2010	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne en République de Moldavie	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/108/PESC L 46 (23.02.2010)
III.11 SOUDAN			
11.08.2010	Nomination du représentant spécial de l'Union européenne pour le Soudan	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/450/PESC L 211 (12.08.2010)
22.02.2010	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne pour le Soudan	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/110/PESC L 46 (23.02.2010)
III.12 UNION AFRICAINE			
11.08.2010	Prorogation du mandat du représentant spécial de l'Union européenne auprès de l'Union africaine	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/441/PESC L 211 (12.08.2010)
25.02.2010	Prorogation et modification du mandat du représentant spécial de l'Union européenne auprès de l'Union africaine	art. 28, art. 31(2), art. 33	2010/119/PESC L 49 (26.02.2010)
IV. NON-PROLIFERATION			
13.12.2010	Soutien au processus d'instauration d'un climat de confiance conduisant à la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs au Moyen-Orient, à l'appui de la mise en oeuvre de la stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive	art. 26 §2	2010/799/PESC L 341 (23.12.2010)
02.12.2010	Action de l'Union européenne contre le commerce illicite d'armes légères et de petit calibre (ALPC) par voie aérienne	art. 26 §2	2010/765/PESC L 327 (11.12.2010)

DATE	OBJET	BASE JURIDIQUE	RÉFÉRENCE J.O.
27.09.2010	Soutien aux activités de l'AIEA dans les domaines de la sécurité et de la vérification nucléaires et dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive	art. 26 §2 art. 31§ 1	2010/585/PESC L 259 (01.10.2010)
26.07.2010	Soutien aux activités de la commission préparatoire de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE) afin de renforcer ses capacités en matière de surveillance et de vérification et dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive	art. 26 §2 art. 31§ 1	2010/461/PESC L 219 (20.08.2010)
26.07.2010	Établissant d'un réseau européen de groupes de réflexion indépendants sur la non-prolifération à l'appui de la mise en oeuvre de la stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive	art. 26 §2 art. 31§ 1	2010/430/PESC L 202 (04.08.2010)
14.06.2010	Activités de l'Union européenne en faveur du traité sur le commerce des armes, dans le cadre de la stratégie européenne de sécurité	art. 26 §2 art. 31§ 1	2010/336/PESC L 152 (18.06.2010)
29.03.2010	Position de l'Union européenne en vue de la conférence d'examen de 2010 des parties au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires	art. 29	2010/212/PESC L 90 (10.04.2010)
V. LUTTE CONTRE LE TERRORISME			
12.07.2010	Mise à jour de la liste des personnes, groupes et entités auxquels s'appliquent les articles 2, 3 et 4 de la position commune 2001/931/PESC relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme	art. 29	2010/386/PESC L 178/28 (13.07.2010)
VI. AUTRES ACTES JURIDIQUES			
PROCESSUS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT			
17.11.2010	Accueil temporaire de certains Palestiniens par des États membres de l'Union européenne	art. 29	2010/694/PESC L 303 (19.11.2010)

ANNEX II: MAIN APPEARANCES IN THE EUROPEAN PARLIAMENT IN THE FIELD OF CFSP/CSDP IN 2010

I. HIGH REPRESENTATIVE:

No	DATE	PERSON/ SUBJECT	PLACE
1	11.01	Hearing for appointment	AFET, Brussels
2	19.01	HR on the earthquake in Haiti, the situation in Iran, the situation in Yemen and the situation in Iraq	EP Plenary, Strasbourg
3	10.03	HR on the two annual EP reports on CFSP (Rapporteur Albertini) and ESDP (Rapporteur Danjean), the review of the NPT and statement on EU policy on Arctic issues	EP Plenary, Strasbourg
4	10.03	HR on EEAS	Conference of Presidents
5	23.03	HR on the setting-up of EEAS and debriefing of FAC (22-23/3)	AFET, Brussels
6	20.04	HR on the EU strategy for the relations with Latin America, Kyrgyzstan and the EU-Canada summit	EP Plenary, Strasbourg
7	16.06	HR on the EU-Russia summit, the Israeli military operation against the humanitarian flotilla and the Gaza blockade, on the Annual report on human rights, the Situation in the Korean Peninsula and on Bosnia and Herzegovina	EP Plenary, Strasbourg
8	07.07	HR statements on EP report on EEAS, Kyrgyzstan, AIDS/HIV and on Convention on Cluster Munition	EP Plenary, Strasbourg
9	19.10	HR on EEAS	EP Plenary, Strasbourg
10	27.10	HR: exchange of views with AFET	AFET, Brussels
11	08.11	HR on development-related aspects of the EEAS	DEVE, Brussels
12	15.12	HR statements on Afghanistan, Human Rights, NATO Summit in Lisbon (19-20/11) and situation in Côte d'Ivoire	EP Plenary, Strasbourg

II. APPEARANCES AS PART OF THE 2006 I.I.A. (JOINT CONSULTATION MEETINGS ON THE FINANCING OF CFSP) ⁷⁹:

No	DATE	PERSON/ SUBJECT	PLACE
1	03.02	PSC Chair Fernandez-Arias	AFET/BUDG bureaux, EP
2	14.04	PSC Chair Fernandez-Arias	AFET/BUDG bureaux, EP
3	13.07	PSC Chair Stevens	AFET/BUDG bureaux, EP
4	17.11	PSC Chair Stevens	AFET/BUDG bureaux, EP

III. EUROPEAN UNION SPECIAL REPRESENTATIVES (EUSRS):

No	DATE	PERSON/ SUBJECT	PLACE
1	26.01	EUSR Inzko on the situation in Bosnia and Herzegovina - in camera	AFET, Brussels
2	26.01	EUSR Fouéré on FYROM	AFET, Brussels
3	27.04	EUSR Morel on Kyrgyzstan and Georgia	AFET, Brussels
4	27.04	EUSR Semneby on Report by the EU-Georgia PCC delegation visit to Tbilisi (29-31/3)	AFET, Brussels
5	22.06	EUSR Feith on Kosovo	AFET, Brussels
6	23.06	EUSR Morel on Kyrgyzstan	AFET, Brussels
7	13.07	EUSR Brylle on Sudan-post elections	AFET, Brussels
8	28.09	EUSR Ušackas on the EU in Afghanistan	AFET, Brussels
9	02.12	EUSR Feith on Kosovo	AFET, Brussels

⁷⁹ In accordance with the 2006 I.I.A. (OJ C 139/01, 14.6.2006) and the Declaration by the High Representative on political accountability on the adoption of the Council decision establishing the organisation and functioning of the EEAS (OJ C 210/01, 03.08.2010).

IV. EXCHANGE OF VIEWS WITH NEWLY APPOINTED EU SPECIAL REPRESENTATIVES (EUSRS)⁸⁰:

No	DATE	PERSON/ SUBJECT	PLACE
1	23.03	Exchange of views with EUSR Ušackas on Afghanistan (in camera)	AFET, Brussels
2	29.09	Exchange of views with EUSR Marsden on Sudan	AFET, Brussels

V. EXCHANGE OF VIEWS WITH NEWLY APPOINTED EU HEADS OF DELEGATIONS (HOD)⁸¹:

No	DATE	PERSON/ SUBJECT	PLACE
1	08.04	Exchange of views with de Almeida, newly appointed HoD in Washington (in camera)	AFET, Brussels
2	30.11	Exchange of views with Dimitrov, newly appointed EU HoD in Georgia (in camera)	AFET, Brussels
3	01.12	Exchange of views with Ederer, newly appointed EU HoD in China (in camera)	AFET, Brussels
4	01.12	Exchange of views with Schweisgut, newly appointed EU HoD in Japan (in camera)	AFET, Brussels
5	09.12	Exchange of views with Eichhorst, newly appointed EU HoD in Lebanon (in camera)	AFET, Brussels

⁸⁰ In accordance with the Declaration by the High Representative on political accountability on the adoption of the Council decision establishing the organisation and functioning of the EEAS (OJ C 210/01, 03.08.2010).

⁸¹ In accordance with the Declaration by the High Representative on political accountability on the adoption of the Council decision establishing the organisation and functioning of the EEAS (OJ C 210/01, 03.08.2010).

ANNEX III: CFSP BUDGET 2010 - COMMITMENT APPROPRIATIONS

Actions financed in 2010:

19.0301 MONITORING AND IMPLEMENTATION OF PEACE AND SECURITY PROCESSES

DECISION NO AND DESCRIPTION	COST €
2009/572/CFSP EUMM Georgia (prolongation until 14 September 2010, €12.500.000)	3.500.000
2010/274/CFSP EUBAM RAFAH (prolongation until 24 May 2011)	1.950.000
2010/424/CFSP EUMM Georgia (budget top up period until 14 September 2010)	2.500.000
2010/452/CFSP EUMM Georgia (15 September 2010 - 14 September 2011)	26.600.000

19.0302 NON-PROLIFERATION AND DISARMAMENT

DECISION NO AND DESCRIPTION	COST €
2009/1012/CFSP Support of EU activities to promote the Control of arms exports	787.000
2010/179/CFSP Support of SEESAC arms control activities in Western Balkans	1.600.000
2010/336/CFSP EU activities in support of the Arms Trade Treaty (ATT-UNIDIR)	1.520.000
2010/461/CFSP on EU activities in support of the CTBTO	5.280.000
2010/430/CFSP establishing a European network of independent think tanks	2.182.000
2010/585/CFSP EU support for the IAEA activities in the area of nuclear security ... (IAEA V)	9.966.000
2010/765/CFSP EU action to counter the illicit trade of SALW by air (SIPRI)	900.000

19.0303 CONFLICT RESOLUTION AND OTHER STABILISATION MEASURES

DECISION NO AND DESCRIPTION	COST €
2010/330/CFSP EUJUST LEX IRAQ (1 July 2010 - 30 June 2011)	17.500.000
2010/322/CFSP amending JA 2009/124/CFSP EULEX Kosovo (2009 budget extension until 14 October 2010)	19.164.882
2010/565/CFSP EUSEC DR Congo (1 October 2010 - 30 September 2011)	12.600.000
2010/619/CFSP EULEX Kosovo (15 October 2010 - 14 October 2011- first instalment - budget €165 Mio)	70.000.000

19.0305 PREPARATORY AND FOLLOW-UP MEASURES

DECISION NO AND DESCRIPTION	COST €
External Audits (5 audit assignments and 2 FR Art. 56 assessments)	273.365
Specific audit	22.600
Equipment for preparatory measures	32.000

19.0306 EUROPEAN UNION SPECIAL REPRESENTATIVES

DECISION NO AND DESCRIPTION	COST €
2010/106/CFSP EUSR for the crisis in Georgia (€502.000)	419.753
2010/107/CFSP EUSR for the Middle East Peace process (€730.000)	608.847
2010/108/CFSP EUSR in the Republic of Moldova (€1.025.000)	863.000
2010/109/CFSP EUSR for the South Caucasus (€1.855.000)	1.549.094
2010/110/CFSP EUSR for Sudan (€1.410.000)	1.175.258

2010/111/CFSP EUSR in Bosnia and Herzegovina (€2.350.000)	1.950.000
2010/112/CFSP EUSR for Central Asia (€800.000)	700.000
2010/113/CFSP EUSR for the African Great Lakes (€1.065.000)	894.660
2010/118/CFSP EUSR in Kosovo (€1.660.000)	1.360.000
2010/119/CFSP EUSR to the African Union (no cost extension until 31.08.2010)	0
2010/120/CFSP EUSR for Afghanistan and Pakistan (no cost extension until 31.03.2010)	0
2010/156/CFSP EUSR in FYROM (€340.000)	290.000
2010/168/CFSP EUSR in Afghanistan (€2.500.000)	2.090.000
2010/439/CFSP EUSR in Afghanistan (12 month extension)	4.515.000
2010/440/CFSP EUSR for the African Great Lakes (12 month extension)	1.520.000
2010/441/CFSP EUSR to the African Union (12 month extension)	1.280.000
2010/442/CFSP EUSR in Bosnia and Herzegovina (12 month extension)	3.700.000
2010/443/CFSP EUSR for Central Asia (12 month extension)	1.250.000
2010/444/CFSP EUSR in FYROM (6 month extension)	310.000
2010/445/CFSP EUSR for the crisis in Georgia (12 month extension)	700.000
2010/446/CFSP EUSR in Kosovo (6 month extension)	1.230.000
2010/447/CFSP EUSR for the Middle East peace process (6 month extension)	585.000
2010/448/CFSP EUSR in the Republic of Moldova (6 month extension)	830.000
2010/449/CFSP EUSR for the South Caucasus (6 month extension)	1.410.000
2010/450/CFSP EUSR for Sudan (12 month mandate)	1.820.000

19.0307 POLICE MISSIONS

Decision no and description	COST €
2010/279/CFSP EUPOL Afghanistan (31 May 2010 - 31 May 2011)	54.600.000
2010/298/CFSP EUSSR Guinea-Bissau (no-cost ext. and extension 1 July - 30 September 2010)	630.000
2010/329/CFSP EUPOL Congo (extension 1 July - 30 September 2010)	2.020.000
2010/576/CFSP EUPOL Congo (extension 1 October 2010 - 30 September 2011)	6.430.000
2010/755/CFSP EUPM Bosnia Herzegovina (extension 1 January - 31 December 2011: 17,6 Mio)	7.470.013
2010/747/CFSP EUPOL COPPS (Budget top up January - December 2010)	220.000
2010/784/CFSP EUPOL COPPS (extension 1 January - 31 December 2011)	8.250.000

ANNEX IV: 2010 OVERVIEW OF HR / VP DECLARATIONS ON BEHALF OF THE EU, HR / VP STATEMENTS, STATEMENTS BY THE HR / VP SPOKESPERSON AND LOCAL STATEMENTS

Declarations on behalf of the EU

11/01/2010

Declaration by High Representative Catherine Ashton on behalf of the EU on 5th anniversary of signature of Comprehensive Peace Agreement for Sudan

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/cfsp/112203.pdf

12/01/2010

Declaration by High Representative Catherine Ashton on behalf of the EU on the trial against seven Baha'i leaders in Iran

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/112212.pdf

14/01/2010

Declaration by the High Representative, Catherine Ashton, on behalf of the EU on the moratorium on the death penalty in Mongolia

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=PESC/10/3&format=HTML&aged=0&language=en&guiLanguage=en>

27/01/2010

Declaration by High Representative Catherine Ashton on behalf of the EU on the situation in Honduras: inauguration of Mr. Porfirio Lobo

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/cfsp/112630.pdf

05/02/2010

Declaration by High Representative Catherine Ashton on behalf of the EU on the ratification of Protocol 14 to the European Convention on Human Rights by the Russian Federation

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/112765.pdf

08/02/2010

Joint Statement by EU and USA calling on Iranian government to fulfil its human rights obligations

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/112843.pdf

19/02/2010

Statement by HR C. Ashton, on behalf of the EU welcoming the ceasefire in the North of Yemen

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/112936.pdf

02/03/2010

Statement by HR C. Ashton, on behalf of the EU on Côte d'Ivoire

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/113132.pdf

10/03/2010

Statement by HR C. Ashton, on behalf of the EU on the decision by the Government of Israel to build new housing units in East Jerusalem

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/cfsp/113283.pdf

10/03/2010

Declaration by HR Ashton on behalf of the EU on the Georgian strategy on Abkhazia and South Ossetia

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/113293.pdf

17/03/2010

Declaration by HR Catherine Ashton on behalf of the EU on parliamentary and presidential approval of Kyrgyz law on accession to Second Optional Protocol to ICCPR on abolition of death penalty

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/cfsp/113417.pdf

21/03/2010

Declaration by HR Ashton on International Day for Elimination of Racial Discrimination

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/cfsp/113458.pdf

22/03/2010

Declaration by HR Catherine Ashton on behalf of the EU to commemorate the World Water Day

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/cfsp/113472.pdf

31/03/2010

Speech by EU HR Catherine Ashton on Behalf of the European Union, to the International Conference on Haiti

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/113648.pdf

31/03/2010

HR's Declaration on behalf of the EU on the situation in Belarus

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/113643.pdf

09/04/2010

Declaration by HR Catherine Ashton on behalf of the European Union on decision by Pre-Trial Chamber of the International Criminal Court to investigate the 2007-2008 post-election violence in Kenya

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/cfsp/113679.pdf

14/04/2010

Declaration by HR Ashton on behalf of the EU on the situation after the national elections in Iraq

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/113787.pdf

27/04/2010

Declaration by HR Catherine Ashton on behalf of the EU on the situation in the Middle East

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/114051.pdf

30/04/2010

Declaration by HR Catherine Ashton on behalf of the EU on Djibouti's introduction of the abolition of the death penalty in its Constitution

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/cfsp/114089.pdf

03/05/2010 - Declaration by the HR Catherine Ashton on behalf of the EU on World Press Freedom Day, 3 May 2010

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/cfsp/114167.pdf

10/05/2010

Declaration on the launch of proximity talks between Israel and the Palestinians

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/114343.pdf

11/05/2010

Declaration on the alignment of certain third countries concerning the Council Decision 2009/969/CFSP

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/114386.pdf

12/05/2010

Declaration by High Representative Catherine Ashton on behalf of the European Union on the execution of five individuals in Iran

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/114457.pdf

17/05/2010

Declaration by HR Catherine Ashton on behalf of the EU on International Day against Homophobia

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/cfsp/114473.pdf

20/05/2010

Statement by HR Catherine Ashton on the publication of the report on the sinking of the Republic of Korea Ship 'Cheonan

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/114589.pdf

21/05/2010

Declaration by High Representative Catherine Ashton on behalf of the EU on the human rights of LGBT people in Malawi

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/cfsp/114600.pdf

26/05/2010

Declaration by the High Representative on behalf of the European Union on the alignment of certain third countries with the Council Decision 2010/92/CFSP extending restrictive measures against Zimbabwe

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/114649.pdf

31/05/2010

Declaration - Council decisions on the Republic of Guinea

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/114723.pdf

31/05/2010

Declaration by HR Catherine Ashton on behalf of the EU on the Israeli military operation against the Flotilla

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/114730.pdf

02/06/2010

Declaration by the High Representative on behalf of the European Union on the alignment of certain third countries with the Council Decision 2010/129/CFSP amending Common Position 2008/109/CFS

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/114791.pdf

03/06/2010

Myanmar/Burma: Declaration by HR Ashton on behalf of EU on alignment of third countries with Council Decision renewing restrictive measures

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/cfsp/114843.pdf

03/06/2010

Democratic People's Republic of Korea: Declaration by HR Ashton on behalf of EU on alignment of third countries with Council Decision concerning restrictive measures

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/cfsp/114844.pdf

09/06/2010

Declaration by the High Representative on behalf of the European Union on the alignment of certain third countries with Council Decision 2010/127/CFSP concerning restrictive measures against Eritrea

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/115023.pdf

11/06/2010

Declaration by the High Representative Catherine Ashton on behalf of the EU on human rights in China
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/115142.pdf

12/06/2010

Declaration by the High Representative Catherine Ashton on behalf of the European Union on Iran
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/115144.pdf

15/06/2010

Declaration by the High Representative on behalf of the European Union on the alignment of certain third countries with Council Decision 2010/231/CFSP concerning restrictive measures against Somalia
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/cfsp/115190.pdf

25/06/2010

Joint Declaration by the African Union and by the High Representative Catherine Ashton on behalf of the EU on the UN International Day in support of victims of torture
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/er/115506.pdf

30/06/2010

Declaration by the High Representative Catherine Ashton on behalf of the European Union on Femicide
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/115578.pdf

01/07/2010

Declaration by the High Representative Catherine Ashton on behalf of the European Union on the Appointment of a UN Panel of Experts on accountability Issues in Sri Lanka
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/115592.pdf

15/07/2010

Declaration by HR Ashton on behalf of the EU on the situation of Human Rights Defenders in the North Caucasus
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/115805.pdf

22/07/2010

Declaration by High Representative Catherine Ashton on behalf of the European Union on the ICJ advisory opinion
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/115902.pdf

26/07/2010

Declaration by High Representative Catherine Ashton on behalf of the European Union on Syria Human rights cases

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/115970.pdf

01/08/2010

Declaration by the High Representative Catherine Ashton on behalf of the European Union on the Convention on Cluster Munitions

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/cfsp/116071.pdf

05/08/2010

Declaration by High Representative Catherine Ashton on behalf of the European Union on the approval of a new Constitution in Kenya

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/cfsp/116100.pdf

09/08/2010

Declaration by High Representative Catherine Ashton on behalf of the European Union on the International Day of the World's Indigenous People

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/cfsp/116122.pdf

10/08/2010

Declaration by the High Representative Catherine Ashton on behalf of the European Union on the General Election in the Solomon Islands

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=MEMO/10/365&format=HTML&aged=0&language=en&guiLanguage=en>

12/08/2010

Declaration by High Representative Catherine Ashton on behalf of the European Union on the sentencing of seven Baha'i leaders

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/cfsp/116157.pdf

15/08/2010

Declaration by High Representative Catherine Ashton on behalf of the European Union on the fifth Anniversary of the signature of the Aceh MoU and Aceh's peaceful evolution

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/cfsp/116168.pdf

19/08/2010

EU Statement on the Occasion of the General Assembly Plenary Meeting on the Humanitarian Situation resulting from the Floods in Pakistan

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116223.pdf

20/08/2010

Statement by the Middle East Quartet - European Union, United Nations, Russian Federation, United States

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116226.pdf

08/09/2010

Declaration by the High Representative on behalf of the European Union on the alignment of certain third countries with Council Decision 2010/414/CFSP amending Decision 2010/127/CFSP concerning restrictive measures against Eritrea

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/cfsp/116333.pdf

17/09/2010

Declaration by High Representative Catherine Ashton on behalf of the European Union on political prisoners in Eritrea

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/116600.pdf

28/09/2010

Declaration by the High Representative on behalf of the European Union on the elections in the Bolivarian Republic of Venezuela

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/116787.pdf

06/10/2010

Declaration by HR Ashton on behalf of the EU on the OHCHR Report of the Mapping Exercise documenting the most serious violations of human rights and international humanitarian law committed within the territory of the Democratic Republic of the Congo between March 1993 and June 2003

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/116903.pdf

20/10/2010

Declaration by the High Representative Catherine Ashton on behalf of the European Union on recent legislative developments in Guatemala concerning the death penalty

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/117228.pdf

07/11/2010

Declaration by the High Representative Catherine Ashton on behalf of the European Union on the elections in Burma/Myanmar

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/117548.pdf

08/11/2010

Declaration by the High Representative Catherine Ashton on behalf of the European Union on the publication of the Final Report of the EU Election Observation Mission to Ethiopia 2010

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/117578.pdf

16/11/2010

Declaration by the High Representative Catherine Ashton on behalf of the European Union on violence against journalists in the Russian Federation

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/117735.pdf

19/11/2010

Declaration by the High Representative Catherine Ashton, on behalf of the European Union, on the political situation in Madagascar

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/117904.pdf

25/11/2010

Declaration by the High Representative, Catherine Ashton, on behalf of the European Union on the International Day for the Elimination of Violence against Women

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/117997.pdf

30/11/2010 - Declaration by High Representative Catherine Ashton on behalf of the EU in support of ratification of new strategic arms reduction treaty (START)

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/cfsp/118094.pdf

10/12/2010 - Declaration by the High Representative, Catherine Ashton, on behalf of the European Union on the Human Rights Day, 10 December 2010

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/118390.pdf

Statements by the High Representative

01/01/2010

Statement by High Representative on the brutal bomb attack in Lakki Marwat, Pakistan

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=MEMO/10/1&format=HTML&aged=0&language=en&guiLanguage=en>

14/01/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton: Haiti situation - press conference

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/10/2&format=HTML&aged=0&language=en&guiLanguage=en>

19/01/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on the situation in Haiti

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/10/3&format=HTML&aged=0&language=en&guiLanguage=en>

19/01/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on Yemen

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/10/6&format=HTML&aged=0&language=en&guiLanguage=en>

19/01/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on Iran

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/10/4&format=HTML&aged=0&language=en&guiLanguage=en>

19/01/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on Iraq

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/10/5&format=HTML&aged=0&language=en&guiLanguage=en>

20/01/2010

Sri Lanka's pre-election situation: statement by High Representative Catherine Ashton

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/10/37&format=HTML&aged=0&language=en&guiLanguage=en>

20/01/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on Guinea

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/10/38&format=HTML&aged=0&language=en&guiLanguage=en>

29/01/2010

Joint statement on Nigeria

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/10/105&format=HTML&aged=0&language=en&guiLanguage=en>

29/01/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on the Holocaust Remembrance Day

<http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cmsUpload/100127-Holocaust-remembrance.pdf>

29/01/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on the Presidential elections in Sri Lanka

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/10/106&format=HTML&aged=0&language=en&guiLanguage=en>

29/01/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on Iran

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/112714.pdf

04/02/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on the pre-electoral situation in Ukraine

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/112764.pdf

05/02/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton, on imminent executions in Iran

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/112772.pdf

08/02/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on Ukrainian presidential elections, January 17 and February 7, 2010

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/112805.pdf

09/02/2010

Statement by HR Catherine Ashton, on human rights in China

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/112848.pdf

09/02/2010

Statement by HR Catherine Ashton, on Iranian nuclear activities

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/112849.pdf

11/02/2010

Statement by HR Catherine Ashton, on demonstrations in Iran

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/112858.pdf

12/02/2010

Statement by HR Catherine Ashton, on human rights in China

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/112890.pdf

17/02/2010

Statement by HR Ashton on the situation of the Union of Poles in Belarus

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/112913.pdf

22/02/2010

Statement by HR Catherine Ashton, on Guinea

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/112946.pdf

23/02/2010

EU roundly condemns fraudulent use of European passports in Dubai assassination

http://www.eu2010.es/en/documentosynoticias/noticias/feb22_consejoexteriores.html

25/02/2010

Statement by HR Catherine Ashton on the India-Pakistan meeting in New Delhi

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/113059.pdf

27/02/2010

Statement by HR Catherine Ashton on the earthquake in Chile

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/113081.pdf

27/02/2010

Statement by HR Catherine Ashton following telephone conversation with Chile's Foreign Minister Mariano Fernandez

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/10/204&format=HTML&aged=0&language=en&guiLanguage=en>

07/03/2010

Statement by HR Catherine Ashton on the Iraqi elections

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/113202.pdf

08/03/2010

International Women's Day – 8 March 2010

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/10/245&format=HTML&aged=0&language=en&quiLanguage=en>

09/03/2010

Déclaration de la Haute Représentante Catherine Ashton et du Commissaire en charge du développement
Andris Piebalgs sur les élections présidentielles au Togo

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/FR/foraff/113231.pdf

15/03/2010

Statement by HR Catherine Ashton on the Agreement between the Transitional Federal Government of
Somalia and Ahlu Sunna Waljama'a

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/cfsp/113371.pdf

18/03/2010

Statement by HR Catherine Ashton at Erez crossing

<http://www.delisr.ec.europa.eu/english/whatsnew.asp?id=1161>

23/03/2010

Statement by HR Catherine Ashton following meeting with President Mbeki

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/113529.pdf

24/03/2010

Declaration by HR Catherine Ashton on the decision by the Israeli authorities on the Shepherd Hotel

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/113542.pdf

26/03/2010

Statement by HR Catherine Ashton on the violence in and around Gaza

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/113629.pdf

26/03/2010

Statement by HR Catherine Ashton on ratification of Rome Statute of International Criminal Court by
Bangladesh

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/113593.pdf

28/03/2010

Statement by HR Catherine Ashton on agreement between United States and Russia on new strategic arms reduction treaty (START)

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/113631.pdf

29/03/2010

Statement by HR Catherine Ashton on metro explosions in Moscow

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/113634.pdf

31/03/2010

Joint statement by HR Catherine Ashton and Commissioner Štefan Füle on the Serbian Declaration on Srebrenica

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/113647.pdf

01/04/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on Guinea Bissau

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/113649.pdf

07/04/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on the Opposition unrests in Kyrgyzstan

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/113660.pdf

08/04/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on the political situation in Thailand

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/113665.pdf

08/04/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on the situation in Kyrgyzstan

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/113664.pdf

09/04/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on the upcoming elections in Sudan

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/113666.pdf

10/04/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on Polish plane crash

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/113681.pdf

13/04/2010

Statement by HR Catherine Ashton on the Parliamentary Elections in Sri Lanka

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/113711.pdf

13/04/2010

Statement by HR Catherine Ashton on the political situation in Thailand

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/113710.pdf

17/04/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on the helicopter crash in Haiti

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/113884.pdf

19/04/2010

Statement by HR/VP Catherine Ashton on elections in Sudan

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/113893.pdf

20/04/2010

Statement by HR Catherine Ashton on adoption of Constitutional Amendment in Pakistan

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/113904.pdf

11/05/2010

Statement by HR Catherine Ashton on the adoption of negotiating directives for Association Agreements between the EU and Armenia, Azerbaijan and Georgia

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/114367.pdf

12/05/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on the State of Emergency in Egypt

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/114450.pdf

14/05/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on Kyrgyzstan

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/114462.pdf

17/05/2010

Statement by HR/VP Catherine Ashton, on Moldova/Transnistria

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/114472.pdf

18/05/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton recalling the EU position on the Falkland Islands

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/114503.pdf

21/05/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton and Commissioner Stefan Füle on Albania

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/114591.pdf

21/05/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on Nagorno Karabakh

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/114603.pdf

21/05/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on the political situation in Thailand

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/114598.pdf

22/05/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on Iran

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/114609.pdf

24/05/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on the Federal Republic of Nigeria

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/114610.pdf

25/05/2010

Statement by HR Catherine Ashton on the Legislative Elections in Ethiopia

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/10/607&format=HTML&aged=0&language=en&quiLanguage=en>

25/05/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on the UNRWA attack

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/114630.pdf

25/05/2010

Statement by HR Catherine Ashton on 10th anniversary of Optional Protocols to UN Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/114629.pdf

28/05/2010

Burundi: Statement by HR/VP Ashton and Commissioner Piebalgs on the communal elections of 24 May
<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/10/633&format=HTML&aged=0&language=en&guiLanguage=en>

28/05/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on the Lahore attacks
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/114695.pdf

29/05/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on the outcome of the NPT Review Conference
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/114696.pdf

30/05/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on train derailment in India
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/114697.pdf

31/05/2010

Reaction of High Representative Catherine Ashton on Israel's military operation against Gaza flotilla
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/114726.pdf

01/06/2010

Joint statement by High Representative Catherine Ashton and Minister for Foreign Affairs of the Russian Federation Sergey Lavrov
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/114733.pdf

02/06/2010

Statement by HR Catherine Ashton on the publication of the certified results of the Iraqi elections
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/114787.pdf

09/06/2010

Statement by the E3+3 with the support of the EU High Representative following the adoption of UN Security Council Resolution 1929 on the Iranian nuclear programme
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/115039.pdf

11/06/2010

Joint statement by High Representative / Vice President Catherine Ashton and Home Affairs Commissioner Cecilia Malmström on the release of Max Göldi
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/115109.pdf

11/06/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on the new clashes in Kyrgyzstan

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/115125.pdf

28/06/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on the constitutional referendum in Kyrgyzstan

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/115525.pdf

30/06/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on Israel-Palestinian proximity peace talks

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/115546.pdf

01/07/2010

Statement by HR Catherine Ashton on the Presidential Elections in the Republic of Guinea

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/115586.pdf

02/07/2010

Déclaration de Madame Catherine Ashton, Haute Représentante, sur les élections présidentielles au Burundi

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/FR/foraff/115597.pdf

05/07/2010

Statement by Catherine Ashton, High Representative of the European Union for Foreign Affairs and Security Policy/European Commission Vice-President on announcement by Israel on Gaza blockade

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/115675.pdf

06/07/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on imminent executions in Iran

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/115714.pdf

08/07/2010

Statement by HR Catherine Ashton following the vote in the European Parliament on the European Union External Action Service

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/115736.pdf

08/07/2010

Statement by HR Catherine Ashton on the announcement of the liberation of 52 political prisoners in Cuba

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/115737.pdf

09/07/2010

Statement by HR Catherine Ashton on further ships carrying humanitarian aid to Gaza

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/115755.pdf

11/07/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton and EU Commissioner for Enlargement and Neighbourhood Policy Stefan Füle on the occasion of the 15th commemoration of Srebrenica

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/115756.pdf

12/07/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on the attacks in Uganda

http://consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/115768.pdf

19/07/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on the national dialogue process in Yemen

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/115882.pdf

28/07/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on the death penalty in Japan

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116068.pdf

03/08/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on Israel-Lebanon border incident

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/116096.pdf

11/08/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton following phone call with Russian Foreign Minister Sergey Lavrov to offer support in wake of recent fires in Russia

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=MEMO/10/367&format=HTML&aged=0&language=en&guiLanguage=en>

11/08/2010

Statement by the High Representative Catherine Ashton and EU Commissioner for Development Andris Piebalgs on the Presidential Elections in Rwanda

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=MEMO/10/366&format=HTML&aged=0&language=en&guiLanguage=en>

11/08/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on the recent mudslides in China

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/116136.pdf

12/08/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on the ratification of the Rome Statute of the International Criminal Court by Seychelles

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/116138.pdf

13/08/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on Russian plans on missile deployment in Abkhazia

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/116161.pdf

18/08/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton following her call with UN Secretary-General Ban Ki-moon

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116221.pdf

19/08/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on the ratification of the Rome Statute of the International Criminal Court by Saint Lucia

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116222.pdf

20/08/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton on resumption of direct talks between Israel and the Palestinians

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116227.pdf

24/08/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on Azerbaijan's Supreme Court judgment of 19 August concerning the two youth organization members

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116230.pdf

24/08/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on terrorist attack in Somalia

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116231.pdf

27/08/2010

Joint statement by Catherine Ashton, the High Representative, and Andris Piebalgs, the EU Development Commissioner, on the resurgence of violence in North Kivu, DRC.

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/10/1074&format=HTML&aged=0&language=en&guiLanguage=en>

01/09/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the attack in the Middle East
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116258.pdf

02/09/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the launch of direct talks on the Middle East
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116267.pdf

08/09/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the next steps at the UN concerning the advisory opinion on Kosovo
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116353.pdf

10/09/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the adoption of the UN General Assembly resolution on the ICJ opinion on Kosovo
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116439.pdf

17/09/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton ahead of the parliamentary elections in Afghanistan
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116588.pdf

22/09/2010

Middle East Quartet Statement
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116664.pdf

22/09/2010

Human rights failures in the Democratic Republic of Congo
<http://www.eutrio.be/pressrelease/olivier-chastel-human-rights-failures-democratic-republic-congo>

22/09/2010

Statement delivered by EU High Representative Catherine Ashton on behalf on the E3+3
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116679.pdf

24/09/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on remarks made by Iranian President Mahmoud Ahmadinejad at the UN General Assembly
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/116685.pdf

25/09/2010

Remarks by High Representative Catherine Ashton at the informal meeting of EU Defence Ministers
Ghent, 23 and 24 September 2010

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116710.pdf

27/09/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the Middle East peace talks

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116778.pdf

30/09/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on events in Ecuador

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116856.pdf

01/10/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton following her visit to the Middle East

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116860.pdf

05/10/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on elections in Bosnia and Herzegovina

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/116889.pdf

05/10/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the 10th anniversary of democratic changes in
Serbia

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/116890.pdf

07/10/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the pardon of Ethiopian opposition leader
Birtukan Midekssa

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/116917.pdf

08/10/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on Nobel Peace Prize being awarded to Liu
Xiaobo

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116987.pdf

11/10/2010

Nouveau Chef de mission pour EUSEC RD Congo

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/FR/foraff/116991.pdf

11/10/2010

Nouveau chef de mission pour EUPOL RD Congo

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/FR/foraff/116990.pdf

11/10/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the Kyrgyzstan elections

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116989.pdf

14/10/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the ratification of the Rome Statute of the International Criminal Court by the Republic of Moldova

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/117068.pdf

18/10/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the removal of the Russian checkpoint from the village of Perevi in Georgia

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/117147.pdf

20/10/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton and European Commissioner for Enlargement Stefan Füle on Ukraine before the European Parliament

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/117230.pdf

25/10/2010

High Representative Catherine Ashton nominates the top management of the External Action Service

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/117313.pdf

01/11/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the referendum in Niger

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/117525.pdf

02/11/2010

Statement by High Representative / Vice-president Mrs Catherine Ashton on the Côte d'Ivoire elections

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/10/1457&format=HTML&aged=0&language=en&guiLanguage=en>

02/11/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the General Elections in the United Republic of Tanzania

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/117530.pdf

08/11/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the Presidential Elections in the Republic of Guinea

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/117582.pdf

08/11/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the Parliamentary elections in Azerbaijan

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/117582.pdf

12/11/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the election of the speaker of the Iraqi Parliament

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/117700.pdf

13/11/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the release of Aung San Suu Kyi

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/117708.pdf

16/11/2010

EU High Representative Catherine Ashton appoints the Permanent Chair of the Political and Security Committee Policy

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/117740.pdf

20/11/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the occasion of the Universal Children's Day

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/117891.pdf

23/11/2010

Statement by EU High Representative for Foreign Affairs and Security Policy Catherine Ashton on North Korean attack on South Korean Island

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/117954.pdf

23/11/2010

EU HR/VP Catherine Ashton appoints new Head of EU Delegation to WTO

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=MEMO/10/606&format=HTML&aged=0&language=en&guiLanguage=en>

25/11/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the non-use of force commitment announced by Georgian President Saakashvili

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/118001.pdf

30/11/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton and Commissioner Stefan Füle on the parliamentary elections in the Republic of Moldova

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/118093.pdf

01/12/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the second round of presidential elections in Côte d'Ivoire

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/118116.pdf

02/12/2010

EU High Representative Catherine Ashton appoints EEAS Managing Director for Crisis Response

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118159.pdf

03/12/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the forest fires in northern Israel

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118198.pdf

04/12/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on Ivory Coast election results

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118213.pdf

05/12/2010

Statement by High Representative Catherine Ashton welcoming the IAEA nuclear fuel bank

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118216.pdf

06/12/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the elections to the People's Assembly of Egypt

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118243.pdf

06/12/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton and EU Commissioner for Development Andris Piebalgs on the Presidential Elections in Guinea

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118252.pdf

07/12/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on behalf of E3+3 after the talks with Iran

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/118263.pdf

08/12/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the announcement of preliminary results of elections in the Republic of Haiti

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118345.pdf

08/12/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the Middle East Peace Process

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118344.pdf

10/12/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on Nobel Peace Prize winner Liu Xiaobo

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118406.pdf

13/12/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton and European Commissioner for Enlargement Štefan Füle on Kosovo elections

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118432.pdf

14/12/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the passing of Ambassador Holbrooke

http://consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118462.pdf

14/12/2010

EU High Representative Catherine Ashton appoints two Managing Directors for the External Action Service

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118477.pdf

15/12/2010

EU HR/VP Catherine Ashton - Statement on Ivory Coast, European Parliament Strasbourg, 15 December 2010

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/10/758&format=HTML&aged=0&language=en&guiLanguage=en>

15/12/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on Sakharov Prize

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118505.pdf

15/12/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on recent bomb attacks in Chabahar

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118537.pdf

16/12/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the Middle East

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/118541.pdf

17/12/2010

EU High Representative Catherine Ashton appoints Director of the European Union Situation Centre (SITCEN) for the External Action Service

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/esdp/118626.pdf

18/12/2010

EU High Representative Catherine Ashton welcomes the establishment of new coalition government in the Kyrgyz Republic

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118630.pdf

20/12/2010

SUDAN: EU to observe the South Sudan Referendum

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/10/1755&format=HTML&aged=0&language=en&guiLanguage=en>

20/12/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the presidential elections in Belarus

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/118650.pdf

21/12/2010

EU High Representative Catherine Ashton appoints two new Managing Directors for the External Action Service

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118656.pdf

21/12/2010

Statement by the High Representative, Catherine Ashton on the formation of a new Government of Iraq

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118659.pdf

23/12/2010

EU High Representative Catherine Ashton appoints the permanent chairs of several Working Groups in the Council

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118693.pdf

23/12/2010

Statement by Catherine Ashton, EU High Representative for Foreign Affairs, on ratification by the U.S. Senate of the START Treaty

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118696.pdf

23/12/2010

Joint Statement by EU High Representative Catherine Ashton and US Secretary of State Hillary Clinton on the post-Presidential Elections situation in Belarus

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118697.pdf

30/12/2010

Statement by EU High Representative Catherine Ashton on the Khodorkovskii/Lebedev case

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118699.pdf

Statements by the Spokesperson

19/01/2010

Chile Presidential elections, statement by spokesperson of High Representative Catherine Ashton

http://eeas.europa.eu/chile/docs/statement_ashton_210110_en.pdf

10/02/2010

Statement by the Spokesperson of the High Representative / Vice President Catherine Ashton on the situation in Sri Lanka

http://eeas.europa.eu/statements/docs/statement_ashton_sri_lanka_en.pdf

19/02/2010

Statement by the Spokesperson of the High Representative / Vice President Catherine Ashton on Niger

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/112931.pdf

25/02/2010

Statement by the Spokesperson of HR Catherine Ashton, on the death of Mr Tamayo in Cuba

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/113057.pdf

26/02/2010

Statement by the Spokesperson of HR Catherine Ashton, on acts of violence in Chittagong Hill Tracts, Bangladesh

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/113070.pdf

26/02/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton, on heritage sites in Hebron and Bethlehem

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/113080.pdf

01/03/2010

Statement by the Spokesperson of HR Catherine Ashton, on Nigeria

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/113083.pdf

01/03/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton, on the rejection of Aung San Suu Kyi's appeal by the Supreme Court of Burma/Myanmar

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/113102.pdf

18/03/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton, on Sahel region

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/113427.pdf

04/04/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton, on the car bomb attacks in Iraq

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/113654.pdf

05/04/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton, on the attacks in Pakistan

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/113655.pdf

09/04/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton, on Kyrgyzstan

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/113669.pdf

23/04/2010

Statement by the spokesperson of HR Ashton on New Zealand joining the UN Declaration on the Rights of Indigenous People

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/113952.pdf

26/04/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton, on the normalisation of relations between Turkey and Armenia

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/114008.pdf

30/04/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton on the political situation in Nepal

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/114126.pdf

01/05/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton on the resumption of executions in Taiwan

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/114127.pdf

04/05/2010

Statement by the Spokesperson of HR Catherine Ashton, on the recent attacks against mosques in Somalia

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/114173.pdf

11/05/2010

Statement by the Spokesperson of HR Catherine Ashton on attacks in Iraq

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/114396.pdf

28/05/2010

Statement by the spokesperson of High Representative Catherine Ashton on the flotilla sailing to Gaza

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/114694.pdf

02/06/2010

Déclaration par la Porte-parole de la Haute Représentante Catherine Ashton sur la situation politique aux Comores

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/114806.pdf

04/06/2010

Statement by the spokesperson of High Representative Catherine Ashton on the death of Floribert Chebeya Bahizire, Executive Director of the organisation "La Voix des Sans Voix"

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/115001.pdf

09/06/2010

Statement by the spokesperson of High Representative Catherine Ashton on the Qatari mediation between Djibouti and Eritrea

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/115019.pdf

22/06/2010

Statement by the Spokesperson of High Representative Catherine Ashton on Nagorno-Karabakh

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/115451.pdf

23/06/2010

Statement by the Spokesperson of High Representative Catherine Ashton on terrorist attacks in Turkey

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/115450.pdf

25/06/2010

Statement by the spokesperson of High Representative Catherine Ashton on Hong Kong

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/115504.pdf

30/06/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton on the signature of the ECFA agreement between China and Taiwan

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/115548.pdf

02/07/2010

Statement by the spokesperson of High Representative Catherine Ashton on the attack against the Data Darbar Sufi shrine in Lahore

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/115611.pdf

02/07/2010

Statement by the Spokesperson of High Representative Catherine Ashton on the incident in Kosovo

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/115647.pdf

06/07/2010

Statement by the Spokesperson of High Representative Catherine Ashton on Guinea Bissau

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/115676.pdf

08/07/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton on the adoption of the Georgian Action Plan for Engagement for Abkhazia and South Ossetia

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/115731.pdf

16/07/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton on the attacks in Iran

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/115843.pdf

16/07/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton on the Political Crisis in the Maldives

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/115849.pdf

16/07/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton on the murder of Rwandan politician

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/115851.pdf

16/07/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton on death sentence in Gambia

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/115852.pdf

16/07/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton on the expulsion of the acting Australian High Commissioner by Fiji

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/115853.pdf

19/07/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton on suicide bombings in Iraq on Sunday 18 July 2010

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/115881.pdf

22/07/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton on President Al-Bashir

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/115899.pdf

02/08/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton on the Referendum on the formation of the Government of National Unity in Zanzibar

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/116076.pdf

03/08/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton in support of U.N. international Gaza flotilla probe

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/116097.pdf

13/08/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton on the bomb attack in Bogota

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/116160.pdf

24/08/2010

Statement by the Spokesperson of High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy on conviction of human rights defender Abdallah Abu Rahma

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116232.pdf

25/08/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton on explosions in Iraq

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116234.pdf

27/08/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton on President Al-Bashir's visit to Kenya

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116239.pdf

02/09/2010

Statement by the spokesperson of the HR Catherine Ashton on the attacks in Lahore

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116270.pdf

03/09/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton on the outcome of the launch of Middle East peace talks

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116277.pdf

04/09/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton on the murder of police officers in Colombia

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116278.pdf

10/09/2010

Statement by the spokesperson of the HR Catherine Ashton on the suicide bombing in Vladikavkaz

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/116426.pdf

10/09/2010

Statement by the spokesperson of the HR Catherine Ashton on Georgian prisoner in Abkhazia

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/116458.pdf

14/09/2010

Statement by the spokesperson of the HR Catherine Ashton on the occasion of the appointment of Michelle Bachelet as the head of UN Women

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116496.pdf

17/09/2010

Statement by the spokesperson of the HR Catherine Ashton on Guinea

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/116564.pdf

18/09/2010

Statement by the Spokesperson of the High Representative Catherine Ashton on the conviction of human rights defender Azimjan Askarov

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/116602.pdf

24/09/2010

Statement by the spokesperson of High Representative Catherine Ashton on the bombing in Mahabad, Iran

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116684.pdf

01/10/2010

Statement by the spokesperson of High Representative Catherine Ashton on the bombing in Abuja, Nigeria

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116866.pdf

08/10/2010

Statement by the spokesperson of High Representative Catherine Ashton on the appointment of Admiral Bubu Na Tchuto

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116986.pdf

09/10/2010

Statement by the spokesperson of EU High Representative Catherine Ashton on the attack in Afghanistan

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/116988.pdf

19/10/2010

Statement by the spokesperson of EU High Representative Catherine Ashton on the attack in Parliament in Chechnya

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/117180.pdf

20/10/2010

Statement by the spokesperson of the HR Catherine Ashton on the attack on the convoy of the UN Secretary General's Special Representative in Iraq

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/117226.pdf

01/11/2010

Statement by the spokesperson of EU High Representative Catherine Ashton following the attack against worshipers at Our Lady of Salvation Church in Baghdad, Iraq

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/117529.pdf

02/11/2010

Statement by the spokesperson of EU High Representative Catherine Ashton on possible execution of Sakineh Mohammadi-Ashtiani

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/117531.pdf

03/11/2010

Statement by the spokesperson of EU High Representative Catherine Ashton on the recent bomb attacks in Iraq

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/117535.pdf

05/11/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton on the attacks in Pakistan

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/117546.pdf

08/11/2010

Statement by the spokesperson of Catherine Ashton, EU High Representative/Commission Vice-President on the human rights situation in Sudan

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/117574.pdf

09/11/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton on the announcement by Israel of a plan for the construction of new housing in East Jerusalem

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/117590.pdf

10/11/2010

Statement by the Spokesperson of EU High Representative Catherine Ashton, on Western Sahara

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/117686.pdf

12/11/2010

Statement by the Spokesperson of EU High Representative Catherine Ashton on a death penalty case in Pakistan

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/117707.pdf

16/11/2010

Statement by the Spokesperson of EU High Representative Catherine Ashton, on Sudan

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/117732.pdf

18/11/2010

Statement by the Spokesperson of EU High Representative Catherine Ashton, on Canada joining the UN Declaration on the Rights of Indigenous peoples

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/117804.pdf

19/11/2010

Statement by the Spokesperson of Catherine Ashton, EU HR on the Presidential elections in Guinea

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/117858.pdf

19/11/2010

Statement by the Spokesperson of EU High Representative Catherine Ashton, on the release of bloggers in Azerbaijan

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/117884.pdf

25/11/2010

Statement by the Spokesperson of EU High Representative Catherine Ashton, on second round of presidential elections in Côte d'Ivoire

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/118008.pdf

01/12/2010

Statement by the spokesperson of EU High Representative Catherine Ashton on the second round of presidential elections in Côte d'Ivoire

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118132.pdf

09/12/2010

Statement by the spokesperson of Catherine Ashton, EU High Representative, on exports from Gaza

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118351.pdf

17/12/2010

Statement by the spokesperson of EU High Representative Catherine Ashton on the situation in Côte d'Ivoire

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118573.pdf

20/12/2010

Statement by the spokesperson of Catherine Ashton, EU High Representative, on the post-electoral situation in Belarus

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/foraff/118638.pdf

22/12/2010

Statement by the spokesperson of HR Catherine Ashton, on the United States of America joining the UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118689.pdf

23/12/2010

Statement by the spokesperson of EU High Representative Catherine Ashton on the situation in Côte d'Ivoire

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118694.pdf

27/12/2010

Statement by the spokesperson of EU High Representative Catherine Ashton on the second prosecution of Mikhail Khodorkovskii and Platon Lebedev

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/EN/foraff/118698.pdf

Local Statements

20/01/2010

EU Local Statement by EU Heads of Mission on the trial of Mr Le Cong Dinh, Mr Nguyen Tien Trung, Mr Tran Huynh Duy Thuc and Mr Le Thang Long on 20 January 2010

<http://www.ambhanoi.um.dk/en/menu/AboutUs/News/Statement>

28/01/2010

Joint statement by the Heads of Mission of the EU, NATO, OSCE and the United States in Skopje

http://www.osce.org/skopje/item_1_42501.html

18/02/2010

EU statement on Eritrea's relations with the African Union

http://eeas.europa.eu/statements/local/eu_statement_eritrea_au_en.pdf

25/03/2010

Local EU Statement on Sudan

http://ec.europa.eu/delegations/delsdn/en/eu_and_sudan/news18.htm

01/04/2010

EU Local Statement on the sinking of the South Korean ship

http://eeas.europa.eu/statements/local/2010_0401_korea_en.pdf

15/04/2010

EU local statement on homophobia and gender in education

http://ec.europa.eu/delegations/albania/press_corner/all_news/news/2010/20100415_01_en.htm

16/04/2010

Déclaration des Chefs de Mission de l'Union européenne au Niger

<http://www.delner.ec.europa.eu/documents/Communique160410.pdf>

21/04/2010

EU Local Statement on the case of journalist Ernest Vardanyan

http://www.delmda.ec.europa.eu/whatsnew/press_releases_en.shtml#21042010

22/04/2010

EU Local Statement on the breach of the de facto moratorium on the death penalty in Gaza

<http://www.maec.es/subwebs/Consulados/Jerusalen/es/Home/Documents>

27/04/2010

Joint statement by the Heads of Mission of the EU, NATO, OSCE and the United States in Skopje

http://www.osce.org/skopje/item_1_43658.html

06/05/2010

EU statement on the report by the High Commissioner on National Minorities on his recent visit to Kyrgyzstan

http://www.delvie.ec.europa.eu/en/eu_osce/eu_statements/2010/May

06/05/2010

EU statement on the railway shipment dispute between Tajikistan and Uzbekistan

http://www.delvie.ec.europa.eu/en/eu_osce/eu_statements/2010/May

06/05/2010

EU statement on the case against human rights defender Evgeniy Zhovtis

http://www.delvie.ec.europa.eu/en/eu_osce/eu_statements/2010/May

06/05/2010

EU statement on the detention of Nematillo Botakuziev by the authorities in Tajikistan

http://www.delvie.ec.europa.eu/en/eu_osce/eu_statements/2010/May

12/05/2010

Local EU Statement on the death in custody of PUDEMO member Sipho Jele

<http://www.delswz.ec.europa.eu/whatsnew>

13/05/2010

EU statement on Uzbekistan

http://www.delvie.ec.europa.eu/en/eu_osce/eu_statements/2010/May/PC%20no.809%20-%20EU%20reply%20to%20Amb.Venczel,%20Project%20Co-ordinator%20UZB.pdf

13/05/2010

EU statement in response to Amb. Venczel, OSCE Project Co-ordinator in Uzbekistan

http://www.delvie.ec.europa.eu/en/eu_osce/eu_statements/2010/May

18/05/2010

Statement by the EU Special Representative and Head of Delegation to Afghanistan, Ambassador Vygaudas Usackas

http://www.delafg.ec.europa.eu/en/downloadable_documents/Nov_2008/Press_Release/PR_1

18/05/2010

EU local statement on the executions in Gaza

<http://ukinbelarus.fco.gov.uk/en/news/?view=News&id=22265992>

21/05/2010

Local EU Statement on raids on the "Tell the Truth" civic campaign in Belarus

<http://ukinbelarus.fco.gov.uk/en/news/?view=News&id=22265992>

27/05/2010

Local EU Statement on Sudan

http://ec.europa.eu/delegations/delsdn/en/eu_and_sudan/news19.html

31/05/2010

EU statement in response to the Head of the OSCE Centre in Bishkek, Ambassador Andrew Tesoriere

http://www.delvie.ec.europa.eu/en/eu_osce/eu_statements/2010/May/PC%20no.811%20-%20EU%20reply%20to%20Amb.Tresoriere,%20HoC%20Bishkek.pdf

10/06/2010

Local EU Statement on the law on TV and Radio in Armenia

http://eeas.europa.eu/delegations/armenia/press_corner/all_news/news/2010/20100610_en.htm

28/06/2010

Local EU statement on the results of the second autopsy of Khaled Said

http://eeas.europa.eu/delegations/egypt/press_corner/all_news/news/2010/20100628_en.htm

29/06/2010

Local EU statement on Presidential Elections Somaliland

<http://www.delken.ec.europa.eu/en/news.asp?newsid=148>

23/07/2010

Declaración conjunta de los Embajadores de la Unión Europea en Colombia y Venezuela sobre la ruptura de relaciones diplomáticas entre Venezuela y Colombia

<http://www.delven.ec.europa.eu/es/UltimasNoticias/Prensa2010/comunicado%20colombia%20venezuela.doc>

28/07/2010

Statement from European Union heads of mission in Pakistan following the crash of a passenger airliner near Islamabad

<http://www.delpak.ec.europa.eu/WHATSNEW/statement/EU%20Statement%20280710.doc>

11/08/2010

Declaración conjunta de los jefes de las delegaciones de la Unión Europea y de los embajadores de los estados miembros en bogota y caracas sobre el restablecimiento de relaciones diplomáticas entre Venezuela y Colombia

http://eeas.europa.eu/delegations/colombia/press_corner/all_news/news/2010/declaracion11082010_es.htm

19/08/2010

Local EU Statement on parliamentary by-elections in Chifubu and Luena in Zambia

http://eeas.europa.eu/delegations/zambia/press_corner/all_news/news/2010/20100819_01_en.htm

09/09/2010

Local European Union Statement on the announcement of official dates for Nigerian general elections

<http://www.delnga.ec.europa.eu/>

13/09/2010

Déclaration conjointe des Chefs de mission de l'Union européenne et des Etats-Unis d'Amérique en République de Guinée

http://ec.europa.eu/delegations/guinea/press_corner/all_news/news/2010/20100913_fr.htm

13/09/2010

Local European Union Statement on Ethiopia

<http://www.deleth.ec.europa.eu/Press%20releases.htm>

13/09/2010

Local EU Statement on the Legislative Elections in Ethiopia

<http://www.deleth.ec.europa.eu/Press%20releases.htm>

14/09/2010

The European Delegation issues the following statement on behalf of the EU Heads of Missions in Nairobi

<http://www.delken.ec.europa.eu/en/news.asp?newsid=151>

07/10/2010

Local EU Statement on the new Tuvalu government

http://www.delfji.ec.europa.eu/en/press_release/07102010-Tuvalunewgovt.pdf

18/10/2010

Statement of EU Heads of Mission to Syria on the Martin Ennals Award presented to Mr. Muhanad al-Hassani in Geneva

http://eeas.europa.eu/delegations/syria/press_corner/all_news/news/2010/20101018_en.htm

01/11/2010

Local EU statement on Albania's national human rights institutions

http://eeas.europa.eu/delegations/albania/press_corner/all_news/news/2010/20101101_01_en.htm

03/11/2010

Déclaration conjointe des Chefs de mission des Etats-Unis d'Amérique, de l'Union européenne et de ses Etats membres représentés en République de Guinée

http://eeas.europa.eu/delegations/guinea/documents/press_corner/news/20101103_fr.pdf

20/11/2010

EU Local statement on the opening of new Southern African Development Community (SADC) house in Gaborone, Botswana

<http://www.delbwa.ec.europa.eu/publications/newsletters/EU%20local%20statement%20SADC.doc>

24/11/2010

EU Heads of mission declaration on the political environment in Mogadishu

http://eeas.europa.eu/statements/local/2010_11_eu_local_somalia_en.pdf

01/12/2010

Local EU statement on the release of the final certified results for Ghazni province and the conclusion of Afghanistan's 2010 parliamentary elections

http://eeas.europa.eu/delegations/afghanistan/documents/news/20101202_01_en.pdf

06/12/2010

Eritrea and the European Union signed cooperation programmes worth over 50 Mio €

<http://www.deleri.ec.europa.eu/whatsnew/2010%2011%2024%20FA%20press%20release.doc>

16/12/2010

EU Delegation in Eritrea, UN Resident Co-ordinator and UN Children's Fund campaign against Female Genital Mutilation

http://eeas.europa.eu/delegations/eritrea/press_corner/all_news/news/2010/20101214_en.htm

22/12/2010

Declaración local de la UE sobre el asesinato de Marisela Escobedo Ortíz

http://eeas.europa.eu/delegations/mexico/documents/press_corner/declaracion_ue_asesinato_marisela_escobedo_ortiz_es.pdf

23/12/2010

Local EU Statement on the Cook Islands new Government nomination

http://www.delfji.ec.europa.eu/en/press_release/24122010_cooksgovt.pdf

24/12/2010

Local EU Statement on the Kingdom of Tonga new Government nomination

http://www.delfji.ec.europa.eu/en/press_release/24122010_tongagovt.pdf
